

LES ESSENTIELS DE L'OCDE

SOUS LA DIRECTION
DE PATRICK LOVE

DÉBATTRE DES
ENJEUX :
LES NOUVELLES
APPROCHES
FACE AUX DÉFIS
ÉCONOMIQUES

Les essentiels de l'OCDE

Debattre des enjeux : les nouvelles approches face aux défis économiques

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :

OCDE (2018), *Debattre des enjeux : les nouvelles approches face aux défis économiques*, Les essentiels de l'OCDE, Éditions OCDE, Paris.

<http://dx.doi.org/10.1787/9789264301719-fr>

ISBN 978-92-64-30171-9 (PDF)
ISBN 978-92-64-30170-2 (imprimé)
ISBN 978-92-64-30188-7 (epub)
ISBN 978-92-64-30228-0 (HTML)

Séries: Les essentiels de l'OCDE
ISSN 1993-6761 (imprimé)
ISSN 1993-677X (PDF)
ISSN 1993-677X (en ligne)

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur :
www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm.

© OCDE 2018

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à rights@oecd.org. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), info@copyright.com, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), contact@cfcopies.com.

Nouveaux Défis, Nouvelles Approches

par

Angel Gurría,

Secrétaire général de l'OCDE

L'année 2015 a été une année charnière dans la coopération internationale, avec l'accord, porteur de transformations, établi à New York autour d'un ensemble d'Objectifs de développement durable (ODD) universels et l'Accord conclu à Paris lors de la COP21, qui marque un tournant décisif dans notre attitude face au changement climatique. Ces deux accords exhortent à l'adoption d'une trajectoire de développement plus durable et d'un nouveau modèle de croissance qui profite à tous et qui respecte l'environnement.

En dépit de ces avancées prometteuses, l'économie mondiale ne semble pas se remettre véritablement de la crise. De plus, l'incertitude géopolitique grandit – la crise des réfugiés en Europe, les zones de conflit, anciennes et nouvelles, au Moyen-Orient, et la menace terroriste qui s'est manifestée si tragiquement à Paris, Bruxelles et ailleurs, en donnent une illustration concrète.

Ce contexte de turbulence généralisée met nos économies, nos gouvernements et nos sociétés à rude épreuve pour tracer la voie d'une reprise durable après la crise et les séquelles qu'elle a laissées derrière elle.

L'ampleur de la tâche qui nous échoit n'est donc pas mince. Nous devons mettre à profit le nouvel élan international incarné par les ODD et redoubler d'efforts pour promouvoir une nouvelle réflexion sur les politiques à suivre et sur les nouvelles approches face aux grands défis qui s'annoncent. Nous devons adopter des cadres d'action plus ambitieux, concevoir des outils plus efficaces et proposer des politiques plus pointues qui prennent en compte la complexité et le caractère multidimensionnel de ces défis.

L'objectif est de parvenir à mieux appréhender la façon dont les économies fonctionnent et d'élaborer des stratégies qui mettent en application les conclusions dégagées.

La réflexion engagée avec l'initiative de l'OCDE relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) remet en question nos hypothèses et nos conceptions du fonctionnement de l'économie. Il est impératif de mener une réflexion de fond sur la mutation de l'économie que l'analyse conventionnelle peine à expliquer.

C'est la raison pour laquelle nous avons lancé l'initiative NAEC. Dans ce cadre, nous posons des questions de fond et remettons en question nos hypothèses et notre conception du fonctionnement de l'économie. Nous faisons évoluer notre manière de penser et d'agir vis-à-vis de l'économie, de l'environnement et de la société en tant que système global. L'initiative NAEC a des répercussions sur les travaux analytiques de l'OCDE, les données qu'elle collecte et les conseils qu'elle prodigue sur les politiques à suivre. Elle a permis de renforcer le caractère intégré des analyses et a abouti à l'adoption de nouveaux outils d'action et d'approches inédites. Nous utilisons mieux les données intelligentes et les apports des sciences comportementales. Nous progressons également dans notre compréhension de la théorie de la complexité et de la pensée systémique.

L'une des principales retombées de l'initiative NAEC, s'appuyant sur les travaux de l'OCDE sur les questions sociales et la qualité de vie, a été de placer la croissance inclusive au cœur de nos analyses. Le bien-être, l'inclusivité et la durabilité sont désormais pris en compte dans les études économiques et d'autres travaux de substance.

Le ralentissement de la productivité, alliée à la montée des inégalités, reste l'un des plus importants enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées. Nous devons cependant comprendre que l'accroissement de la productivité n'est qu'une condition nécessaire, mais pas suffisante, de l'élévation du niveau de vie. La productivité doit être « inclusive ». Cette nouvelle approche de

la productivité, comme toutes les nouvelles approches, n'est pas aisée à élaborer. Nous remettons délibérément en cause les thèses établies, et nous testons de nouvelles idées. Et nous n'aurons pas toujours raison d'emblée.

Cet ouvrage propose une synthèse d'opinions exprimées à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Organisation sur la façon dont l'initiative NAEC peut contribuer à la réalisation des ODD, et décrit de quelle façon l'OCDE met ses capacités en matière de statistiques, de suivi et d'analyse sectorielle au service de la communauté internationale. Les auteurs envisagent également la transformation de l'économie mondiale qui sera nécessaire. Il faut pour cela comprendre les « mutations tectoniques » de long terme que subissent les individus, la planète, la productivité globale et les institutions, car l'interaction de ces mutations peut avoir de profondes conséquences pour la réussite des efforts que nous déployons. Les articulations, les arbitrages et les complémentarités entre les politiques publiques sont mieux appréhendés pour qu'une réponse cohérente et intégrée puisse être donnée aux défis économiques, sociaux et environnementaux afin d'atteindre simultanément plusieurs objectifs.

Pour atteindre les ODD, nous devons trouver des moyens nouveaux de faire face aux défis actuels et de saisir les possibilités que nous offre l'avenir. L'année 2015 a été une année décisive pour l'avancement des priorités en matière de développement, d'environnement et d'échanges. À l'aide des idées et des outils issus de l'initiative NAEC, nous espérons continuer à progresser dans la conception, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques meilleures pour une vie meilleure.

Table des matières

Introduction : les Roméo et Juliette de la transformation économique	11
<i>par Douglas Frantz</i>	

UN PROGRAMME UNIVERSEL

Les Objectifs de développement durable, un devoir et une chance	17
<i>par Gabriela Ramos</i>	

Une réponse à la question de la Reine : de Nouvelles approches face aux défis économiques	23
<i>par Robert Skidelsky</i>	

La cohérence des politiques servie par de nouvelles données, de nouvelles études, de nouvelles mentalités	29
<i>par Catherine L. Mann</i>	

Mesurer le bien-être multidimensionnel et le développement durable	35
<i>par Martine Durand et Simon Scott</i>	

De l'importance de l'approche fondée sur la cohérence des politiques pour la mise en œuvre des Objectifs de développement durable	41
<i>par Ebba Dohlman</i>	

UN PROGRAMME INTÉGRÉ

Des mariages tadjiks aux banquiers de Wall Street : itinéraire d'une journaliste éclectique	47
<i>par Gillian Tett</i>	

Évoluer vers une croissance sans exclus	53
<i>par Stefano Scarpetta</i>	

La croissance inclusive offre la possibilité de placer la croissance sur une trajectoire viable sur le plan social	59
<i>par Lamia Kamal-Chaoui et Shaun Reidy</i>	

L’articulation entre productivité et égalité : pourquoi adopter une approche commune ?	65
<i>par Gabriela Ramos</i>	
Les politiques structurelles et leurs effets redistributifs	71
<i>par Christian Kastrop</i>	
Politiques environnementales et performance économique	77
<i>par Shardul Agrawala et Tomasz Koźluk</i>	
Comprendre et gérer les conséquences inégales des pressions et politiques environnementales	83
<i>par Shardul Agrawala et Rob Dellink</i>	
La résilience des économies aux chocs exogènes	89
<i>par Aida Caldera Sanchez et Giuseppe Nicoletti</i>	
L’égalité hommes-femmes et les Objectifs de développement durable	95
<i>par Monika Queisser</i>	
Finance, croissance et inégalité	99
<i>par Boris Cournède et Olivier Denk</i>	
Région Asie-Pacifique: les défis du développement durable	105
<i>par Stephen P. Groff</i>	
Passer de l’analyse à l’action : Les examens multidimensionnels par pays	111
<i>par Mario Pezzini et Jan Rieländer</i>	
UN PROGRAMME PORTEUR DE TRANSFORMATIONS	
Mettre les échanges et l’investissement au service des individus	117
<i>par Ken Ash</i>	
Les Objectifs de développement durable et la coopération pour le développement	121
<i>par Erik Solheim, Frans Lammersen et William Hynes</i>	
Tirer parti de la prochaine révolution de la production	127
<i>par Dirk Pilat et Alistair Nolan</i>	

Apprendre pour gagner sa vie : Compétences, inégalités et bien-être	133
<i>par Andreas Schleicher</i>	
Le vieillissement est l'avenir du développement	139
<i>par Ken Bluestone</i>	
Un nouveau paradigme pour le développement rural	145
<i>par Carl Dahlman</i>	
Nouvelles approches face aux défis économiques au siècle des villes	151
<i>par Rolf Alter</i>	
Sécurité alimentaire, durabilité et Objectifs de développement durable	157
<i>par Jonathan Brooks</i>	
Coordination et mise en œuvre des ODD : le rôle des Centres de gouvernement	163
<i>par Luiz de Mello</i>	
Les implications pour l'OCDE du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030	169
<i>par Patrick Paul Walsh</i>	
L'OCDE doit jouer un rôle pionnier pour les Objectifs de développement durable	175
<i>par Ron Gass</i>	
Les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) et les Objectifs de développement durable : la voie à suivre	181
<i>par Mathilde Mesnard et William Hynes</i>	

Introduction : les Roméo et Juliette de la transformation économique

par

Douglas Frantz,
Secrétaire général adjoint de l'OCDE

Posons d'abord un postulat : les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) de l'OCDE forment un couple prédestiné. Ils pourraient être les Romeo et Juliette de la transformation économique.

Considérons d'abord les ODD. En septembre dernier, les dirigeants du monde entier ont adopté aux Nations Unies un ambitieux plan d'action sur 15 ans en vue d'un monde meilleur. Ces objectifs sont de vaste portée, universels et, de fait, potentiellement porteurs de transformations. Leur ambition n'est rien moins que de sauver la planète pour les générations futures, de mettre fin à l'extrême pauvreté et à la faim, et de créer un monde plus sain, plus sûr et plus inclusif.

J'écris « potentiellement porteurs de transformations » car la réalisation de ces objectifs exigera un effort sans précédent à l'échelle mondiale. Les décisions que prendront nos gouvernements dans les prochaines années détermineront la qualité de vie des générations à venir sur l'ensemble de la planète.

Il n'est pas question de pays riches apportant leur concours aux pays pauvres – ou leur dictant leurs approches et leurs politiques en matière de développement. Cette fois-ci, les dirigeants des pays riches et des pays pauvres doivent œuvrer de concert pour trouver des solutions communes qui prennent acte de leur interdépendance aussi bien que de leur indépendance.

S'atteler à la réalisation des 17 objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies exige une réflexion inédite dans les pays tant développés qu'en développement, chez les dirigeants et au sein de la société civile, dans les conseils d'administration des entreprises et dans les salles de réunion des villages. Ces innovations supposeront des évolutions radicales de nos modes de consommation et de production, et la reconnaissance que nous sommes tous les acteurs d'une même pièce.

De fait, chaque objectif – et les moyens de l'atteindre – devront être considérés sous l'angle de la cohérence des politiques. Il faut

pour cela comprendre que les décisions prises concernant un objectif donné auront des effets sur d'autres objectifs. C'est un angle de vue moins linéaire et moins simple que celui sur lequel s'appuie la pratique conventionnelle.

Pour reprendre les propos de Kitty van der Heijden, du World Resources Institute, lors de l'atelier NAEC qui s'est tenu à l'OCDE en janvier, l'action de tous devra profiter à tous.

Nous pouvons affirmer avec certitude que les ODD requièrent de nouvelles approches dynamiques face aux défis économiques.

Venons-en au deuxième partenaire de ce couple : les Nouvelles approches face aux défis économiques de l'OCDE, ou initiative NAEC. L'objectif de cette initiative est de stimuler une nouvelle réflexion à la recherche de solutions intégrées, multidimensionnelles, aux problèmes économiques et sociaux mondiaux les plus tenaces.

La démarche s'appuie sur les principes selon lesquels nous devons prendre ensemble des décisions difficiles et appréhender l'impact d'une décision de politique publique sur d'autres décisions, ce qui n'est pas toujours évident ou pris en compte. L'initiative NAEC permet d'apprécier l'impact de l'incertitude, des retombées, des arbitrages ou des risques systémiques dans un effort pour transformer l'état d'esprit, les politiques et, par là même, les économies.

Le mariage aura-t-il lieu ? L'initiative NAEC offre un cadre théorique et pratique dans lequel inscrire précisément la démarche cohérente, coopérative et universelle nécessaire pour atteindre les cibles énoncées dans les ODD. Et, tout comme les ODD eux-mêmes, ce cadre est applicable par chacun de nous à chacun de nous – membres de l'OCDE, pays émergents et en développement, ou encore organisations internationales, à la recherche de solutions.

Les mots ne sont que des mots et les enjeux sont colossaux. Toutefois, les chances de rendre le monde meilleur sont très réelles – si nous prenons les bonnes décisions.

Des progrès sont possibles à l'échelle mondiale. Nous l'avons constaté. L'accord conclu à Paris en décembre en matière de lutte contre le changement climatique a été un important pas en avant, même s'il y a encore un long chemin à parcourir si nous voulons donner un coup d'arrêt à l'anéantissement de notre planète.

Les Objectifs du millénaire pour le développement ont montré ce qui pouvait être accompli en focalisant l'attention de la communauté internationale sur les pays en développement – les taux de mortalité infantile ont été réduits de plus de la moitié, de même que le nombre d'êtres humains vivant avec moins de 1.25 USD par jour, pour ne citer que quelques-uns des résultats obtenus.

Au sens le plus strict, les ODD sont une extension de l'effort inachevé de réduction de la pauvreté. À l'évidence, les pays riches doivent encore aider les pays pauvres. Les ODD ne nous délient pas de cette responsabilité.

Mais les ODD relèvent d'un ordre du jour très différent. Certes, les ODD appellent les pays développés à redoubler d'efforts pour le compte des pays en développement, en particulier des plus pauvres d'entre les pauvres. Aspect tout aussi important, cependant, ils nous obligent à faire notre autocritique. Aucun pays ne peut dire qu'il n'a rien à faire pour améliorer nos sociétés. Sous l'angle des ODD, nous sommes tous des pays en développement.

De fait, les ODD sont un miroir dans lequel se reflètent nos propres politiques et nos propres performances. Or le tableau n'est guère reluisant dans certains domaines. Nous devons tous améliorer nos résultats à l'appui de la croissance inclusive et adopter des modes de consommation durables. Nous avons tous besoin de nous assurer, à tout le moins, que nos politiques ne nuisent pas au reste du monde.

C'est ce double objectif des ODD – aider les autres en s'aidant soi-même – qui fait de l'OCDE et de l'initiative NAEC le partenaire idéal. Aucune autre organisation n'est mieux placée pour œuvrer aussi bien avec les pays développés qu'avec les pays en

développement. C'est ce que nous faisons depuis plus d'un demi-siècle.

En même temps, le fait de repenser de fond en comble, dans le cadre d'une démarche dynamique, la voie qui nous permettra de relever les défis économiques mondiaux énoncés dans l'initiative NAEC pose les bases de la méthodologie appropriée pour traiter les problématiques complexes et interdépendantes que recouvre le Programme à l'horizon 2030.

En bref, l'approche intégrée préconisée dans les NAEC prend acte de la responsabilité qui est la nôtre, à l'échelle mondiale, de trouver des solutions universelles aux défis qu'abordent les ODD. Il est dans notre propre intérêt de le faire.

Pour revenir à l'union contrariée de notre couple shakespearien, il semble évident que les ODD et l'initiative NAEC, comme Roméo et Juliette, forment un couple prédestiné. Notre tâche est de réunir les Montaigu et les Capulet et de faire en sorte que les choses, cette fois-ci, se terminent mieux.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights*: <http://wp.me/p2v6oD-2mm>.

Projet de l'OCDE relatif aux Nouvelles approches face aux défis économiques
www.oecd.org/fr/naec/.

Travaux de l'OCDE sur les Objectifs de développement durable, www.oecd.org/fr/cad/objectifs-developpement-durable.htm.

UN PROGRAMME UNIVERSEL

Les Objectifs de développement durable, un devoir et une chance

par

Gabriela Ramos,

Directrice du Cabinet de l'OCDE et Sherpa pour le G20

Les Objectifs de développement durable (ODD) ont un caractère universel et multidimensionnel, et ils sont ambitieux. Pour pouvoir les atteindre, il est nécessaire de disposer d'un cadre intégré qui permette d'établir une trajectoire de croissance respectueuse de l'environnement, dont les effets bénéfiques profitent à tous, et pas seulement à une poignée de privilégiés. Le concept de développement durable nous commande de reconsidérer notre relation à ce qui nous entoure et de réfléchir à la façon dont les pouvoirs publics devraient procéder pour définir des politiques propres à donner corps à cette vision du monde.

Tout d'abord, force est de constater que la croissance économique seule ne suffit pas : il existe des liens étroits entre les dimensions économique, sociale et environnementale de toute action. Les appréhender chacune séparément engendre des erreurs de jugement et ne permet d'obtenir que des résultats éphémères. L'analyse causale de la croissance sur laquelle nous nous sommes appuyés n'a pas répondu aux attentes, faute d'avoir alerté sur l'accumulation de déséquilibres qui a provoqué la crise de 2008, la plus grave que nous ayons jamais connue, et sur l'appauvrissement des ressources naturelles et l'existence de fortes inégalités entre les personnes quant à leur revenu et à leur devenir.

Ensuite, le caractère interdépendant des diverses dimensions du développement durable demande que soient dépassées les frontières géographiques ou institutionnelles pour pouvoir coordonner les stratégies et prendre de bonnes décisions. Il est rarement possible de confiner les problèmes à l'intérieur de limites préétablies, comme celles du champ de compétence d'un organisme public donné ou d'une division administrative urbaine particulière, et la recherche de solutions intelligentes exige une coopération qui s'inscrive dans le processus de décision. Lors de la définition des choix stratégiques, il importe de garder à l'esprit le fait que ces choix et les actions qui en découleront auront des répercussions ailleurs, influenceront sur l'avenir et seront nécessairement tributaires de la situation nationale, du cadre institutionnel et des traits historiques et culturels qui caractérisent la société.

Mais, surtout, il importe de mettre en place une trajectoire de croissance qui placera le bien-être des personnes au coeur des

efforts des pouvoirs publics, et dont le PIB par habitant et le revenu constitueront certes des paramètres essentiels, mais non les seuls. Dans une économie mondiale fortement interdépendante, l'articulation entre les pays sur les plans économique, social et environnemental doit être au centre des préoccupations, et les choix stratégiques doivent tenir compte de toute la complexité de cet impératif.

Par conséquent, les ODD viennent nous rappeler de manière salutaire que, pour obtenir des résultats, nous devons modifier notre façon d'agir et réformer les outils que nous employons pour comprendre le monde. Nous devons en fait prendre conscience du fait que le PIB est un moyen de parvenir à une fin, et non une fin en soi.

À l'OCDE, nous avons commencé à nous préparer à ce changement au cours de la dernière décennie. Nous avons ainsi lancé l'Initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques, en vue de l'élaboration d'un programme d'action en faveur d'une croissance durable et inclusive. Nous avons aussi défini un projet concret pour l'instauration d'une croissance verte, et nous étudions la possibilité de remédier au ralentissement de la croissance de la productivité au moyen de mesures qui permettent aussi de faire reculer les inégalités de revenu et progresser l'égalité des chances. Cette démarche exige que nous réformions notre manière de travailler, en défaisant les cloisonnements et en nous attachant à prévoir et à comprendre les conséquences indésirables des choix que nous effectuons.

Nos travaux sur la croissance inclusive en constituent une bonne illustration. La montée des inégalités de revenu s'accompagne dans bien des cas d'une polarisation plus forte des résultats en matière d'éducation et de santé, ce qui ne fait que perpétuer le cercle vicieux de l'exclusion et de l'inégalité. De plus, les inégalités ont un coût pour la croissance économique, en particulier lorsque l'inégalité des chances se traduit par un verrouillage des privilèges et un ancrage de l'exclusion, entravant la mobilité sociale intergénérationnelle. Prendre en compte le caractère multidimensionnel des inégalités signifie évaluer les effets produits par les politiques sur les résultats tant monétaires que non monétaires, ainsi que sur différents groupes sociaux.

Il ressort de notre analyse que « le niveau de vie multidimensionnel », indicateur qui conjugue l'évolution du revenu des ménages, celle des résultats en matière de santé et celle du devenir sur le marché du travail, a progressé plus vite en moyenne dans les catégories sociales relativement aisées que dans la classe moyenne ou chez les ménages à faible revenu dans les pays de l'OCDE, ce qui donne à penser que l'amélioration de l'espérance de vie et les importantes créations d'emplois observées au cours de la période 1995-2007 n'ont pas compensé l'aggravation des inégalités de revenu.

Une meilleure compréhension des effets que les politiques exercent sur certains groupes sociaux permet aux responsables de l'élaboration des politiques de déterminer comment arbitrer entre les objectifs de croissance et les objectifs redistributifs et comment tirer parti de leur potentiel de complémentarité. Par exemple, la réduction des obstacles réglementaires à la concurrence au niveau national, au commerce et à l'investissement direct étranger entrant peut augmenter le revenu de la classe moyenne inférieure davantage que le PIB par habitant. À l'inverse, un durcissement de l'indemnisation des chômeurs de longue durée, s'il ne s'accompagne pas d'un renforcement de l'aide à la recherche d'un emploi et des autres dispositifs d'activation, peut entraîner une baisse du revenu de la classe moyenne inférieure, même s'il fait croître le revenu moyen.

Ces constats sont corroborés par nos travaux sur la qualité des emplois, déterminée par la perception d'une bonne rémunération, la sécurité du marché du travail et des conditions de travail décentes. Il n'existe apparemment pas de forte corrélation négative entre qualité et quantité des emplois, mais il y a plutôt entre elles un potentiel de synergie : les pays qui ont des résultats relativement médiocres quant à la qualité des emplois tendent à enregistrer des taux d'emploi relativement faibles, et vice versa.

Lorsque l'on se penche sur la question de l'emploi et de l'égalité, il importe de ne pas oublier que l'environnement n'est pas un sujet dont on peut remettre l'examen à plus tard, jusqu'au moment où la croissance sera devenue suffisante. C'est l'environnement qui constitue le socle du progrès économique. Le

capital naturel – l’air, l’eau et autres ressources – est limité et doit donc être géré avec tout autant de circonspection que les autres formes de capital. Des politiques de l’environnement plus rigoureuses, si elles sont bien conçues, ne seront pas nécessairement préjudiciables à la croissance de la productivité. De même, des politiques conformes à la logique environnementale peuvent favoriser la croissance économique et faire aussi progresser la cohésion sociale.

Définir une stratégie de mise en œuvre des ODD revient essentiellement à répondre à trois questions : Que doivent faire les pays ? Comment doivent-ils le faire ? Et pour qui ? Ces questions ne sont pas nouvelles. Dans le rapport qu’elle a publié en 1987 sous le titre *Notre avenir à tous*, Gro Brundtland avait ainsi souligné que les pays devaient promouvoir « une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement durable ». Mais vingt ans après la parution de cet ouvrage, nous n’avons toujours pas réussi à mettre au point un cadre intégré qui articule entre eux les grands objectifs relatifs au bien-être de manière à les mettre en synergie. Pour y parvenir, nous avons besoin de disposer des meilleurs outils, mais surtout, de modifier nos habitudes – ce qui n’est pas chose aisée – ou de nous opposer aux groupes d’intérêt qui profitent du statu quo. L’économie politique de la réforme ne sera pas facile à définir.

Pour réaliser les changements dont ils sont porteurs, les ODD nous placent devant l’obligation de faire progresser notre réflexion. Mais c’est aussi une chance qu’ils nous offrent. Ne la manquons pas !

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights*: <http://wp.me/p2v6oD-2r5>.

Travaux de l’OCDE sur la croissance verte et le développement durable : www.oecd.org/fr/croissanceverte/.

Travaux de l’OCDE sur la croissance inclusive : www.oecd.org/inclusive-growth.

Une réponse à la question de la Reine : de Nouvelles approches face aux défis économiques

par

Robert Skidelsky,

Professeur émérite d'économie politique, University of Warwick

« **P**ourquoi personne n'a vu venir la crise ? » avait demandé la Reine Elizabeth II de Grande-Bretagne, peu après l'effondrement de l'économie mondiale en 2008. En posant la question à un groupe d'économistes, la Reine avait mis le doigt sur le problème. Comme l'a dit la Directrice de cabinet de l'OCDE, Mme Gabriela Ramos, « la crise a frappé au cœur de thèses économiques, de modules et de politiques très ancrées dans les mentalités ». J'irais plus loin. La crise a frappé à cause de thèses, modèles et politiques économiques très ancrées dans les mentalités. Les modèles qui avaient cours avant 2008 étaient faillibles, ou très imparfaits ; ils ont contribué à cet effondrement, essentiellement par omission. Le rapport de l'OCDE sur les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) prenait acte de ce constat, faisant valoir qu'il était impératif pour les économistes de mieux comprendre comment fonctionnait l'économie ; et pour la politique économique de se traduire par des mesures qui reflètent cette compréhension.

Concrètement, nous devons déterminer dans quelle configuration de politiques et d'institutions la macro-économie donnera de bons résultats, définis en termes de stabilité conjoncturelle, d'emploi élevé, de taux de croissance décents, de stabilité des prix, et de bien-être, pour les êtres humains comme pour la planète. Je souhaiterais examiner des questions qui m'occupent l'esprit depuis 2008 et formuler quelques observations concernant le dernier rapport NAEC, qui m'a donné matière à réfléchir.

Premièrement, la monnaie et la banque. La politique monétaire n'est pas évoquée dans le rapport NAEC. Avant la récession, la politique macroéconomique orthodoxe tenait en ces mots : « une cible, un instrument ». La cible était le taux d'inflation, l'instrument, les taux d'intérêt. Ce qui à l'évidence était une erreur. Mais nous n'avons pas encore su déterminer ce que devraient être les justes objectifs de la politique monétaire, ce qui est strictement monétaire ou strictement budgétaire, et ce qui est macroéconomique ou microéconomique. À titre d'exemple, la régulation bancaire relève du microéconomique, mais compte de plus en plus comme un élément de la politique macroéconomique. Peut-être devrions-nous décrire comme macroéconomique tout événement ou institution microéconomique ayant des retombées macroéconomiques ?

Le rapport NAEC appelle à une « meilleure intégration du secteur financier ». Qu'entend-on par-là ? Cela signifie-t-il qu'il soit « mieux à même de répondre aux besoins de l'économie réelle » ? Si tel est le cas, quelles réformes faut-il mettre en œuvre ? Je suis déçu que le rapport NAEC ne remette pas en question la conception orthodoxe selon laquelle l'innovation financière est nécessairement bénéfique. Elle a pour effet de financiariser encore davantage l'économie – c'est-à-dire permettre à de plus en plus de gens de gagner leur vie en faisant de l'argent avec de l'argent. Nous devons nous interroger plus avant sur la monnaie, en commençant par nous demander si la banque centrale est à même de contrôler le système de crédit pour éviter l'alternance de forte expansion et de récession. Si tel n'est pas le cas, quelle autre solution peut-on envisager ? Quel a été l'impact de l'assouplissement quantitatif ? La zone euro s'est lancée gaillardement dans un mouvement d'expansion monétaire massive, alors que les faits, globalement, donnent à penser que les effets en ont été très limités pour des raisons que Keynes aurait facilement mises en évidence.

La politique budgétaire fait débat. Le rapport NAEC parle de favoriser « la solidité budgétaire » et de nourrir « le caractère contracyclique des politiques macroéconomiques ». Qu'entend-on par « solidité budgétaire » ? Cela signifie-t-il équilibrer le budget ? Qu'entend-on par équilibrer le budget ? Quel budget ? Tous les gouvernements s'emploient à réduire les déficits. On nous dit rarement de quel déficit il s'agit. Y a-t-il un plafond de sécurité applicable aux déficits publics et à la dette publique ? Quels sont les meilleurs moyens de financer les emprunts publics – les obligations, l'assouplissement quantitatif, les bons du Trésor – et dans quelles circonstances ?

Les comptes publics peuvent-ils être présentés différemment pour faire ressortir la distinction entre compte de capital et compte courant ? Les pouvoirs publics devraient-ils avoir des comptes extrabudgétaires, comme une Banque nationale d'investissement ?

Les prévisions concernant l'inflation, les écarts de production, les effets multiplicateurs se sont révélées régulièrement erronées depuis la crise. Toute la question de la prévision doit être étudiée de près. Les prévisions sont très tributaires de modèles. Si les modèles

sont faillibles, les prévisions le seront tout autant – ou plus encore que la normale.

L'emploi. Quel est le taux naturel de chômage en Europe ? Comment les estimations sont-elles calculées ? Si, comme c'est le cas en Europe aujourd'hui, l'inflation est nulle et le chômage à 10 %, peut-on dire qu'il s'agit du taux naturel de chômage en Europe ? Ou l'expression a-t-elle perdu tout son sens ?

D'où viendront les emplois de demain ? Le rapport NAEC ne mentionne pas l'impact de l'automatisation sur l'emploi. Il évoque la nécessité de renforcer les compétences et le capital humain, ce qui relève du simple bon sens. L'humain est-il destiné à « se mesurer à la machine » ou à « lutter contre la machine », pour reprendre la question posée par Brynjolffson et McAfee ?

La croissance économique. Le rapport NAEC veut concilier « croissance économique et bien-être » et « croissance économique et durabilité environnementale », en d'autres termes toutes les bonnes choses de la vie simultanément. Ce qui ne peut qu'obtenir l'aval de tous. Mais nous ne pouvons pas tout avoir. La poursuite du type de croissance que nous avons connu dans le passé serait certainement incompatible avec le bien-être des êtres humains, et par là même, de la planète. La croissance pour la croissance, et la culture consumériste qui va de pair, doivent être remises en question avec plus de vigueur.

Redistribution et inégalités. On peut lire dans le rapport NAEC que « de plus en plus de données concrètes montrent que les inégalités, lorsqu'elles sont excessives, sapent la croissance et le bien-être, car elles réduisent l'investissement dans les compétences chez les ménages à bas revenu ». Il y est dit qu'il convient de réformer les systèmes fiscaux « pour en accroître la progressivité ». Où placer le seuil en matière de progressivité ? Quelle inflexion des politiques sera nécessaire pour accroître la progressivité afin de contrer la montée des inégalités. D'où viendra le soutien politique ?

Le triste état de la science économique. Le rapport NAEC, malheureusement, n'évoque guère cette question. Il y est expliqué que l'économie devrait mettre à profit les enseignements tirés de la

sociologie, de la psychologie ou de l'histoire. Je suis parfaitement d'accord avec cette assertion, à ceci près que la philosophie n'est pas mentionnée, et que l'histoire est citée en dernier. La lecture d'Aristote serait un correctif utile à tous ceux placent toute leur foi dans l'innovation financière et le consumérisme. La connaissance de l'histoire corrigerait le biais de l'économie vers une théorisation tout azimut magnifiquement exprimée au XIX^e siècle par l'économiste français Jean-Baptiste Say : « Que pourrions-nous gagner à recueillir des opinions absurdes, des doctrines décriées et qui méritent de l'être ? Il serait à la fois inutile et fastidieux de les exhumer. Aussi l'histoire d'une science devient-elle de plus en plus courte à mesure que la science se perfectionne... ». À quand la perfection qui abolirait la nécessité de l'histoire ?

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2g3>.

Initiative de l'OCDE relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques, www.oecd.org/fr/naec.

La cohérence des politiques servie par de nouvelles données, de nouvelles études, de nouvelles mentalités

par

Catherine L. Mann,
Chef économiste et Chef du Département
des Affaires économiques de l'OCDE

La performance économique mondiale récente – caractérisée par une croissance atone, un creusement des inégalités, une fragilité environnementale et une instabilité des marchés – vient crûment nous rappeler la multitude de défis auxquels doivent faire face les responsables de l'action publique. Dans quelle mesure la compréhension et la quantification des interrelations entre les politiques publiques peuvent-elles aider à concevoir des dispositifs propres à améliorer la performance ?

De nouvelles analyses réalisées à l'OCDE, s'appuyant sur de nouvelles données, de nouvelles méthodes et une nouvelle approche conceptuelle, mettent en relief l'importance de la cohérence des politiques. L'essence de la cohérence des politiques est de poser la question : dans quelle mesure l'interaction des politiques – axées sur la gestion de la demande, la structure des marchés, la durabilité environnementale et l'innovation à la frontière – permet-elle d'améliorer le bien-être global des citoyens d'un pays et, dans une plus large perspective encore, quelles en sont les retombées sur le reste du monde ? Dans quelle mesure une approche au coup par coup, au lieu d'une évaluation intégrée des politiques, nous entraîne-t-elle à la dérive ?

La logique de la cohérence des politiques semble évidente. Cela étant, il est dans la nature des gouvernements, du monde universitaire, des groupes de réflexion ou des organisations internationales d'analyser les politiques économiques en les enfermant dans leur sphère de spécialité – l'emploi, l'environnement, la concurrence, la finance, la politique budgétaire, par exemple – car l'analyse s'en trouve simplifiée et que les possibilités de négociation stratégique sont limitées. L'OCDE n'est pas épargnée par cette tendance à la compartimentation. Les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) ont ouvert la voie à une tournure d'esprit qui envisage les problèmes économiques sous un nouvel angle, selon lequel la cohérence dans la recherche, au-delà des compartiments étanches propres aux différentes sphères d'action, est nécessaire pour produire des données concrètes qui aboutissent à des « politiques meilleures pour une vie meilleure ».

La recherche sur la productivité est un exemple qui illustre comment les nouvelles données et l'évolution des mentalités peuvent promouvoir la cohérence des politiques. L'approche classique de l'élaboration des politiques (et de la recherche qui la sous-tend) était plus particulièrement axée sur les moyens d'agrandir le gâteau (par des mesures favorables à la croissance de la productivité comme les dépenses de R-D) isolément des politiques de redistribution de ce gâteau (par le biais des impôts et transferts ou par l'amélioration des compétences). Cela tient en partie au fait que les ensembles de données issues des études visant à approfondir ces sujets étaient distincts les uns des autres, tout comme les intérêts des chercheurs étaient différents. Par ailleurs, l'analyse des politiques était elle aussi fragmentée, car les responsables de l'action publique chargés de la mise en œuvre des politiques avaient des mandats distincts. Quoi qu'il en soit, il n'existait pas de données détaillées sur les entreprises et les travailleurs, et la formulation des politiques devait s'appuyer sur les relations entre l'entreprise moyenne, le travailleur moyen, l'économie moyenne et le résultat obtenu moyen.

L'approche NAEC de la recherche sur la productivité évalue les politiques propres à faire gonfler le gâteau et en même temps à étendre sa distribution. Les études montrent que c'est le même type de politiques (facilité d'entrée et de sortie, flexibilité des marchés du travail, solidité des établissements financiers, par exemple) qui freinent la croissance de la productivité, qui nuisent à l'adéquation des compétences aux besoins des entreprises, avec des conséquences négatives secondaires sur la redistribution du revenu et son expansion. Ces travaux mettent en évidence des boucles de rétroaction négative qui n'avaient pas été observées auparavant, d'où la nécessité de nouvelles recommandations sur les politiques à suivre. Nous sommes capables aujourd'hui d'établir ce lien entre croissance de la productivité et distribution du revenu car nos ensembles de données sont suffisamment granulaires et peuvent être mis en correspondance de différents objectifs, les intérêts des chercheurs se sont alignés, et l'importance de la cohérence des politiques est mieux appréciée par les responsables de l'action publique.

Le même type de politiques a une incidence sur la croissance de la productivité et la distribution du revenu, mais la configuration des choix de politique publique est spécifique à chaque pays, et les défis auxquels ils sont confrontés leur sont donc propres. L'un des principaux enseignements issus de l'approche NAEC est qu'il faut promouvoir la cohérence des politiques entre les mesures structurelles, mais aussi entre les mesures de gestion de la demande. La première génération d'analyses des politiques structurelles portait généralement sur les implications des politiques du marché du travail favorables à la flexibilité sur la croissance du PIB indépendamment des mesures destinées à promouvoir la concurrence sur les marchés des produits, sans qu'il soit fait véritablement référence à la situation de la demande globale et aux mesures de gestion de la demande, par les dépenses budgétaires ou l'expansion monétaire, par exemple. Les déficiences structurelles potentielles sur les marchés des capitaux n'étaient pas prises en considération.

Cette approche au cas par cas de l'évaluation des politiques peut être source de conclusions erronées quant à la façon dont les politiques risquent d'influer sur la performance économique. À titre d'exemple, une plus grande flexibilité sur les marchés du travail associée à des marchés de produits peu ouverts à la concurrence ou sur lesquels la demande est faible font peser le poids de l'ajustement sur les individus, ce qui aggrave les inégalités. D'un autre côté, une vive concurrence entre les entreprises dans un contexte où la rigidité du marché du travail prive les entreprises compétitives des ressources nécessaires à leur croissance, et nuisent à la productivité. Troisième exemple, les systèmes bancaires qui renouvellent constamment des prêts à des entreprises peu performantes freinent la croissance de la productivité globale et piègent la main-d'œuvre, ce qui accentue les inégalités. La nouvelle démarche tient compte de la complexité des interactions entre les politiques. Des évaluations intégrées des politiques qui prennent en considération les caractéristiques spécifiques de chaque pays aident à quantifier comment les réformes peuvent, ensemble, entraîner une amélioration de la croissance de la productivité et renforcer la distribution du revenu. L'évaluation intégrée des politiques aide les responsables de l'action publique à adapter leur approche afin d'améliorer la performance économique et de réagir aux chocs.

Nous disposons des outils permettant de quantifier les mesures structurelles et leur impact sur les entreprises et les individus de façon cohérente, y compris dans les phases ascendante et descendante du cycle économique. Nous avons une compréhension de la meilleure façon de déployer les différents types d'instruments budgétaires pour assurer une croissance inclusive. Notre vision de la cohérence des politiques n'en est pas pour autant complète, car deux dimensions fondamentales sont absentes : les retombées macroéconomiques ainsi que les micro-comportements et l'attitude vis-à-vis du changement.

S'agissant de notre compréhension et de la quantification des retombées, il nous reste à mieux connaître les interactions commerciales et financières ainsi que le socle empirique pour appréhender pleinement et mesurer de quelle manière les retombées d'un pays sur un autre peuvent faire obstacle à la réalisation d'objectifs d'amélioration de la productivité et de croissance inclusive et durable. Ces données et ces outils existent et l'OCDE les inclut actuellement dans son évaluation intégrée des politiques à l'intention des économies concernées.

En ce qui concerne notre compréhension des micro-comportements et de l'attitude vis-à-vis du changement, il reste beaucoup plus à faire, et ce sont des travaux essentiels à notre compréhension de l'économie politique de la réforme. La difficulté réside dans le fait qu'une amélioration de la croissance de la productivité ne peut advenir que moyennant la réaffectation des entreprises et des travailleurs, et que la crainte qu'inspire cette dynamique peut contraindre l'action des responsables publics. Un environnement dynamique peut enlever aux entreprises protégées des rentes économiques et exposer les travailleurs et les ménages à des changements d'emploi et à une instabilité des revenus. Avec l'accélération des avancées technologiques, l'impératif de dynamisme s'accroît pour l'économie. Si les individus n'ont pas les moyens de s'adapter, la conséquence en est une stase des politiques en lieu et place de réformes, ou une situation qui s'en trouve dégradée, au lieu d'être améliorée.

Les études qui examinent le comportement des individus commencent à apporter des éclairages quant aux mesures qui peuvent

le mieux les aider à s'accommoder au changement, mais il faut faire davantage. Une réaffectation des ressources plus rapide et plus efficace peut aider les économies à se redresser plus vite après des chocs, ce qui contribue à réduire les inégalités, à améliorer la croissance de la productivité et à relever le niveau de vie.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <https://wp.me/p2v6oD-2lN>.

Projet de l'OCDE sur les Nouvelles approches face aux défis économiques : www.oecd.org/fr/naec/.

Travaux de l'OCDE sur les Objectifs de développement durable : www.oecd.org/fr/cad/objectifs-developpement-durable.htm.

Mesurer le bien-être multidimensionnel et le développement durable

par

Martine Durand,

Chef statisticienne de l'OCDE et Directrice de la Direction
des statistiques, et

Simon Scott,

Chef de la Division des statistiques et du suivi, Direction
des statistiques de l'OCDE

Compte tenu du caractère profondément multidimensionnel du concept de développement durable, il est indispensable, pour évaluer les progrès accomplis dans ce domaine, de s'appuyer sur des mesures multidimensionnelles du bien-être. La quantité et la diversité des nouveaux Objectifs de développement durable (ODD) témoignent des multiples facettes du développement (santé, travail décent, climat, etc.), qu'il est indispensable de prendre en compte dans la réflexion sur les politiques à suivre afin de faire avancer la situation à tous les niveaux.

L'OCDE a pris acte de longue date du caractère multidimensionnel du bien-être et des ressources nécessaires pour le préserver à long terme. Conscients que les indicateurs de la production totale ne sont pas adaptés pour évaluer le progrès dans toute sa complexité, nous sommes à la recherche de nouvelles mesures pertinentes du bien-être et de la prospérité, et nous œuvrons à l'élaboration de politiques publiques propres à améliorer durablement la vie de tous.

Ces dernières années, ces efforts se sont intensifiés et ont bénéficié d'un nouvel élan, l'accélération de la croissance économique ne s'étant pas accompagnée d'une amélioration du bien-être, ce qui a favorisé l'exclusion sociale et accentué les inégalités. Le décalage grandissant entre la santé des économies, telle que mesurée par le taux de croissance du PIB, et le vécu et la satisfaction des personnes à l'égard de leur existence a conduit à fixer de nouveaux objectifs en termes de mesure et d'action publique, afin de définir des indicateurs du bien-être permettant d'évaluer l'évolution de nos sociétés et son rythme.

L'OCDE joue un rôle de premier plan dans ce domaine, par le biais notamment de son cadre multidimensionnel du bien-être qui permet à la fois de déterminer si les conditions de vie des individus s'améliorent et d'étayer les actions menées par les pouvoirs publics dans ce sens. Ce cadre vise également à évaluer la pérennité de ces progrès et à recenser les domaines où les pouvoirs publics et les acteurs privés doivent investir pour améliorer le bien-être, aujourd'hui et demain.

L'OCDE a lancé l'Initiative du vivre mieux en 2011 pour évaluer les progrès accomplis au regard de 11 dimensions du bien-être : état de santé, équilibre travail-vie privée, éducation et compétences, liens sociaux, engagement civique et gouvernance, qualité de l'environnement, sécurité des personnes, revenu et patrimoine, emploi et salaires, logement et bien-être subjectif. Ces onze dimensions sont considérées comme universelles, au sens où elles s'appliquent à toutes les sociétés à travers le monde, quel que soit leur niveau de développement socioéconomique et humain. Le cadre de l'OCDE met l'accent sur le vécu des personnes, tient compte de la distribution, englobe des indicateurs objectifs et subjectifs, et se concentre sur les résultats et non sur les ressources.

Le cadre prend également en compte les ressources nécessaires au bien-être futur, ce qui permet de se situer dans une perspective de durabilité. L'approche retenue par l'OCDE est plus particulièrement axée sur les systèmes naturels, économiques, humains et sociaux plus vastes qui sous-tendent le bien-être individuel à long terme. L'accent mis sur les stocks de « capital » ou de ressources s'inscrit dans la ligne des recommandations formulées dans le rapport de Stiglitz, Sen et Fitoussi (2009) et d'autres initiatives récentes qui établissent une distinction entre le bien-être actuel et les stocks de ressources susceptibles d'influer sur le bien-être des générations futures. Plusieurs de ces initiatives vont au-delà de la simple mesure des stocks de ressources afin d'examiner comment ces derniers sont gérés, préservés ou mis en péril. En tenant compte des difficultés posées par la préservation durable du bien-être et des responsabilités qui doivent être partagées à cet égard à l'échelle de la planète, ces initiatives montrent aussi comment les mesures adoptées dans un pays peuvent avoir des répercussions sur le bien-être des habitants d'un autre pays.

Il existe une forte concordance entre le cadre du bien-être de l'OCDE et les ODD, non seulement sur un plan général (accent sur le vécu des individus, pluridimensionnalité, analyses de la situation actuelle et future, prise en compte des retombées à l'échelle internationale) mais aussi au regard de leurs dimensions spécifiques.

Compte tenu de ces liens étroits, les travaux de l'OCDE sur le bien-être peuvent être particulièrement utiles aux pays pour atteindre leurs Objectifs de développement durable.

Du point de vue de la mesure, le cadre et les indicateurs de l'OCDE peuvent déterminer avec précision les ensembles de données permettant de suivre les progrès accomplis au regard des ODD au niveau national et régional dans les pays de l'OCDE, notamment lorsque les indicateurs officiels relatifs aux ODD sont davantage applicables à la situation des économies émergentes et en développement et/ou au suivi à l'échelle mondiale.

Du point de vue de l'action publique, le cadre de l'OCDE couvre plusieurs domaines ayant trait aux ODD dans lesquels l'OCDE se distingue par la somme des connaissances qu'elle a accumulées et des outils qu'elle a développés (santé, éducation, environnement, emploi, etc.).

Du point de vue de la cohérence, le cadre de l'OCDE repose sur le principe selon lequel de nombreuses dimensions du bien-être sont interdépendantes et doivent donc être examinées ensemble et non séparément. C'est déjà cette démarche qui a présidé à l'élaboration du cadre d'action de l'OCDE pour une croissance inclusive, qui vise à recenser les liens entre les différentes politiques publiques.

Pour que le concept de bien-être soit davantage utilisé aux fins d'actions concrètes, des travaux sont actuellement menés pour étudier ses déterminants, à savoir les politiques publiques et les caractéristiques individuelles et sociales qui influent sur chacun des résultats considérés. Par ailleurs, pour aider les décideurs à mieux appréhender les arbitrages à opérer entre les politiques publiques et à trouver des solutions pour améliorer à la fois le niveau du bien-être et sa distribution, l'OCDE a développé de nouvelles mesures du « niveau de vie multidimensionnel » qui s'appuient sur la pluridimensionnalité du cadre de l'Initiative du vivre mieux pour mettre l'accent sur la répartition des dimensions monétaires et non monétaires du bien-être.

L'avantage d'une telle approche est qu'elle établit un lien direct avec les principales politiques structurelles et leurs conséquences sur différentes tranches de revenus, ce qui permet d'estimer les effets des trains de mesures dont l'incidence réelle sur le bien-être des différentes catégories de population est ambiguë. Par exemple, des politiques plus strictes en matière d'atténuation du changement climatique et l'extension de la couverture maladie via une hausse des impôts peuvent améliorer les résultats des ménages sur le plan de la santé tout en réduisant leur revenu, les effets nets en termes de bien-être dépendant de l'élasticité relative du revenu et de la santé par rapport à ces réformes. L'OCDE a lancé des travaux visant à quantifier ces effets, de manière à pouvoir analyser les résultats nets à travers le prisme des indicateurs du niveau de vie multidimensionnel. Il s'agit d'une méthode flexible qui peut être facilement adaptée au cadre des ODD. Elle permet de définir les moyens d'action les plus performants pour atteindre plusieurs objectifs à la fois – un défi crucial lié au caractère multidimensionnel des ODD.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2m0>.

Initiative du vivre mieux de l'OCDE : www.oecd.org/fr/statistiques/initiative-vivre-mieux.htm.

Travaux statistiques de l'OCDE : www.oecd.org/fr/std/.

**De l'importance
de l'approche fondée
sur la Cohérence
des politiques pour la mise
en œuvre des Objectifs
de développement durable**

par

Ebba Dohlman,

Conseillère principale, La cohérence des politiques au service
du développement, OCDE

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et le Programme d'action d'Addis Abeba appellent les pays « à assurer la cohérence des politiques et à créer des conditions favorables à la mise en œuvre du développement durable à tous les niveaux ». L'Objectif de développement durable 17 – sur les moyens à mobiliser à cette fin – comprend une cible visant à « renforcer la cohérence des politiques de développement durable ». Selon l'OCDE, la Cohérence des politiques au service du développement durable (CPDD) est une approche et un instrument d'action visant à intégrer les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable, de même que la dimension intéressant la gouvernance, à tous les stades de la prise de décision à l'échelon national et international. La CPDD vise à accroître la capacité des gouvernements à favoriser les synergies entre les domaines économique, social et environnemental de l'action publique, à identifier les arbitrages et à se préoccuper des éventuelles retombées des politiques nationales.

La Cohérence des politiques au service du développement durable est essentielle si l'on veut s'assurer que les progrès accomplis au regard d'un ODD donné contribuent à l'obtention d'avancées dans les domaines couverts par d'autres objectifs, et éviter que les progrès concernant un objectif soient obtenus aux dépens de la réalisation d'un autre. La CPDD est fondamentale si l'on veut :

- Prendre en compte les coûts économiques, sociaux et environnementaux et les conséquences inattendues des décisions prises par les pouvoirs publics. Par exemple, le soutien annuel apporté aux combustibles fossiles par les pays de l'OCDE (entre 55 et 90 milliards USD par an) encourage le recours aux énergies fossiles émettrices de CO₂ au lieu de promouvoir l'investissement dans les énergies renouvelables ; contribue au changement climatique ; aggrave la pollution et les risques pour la santé et revient à gaspiller des fonds qui pourraient être affectés à des dépenses davantage ciblées sur les populations pauvres tout en concourant à la réalisation des objectifs climatiques à l'échelle mondiale.
- Déterminer comment utiliser efficacement diverses sources de financement autres que l'APD. Si l'APD continue de jouer un rôle

essentiel pour les pays les moins avancés et les populations les plus vulnérables, elle ne représente plus aujourd'hui que 20 % de l'engagement financier du monde développé auprès des pays en développement. La CPDD peut contribuer à une meilleure utilisation des ressources existantes, notamment en promouvant des administrations fiscales plus efficaces et des recettes fiscales plus élevées, en facilitant les envois de fonds, en favorisant le commerce et l'investissement, l'accès direct aux marchés de capitaux et les prêts à faible taux d'intérêt, et en luttant contre les flux financiers illicites.

- Éclairer les interactions sectorielles majeures à prendre en compte pour atteindre les ODD et leurs cibles. La CPDD peut aider à comprendre comment les efforts entrepris pour atteindre un objectif donné dans un secteur déterminé pourraient affecter (ou être affectés) par les actions menées dans un autre secteur; prenons par exemple les interactions entre l'eau (ODD 6), l'alimentation (ODD 2) et l'énergie (ODD 7). L'agriculture est le secteur qui consomme le plus d'eau à l'échelle mondiale ; il faut de l'énergie pour produire et distribuer l'eau et les denrées alimentaires, et la chaîne de production et de distribution des produits alimentaires représente presque un tiers du total de la consommation énergétique mondiale. Les décisions prises par les pouvoirs publics dans un de ces secteurs peuvent avoir des effets non négligeables sur chacun des deux autres et des tensions peuvent naître des arbitrages réels ou supposés entre différents objectifs. L'amélioration des services dans les secteurs de l'eau et de l'énergie réduit la charge qui pèse sur les femmes et les jeunes filles qui souvent passent plusieurs heures par jour à aller chercher de l'eau et des combustibles à base de biomasse pour la cuisson des aliments, et leur permet de participer à des activités éducatives ou génératrices de revenus grâce au temps ainsi libéré. L'approvisionnement en eau propre et les services énergétiques améliorent aussi la situation sanitaire, l'activité des microentreprises et la productivité agricole des femmes, stimulant ainsi le développement économique national global.
- S'attaquer aux conditions systémiques et aux facteurs qui entravent le développement durable. Les flux financiers illicites par exemple sont un obstacle majeur au développement durable. Ils sont le symptôme de la défaillance de la gouvernance, de la

faiblesse des institutions et de la corruption dans de nombreux pays d'origine mais aussi des conditions systémiques présentes dans les pays bénéficiaires qui permettent aux flux financiers illicites de prospérer, les paradis fiscaux par exemple. L'adoption d'une approche fondée sur la CPDD peut éclairer l'élaboration de mesures à l'échelon international pour favoriser l'avènement d'un système fiscal plus équitable et plus transparent au niveau mondial et faire obstacle aux stratégies visant à échapper à l'impôt en mettant indûment à profit, dans la plupart des cas sans contrevenir à la législation, les décalages entre les règles fiscales de différents pays. Au niveau national, la réussite va dépendre de la qualité des réglementations et des institutions et de la capacité du pays à identifier, suivre et combattre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et la corruption.

Englobant de multiples secteurs et porteur de transformations, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 nécessite des institutions en mesure d'opérer dans plusieurs domaines d'action (cohérence horizontale) et à plusieurs niveaux de gouvernance allant du local au mondial (cohérence verticale). Il appelle à adopter des mesures qui prennent systématiquement en compte les interconnexions sectorielles (potentiel de synergie et d'arbitrage) et les effets (ici et maintenant, ailleurs, et plus tard). Le cadre analytique de l'OCDE peut contribuer à éclairer la prise de décision et aider les responsables de l'action publique et les parties prenantes à élaborer des politiques qui prennent systématiquement en considération les points suivants :

- Les rôles et responsabilités des différents acteurs ainsi que les diverses sources de financement (publiques ou privées, nationales ou internationales) nécessaires pour l'obtention de résultats en matière de développement durable.
- L'interdépendance des politiques économiques, sociales et environnementales, nécessitant de mettre en évidence les synergies, les contradictions et les arbitrages à opérer, ainsi que les interactions entre les pratiques nationales et internationales.
- Les facteurs contextuels, c'est-à-dire les leviers et les freins du développement durable (facteurs susceptibles de le favoriser ou

au contraire de l'entraver) aux niveaux mondial, national, local et régional.

- ▶ Les effets des politiques publiques « ici et maintenant », « ailleurs » et « plus tard ». Ils permettent de saisir en quoi la recherche du bien-être aujourd'hui dans un pays donné peut influencer sur le bien-être dans d'autres pays ou le bien-être des générations futures (c'est l'impact à long terme des politiques aux niveaux national et mondial).

Compte tenu de tous ces éléments, l'OCDE est en train d'élaborer un Cadre CPDD, outil d'autoévaluation qui vise à donner aux décideurs des orientations pratiques pour : mettre en place des dispositifs institutionnels à l'appui de la cohérence, notamment l'engagement et l'impulsion politiques, les capacités de coordination et les systèmes de suivi; gérer les interactions entre les politiques à différents niveaux de manière à déceler et résoudre les antagonismes ; analyser les facteurs contextuels qui favorisent ou qui entravent la cohérence des politiques au service du développement durable et anticiper les conséquences non voulues des décisions. Il comporte des modules thématiques sur la sécurité alimentaire, les flux financiers illicites et la croissance verte.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2mg>.

Travaux de l'OCDE sur la cohérence des politiques au service du développement : www.oecd.org/Pcd/.

UN PROGRAMME INTÉGRÉ

**Des mariages tadjiks aux
banquiers de Wall Street :
itinéraire d'une journaliste
éclectique**

par

Gillian Tett,

Rédactrice en chef pour les États-Unis, *Financial Times*

Mon ouvrage *The Silo Effect* a vu le jour pendant la crise financière de 2008. Pourtant, il ne s'agit absolument pas d'un livre sur la finance. En fait, la question qu'il pose est la suivante : pourquoi des êtres humains qui travaillent dans des institutions modernes se conduisent-ils collectivement d'une manière qui peut parfois sembler stupide ? Pourquoi des individus doués d'une intelligence normale n'arrivent-ils pas à percevoir des risques ou des chances qui, par la suite, apparaissent avec une clarté aveuglante ? Pourquoi, comme le dit le psychologue Daniel Kahneman, sommes-nous quelquefois « aveugles face à notre aveuglement » ?

C'est une question que je me suis souvent posée en 2007 et 2008. À cette époque, je travaillais en tant que journaliste à Londres, à la tête de l'équipe des marchés du *Financial Times*. Lorsque la crise financière a éclaté, nous avons tout mis en œuvre pour essayer de comprendre pourquoi ce désastre avait pu se produire. Les explications potentielles étaient nombreuses : avant 2008, les banquiers avaient pris des risques insensés sur les créances hypothécaires et d'autres actifs financiers, créant ainsi une gigantesque bulle. Les autorités de réglementation n'avaient pas venu venir le danger, à cause de leur méconnaissance du fonctionnement du système financier moderne. Les banquiers centraux et autres responsables de l'action publique n'avaient pas envoyé les bons signaux économiques aux financiers. Les consommateurs s'étaient montrés dangereusement insouciants, accumulant les achats à crédit et les prêts hypothécaires sans se demander s'ils arriveraient à les rembourser. Les agences de notation avaient mal apprécié les risques. Et l'on pourrait continuer...

Lorsque, en tant que journaliste, j'ai commencé à me plonger dans l'histoire de la grande crise financière (sur laquelle j'ai ensuite écrit un livre, *L'or des fous*), il m'est apparu qu'il y avait une autre cause à ce désastre : le système financier moderne était étonnamment morcelé, aussi bien dans la manière dont les gens étaient organisés que dans celle dont ils entraient en interaction et dont ils concevaient le monde. En théorie, les commentateurs autorisés se plaisent souvent à dire que la mondialisation et l'Internet ont créé un monde fluide et interdépendant dans lequel les connections entre les marchés, les économies et les individus

sont plus étroites qu'elles ne l'ont jamais été. Sous certains aspects, l'intégration est en marche. Mais lorsque je me suis penchée de plus près sur la crise de 2008, j'ai aussi pu observer un monde dans lequel les équipes de traders des grandes banques ignoraient mutuellement tout de leurs activités respectives, même à l'intérieur d'une seule et même institution (censée pourtant être intégrée). J'ai constaté que les fonctionnaires des administrations publiques étaient paralysés par la fragmentation démente des grands organismes de réglementation et des grandes banques centrales, non seulement en termes de structures bureaucratiques, mais aussi de vision du monde. Les hommes politiques de leur côté ne faisaient pas mieux. Ni les agences de notation, ni les médias. En fait, dans presque tout ce que je voyais de la crise financière, il me semblait que le désastre s'était nourri du cloisonnement et du sectarisme. Les gens étaient enfermés à l'intérieur de leurs petits départements spécialisés, de leurs groupes sociaux, de leurs équipes ou de leurs poches de compétences. Autrement dit, ils fonctionnaient en silos.

Cette constatation était frappante, mais à mesure que la crise de 2008 reflétait lentement, j'ai pris conscience du fait que cet « effet de silo », comme je l'ai appelé, n'affectait pas uniquement les banques. Au contraire : il se manifeste dans tous les aspects de la vie moderne. En 2010, j'ai déménagé de Londres à New York pour m'occuper des activités américaines du *Financial Times*, et de là, j'ai pu observer que dans les entreprises comme dans l'administration, la fragmentation était aussi à l'œuvre. Le syndrome du silo fleurissait dans des entreprises aussi gigantesques que BP, Microsoft ou (plus tard) General Motors. La Maison blanche et les agences de Washington en étaient frappées, sans parler de grandes organisations multilatérales comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international et même, j'ose le dire, l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Le sectarisme régnait souvent dans les grandes universités, et dans nombre de groupes de médias. Le paradoxe de la vie moderne, ai-je réalisé, tient au fait que nous vivons dans un monde étroitement imbriqué sous certains aspects, mais très fragmenté sous d'autres. Les chocs sont de plus en plus contagieux, mais nous continuons de vivre et de penser dans de minuscules silos.

Dans ce livre, je m'efforce donc de répondre à deux questions : Comment naissent les silos ? Et y a-t-il quelque chose que nous pouvons faire pour les détruire avant qu'eux ne nous détruisent ? Mon point de vue est en partie celui d'une personne qui a travaillé en tant que journaliste financière pendant deux décennies et qui a pu observer à cette occasion les milieux des affaires, de l'économie et de la politique à l'échelle internationale. Dans le cadre de ma fonction, j'ai pris l'habitude de raconter des histoires pour illustrer mes idées. Ainsi, dans mon livre, je raconte huit histoires différentes, toutes en rapport avec l'effet de silo : elles ont pour cadre la mairie de New York sous Michael Bloomberg, la Banque d'Angleterre à Londres, la Cleveland Clinic dans l'Ohio, la banque UBS en Suisse, Facebook en Californie, Sony à Tokyo, le fonds spéculatif BlueMountain à New York et la police de Chicago. Dans certains de ces récits, on peut voir avec quelle stupidité les gens peuvent se conduire lorsque leur activité est organisée en silos. D'autres montrent en revanche comment les institutions et les individus peuvent venir à bout des silos dans lesquels ils sont enfermés. Ce que je raconte, c'est l'histoire de certains échecs, mais aussi celles de plusieurs réussites.

Cependant, ce livre est aussi né d'une autre réflexion. Avant de devenir journaliste (en 1993), j'ai obtenu un doctorat d'anthropologie culturelle, c'est-à-dire d'étude des cultures humaines, à l'Université de Cambridge. Dans le cadre de ce travail universitaire, j'ai effectué des recherches sur le terrain, d'abord au Tibet puis dans le sud de l'ex-Union soviétique, au Tadjikistan, où j'ai vécu en partie entre 1989 et 1991, dans un petit village. Mes recherches portaient surtout sur les pratiques matrimoniales que j'ai étudiées pour tenter de comprendre comment les Tadjiks avaient conservé leur identité musulmane dans un État communiste (supposé athée).

À mes débuts de journaliste financière, j'hésitais souvent à révéler ma formation atypique. À Wall Street comme à la City de Londres, ce sont généralement les MBA ou les diplômés universitaires supérieurs en économie, finance, astrophysique ou autres sciences exactes qui vous valent le respect. Connaître les coutumes matrimoniales des Tadjiks ne semble pas à première vue la formation la plus adaptée pour écrire sur l'économie mondiale ou le système bancaire. Pourtant, s'il y a une chose que la crise

financière nous a montrée, c'est que la finance et l'économie ne sont pas uniquement une affaire de chiffres. La culture y joue également un rôle. La manière dont les gens organisent les institutions, définissent les réseaux sociaux et classifient le monde a des répercussions fondamentales sur la manière dont les gouvernements, les entreprises et l'économie fonctionnent (ou, quelquefois, dysfonctionnent, comme ce fut le cas en 2008). Il est donc important d'étudier ces aspects culturels, et c'est là que l'anthropologie peut nous aider. Ce que les anthropologues ont à dire ne concerne pas uniquement des cultures du bout du monde, mais peut apporter un éclairage pertinent sur nos cultures occidentales. En d'autres termes, les méthodes que j'ai mises en œuvre pour analyser les mariages tadjiks peuvent contribuer utilement à décrypter le comportement des banquiers de Wall Street ou des fonctionnaires d'une administration.

Le prisme de l'anthropologie est également utile si l'on veut comprendre ce que sont les silos. Après tout, il s'agit d'un phénomène culturel, qui naît des systèmes que nous utilisons pour classer et organiser le monde. Illustrer l'effet de silo par des récits émanant d'une journaliste doublée d'une anthropologue peut contribuer à apporter un éclairage sur ce problème. De tels récits peuvent même apporter certaines réponses quant à la manière d'aborder cette question, non seulement à l'intention des banquiers, mais aussi des fonctionnaires, des chefs d'entreprises, des hommes politiques, des humanistes, des universitaires, des journalistes, et même, peut-être, des agents de l'OCDE. Tel est du moins le vœu que je formule.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2fv>.

Tett, G. (2015), *The Silo Effect: The Peril of Expertise and the Promise of Breaking Down Barriers*, Simon & Schuster, New York

Évoluer vers une croissance sans exclus

par

Stefano Scarpetta,
Directeur de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires
sociales de l'OCDE

La marée montante soulève tous les bateaux. C'est, du moins, ce que beaucoup tendent à croire. Or, les faits observés montrent qu'au cours des trente dernières années, dans un grand nombre de pays avancés et émergents, la croissance économique a profité de manière disproportionnée à ceux qui étaient déjà relativement bien nantis, laissant la classe moyenne inférieure à la traîne.

À l'heure actuelle, les 10 % les plus riches de la population de l'ensemble de la zone de l'OCDE ont un revenu moyen près de dix fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres. On observe aussi une évolution inquiétante : au cours de chacune des trois décennies écoulées, l'écart s'est accru d'une unité : le rapport était ainsi de 7 pour 1 dans les années 80, de 8 pour 1 dans les années 90 et de 9 pour 1 dans les années 2000.

Ces moyennes masquent de grandes différences entre les pays : alors que le rapport est de 6 pour 1 dans les pays nordiques, il est de 19 pour 1 aux États-Unis, de près de 30 pour 1 au Mexique et au Chili, et plus de 50 pour 1 en Afrique du Sud et dans d'autres pays émergents. Toutefois, au cours des dernières décennies a été observée une tendance générale au creusement des inégalités de revenu (même si certains pays émergents sont parvenus à réduire ces inégalités, en partant, il est vrai, de niveaux très élevés). Lorsque l'on se penche sur la répartition du patrimoine des ménages, on constate que la situation est encore plus grave. Selon des données comparables que l'OCDE a recueillies pour la première fois pour 18 de ses pays membres, les 10 % de ménages les plus riches possédaient la moitié de l'ensemble du patrimoine des ménages en 2012, tandis que les 40 % du bas de l'échelle n'en détenaient guère que 3 %.

Ces fortes inégalités de revenu peuvent compromettre la cohésion sociale, mais pas seulement : elles tendent aussi à se transmettre d'une génération à la suivante. Ce phénomène est dû en grande partie au fait qu'elles empêchent les membres de la classe moyenne inférieure de bénéficier des mêmes possibilités en matière d'instruction et de santé que leurs homologues des catégories plus aisées. L'écart existant entre les personnes issues de milieux socioéconomiques modestes et celles qui viennent de milieux moyens et aisés quant aux résultats de l'éducation croît de manière

spectaculaire lorsque l'on passe d'un pays relativement égalitaire à un pays qui l'est moins. De même, il ressort d'un nouvel ensemble de données de l'OCDE qu'à l'âge de 25 ans, les hommes qui ont suivi des études universitaires ont une espérance de vie supérieure de près de 10 ans à celle des hommes qui n'ont été qu'à l'école primaire. Les chances qu'une personne possède dans la vie ne sauraient pourtant dépendre avant tout de son patrimoine, de son âge, de son sexe ou de son lieu de résidence.

Les risques que pose cette répartition mal équilibrée des dividendes de la croissance sont évidents. Il ressort de l'ouvrage récemment publié sous le titre *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous* que la croissance économique est plus lente lorsque les personnes faiblement rémunérées sont laissées à la traîne. Or, celles-ci ne représentent pas moins de 40 % de la population. La montée des inégalités de revenu observée dans 19 pays de l'OCDE entre 1985 et 2005 a amputé de 4.7 points de pourcentage en moyenne la croissance cumulée de ces pays entre 1990 et 2010.

Il s'ensuit que, pour parvenir à pleinement exploiter le potentiel de croissance, il faut s'attacher à faire progresser l'égalité des chances, au lieu de compter uniquement sur la redistribution du revenu et de la richesse. Dans tous les pays, et surtout les plus avancés, cette redistribution parvient toujours à réduire sensiblement les inégalités de revenu, généralement par le biais de l'impôt et de transferts tels que les indemnités de chômage et autres prestations sociales. Mais depuis quelques décennies, elle a perdu de son efficacité dans nombre de pays. Il est donc important de recentrer les efforts sur elle en instaurant des transferts efficaces et bien ciblés, ainsi qu'en faisant en sorte que les riches et les très riches en particulier acquittent leur juste part de l'impôt.

Il faut aussi prendre des mesures qui permettent d'aller plus loin et d'attaquer les inégalités à la racine, en garantissant à chacun la possibilité de bénéficier de services d'enseignement et de santé de qualité, en même temps que des chances raisonnables de trouver un bon emploi, quelle que soit son origine sociale.

Améliorer l'accès des enfants et des jeunes de familles à faible revenu à l'éducation préscolaire et scolaire – ainsi que la qualité de celle-ci – constitue pour tous les pays l'une des premières grandes mesures à prendre. Trop de jeunes sortent de l'école sans posséder les savoirs de base, même dans certains des pays les plus riches. Leur proportion atteint 24 % aux États-Unis, 22 % en Norvège et 14 % en Suisse.

Mais il ne suffit pas de promouvoir l'éducation pour garantir l'égalité des chances. Il importe aussi d'assurer l'insertion sur le marché du travail des populations sous-représentées, comme les femmes et les jeunes. S'agissant des femmes, par exemple, il faut cesser de répéter qu'à travail égal, elles ont droit à un salaire égal, et agir pour que ce droit devienne effectif. Il faut aussi mieux soutenir les familles dans des domaines tels que le congé parental ou la garde des enfants, afin de donner aux deux parents les moyens de concilier leurs obligations professionnelles avec leur vie privée.

La situation des jeunes sur le marché du travail est devenue une source d'inquiétude grandissante depuis l'éclatement de la crise financière. En 2014, 14 % des jeunes de la zone de l'OCDE n'avaient pas d'emploi et n'étaient ni scolarisés ni en formation, mais la proportion atteint 25 % en Italie et en Grèce, et elle est encore plus forte dans certains pays émergents. Afin d'éviter que cette situation ne laisse des traces préjudiciables à leurs possibilités d'emploi à long terme, et au nom de la justice intergénérationnelle et de la stabilité sociale, nos sociétés doivent offrir de meilleures perspectives aux jeunes, surtout ceux qui sont peu qualifiés ou issus de familles immigrées. Pour s'attaquer au niveau élevé du chômage des jeunes, il est nécessaire d'être ambitieux et d'appliquer des stratégies d'activation bien ciblées et des mesures qui encouragent les entreprises à offrir des formations d'apprentis, des stages et autres activités de formation qui soient de bonne qualité.

On ne saurait toutefois se préoccuper uniquement d'accroître le nombre des emplois. Pour que la croissance soit réellement inclusive, les pays doivent faire en sorte qu'une bonne scolarité ouvre l'accès à des emplois productifs et rémunérateurs, qui offrent des possibilités de progression professionnelle et d'investissement, et qui soient des tremplins et non des impasses. Beaucoup d'efforts

peuvent et doivent être faits à travers les politiques du marché du travail pour remédier à la segmentation de ce dernier, améliorer les conditions de travail, favoriser la reconnaissance des compétences acquises et mettre davantage en adéquation les salaires avec la productivité.

L'éventail des mesures que les pays prendront sera nécessairement variable de l'un à l'autre car chacun connaît une situation économique et politique qui lui est spécifique. Il existe des politiques qui permettent de gagner sur tous les tableaux, celui de la croissance et celui de la cohésion sociale. Mais de façon non moins inévitable, les pays devront aussi arbitrer entre les mesures de stimulation de la croissance à *court terme* et celles qui viseront à améliorer la répartition des dividendes de la croissance. Toutefois, compte tenu de l'ampleur des problèmes que posent les inégalités et de leur impact sur la croissance à *long terme*, il est nécessaire d'exploiter le potentiel de synergie et de complémentarité qui peut s'offrir entre les différents domaines d'action, tout en tenant compte des arbitrages qui peuvent s'imposer à court terme, afin de garantir un avenir meilleur qui ne laisse personne de côté.

Liens utiles

Article original sur le blog OECD Insights : <http://wp.me/p2v6oD-2mx>.

Centre de l'OCDE pour l'égalité des chances : www.oecd.org/inclusive-growth/about/centre-for-opportunity-and-equality/.

OCDE (2015), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris.

La croissance inclusive offre la possibilité de placer la croissance sur une trajectoire viable sur le plan social

par

Lamia Kamal-Chaoui,

Conseillère principale auprès du Secrétaire général de l'OCDE
et Coordinatrice de l'Initiative de l'OCDE pour la croissance inclusive, et

Shaun Reidy,

Analyste des politiques, Unité chargée de la croissance inclusive

La crise a laissé de nombreux pays au bord du gouffre financier et économique. Heureusement, les pouvoirs publics sont parvenus à éviter le pire. Néanmoins, maintenant que nos économies sont stabilisées, le fossé entre riches et pauvres est devenu manifeste.

Ces sept dernières années, marquées par une austérité budgétaire prolongée, nous avons assisté à la montée du chômage jusqu'à un niveau record dans la zone OCDE, ainsi qu'à l'explosion du travail précaire. Les inégalités de revenu et de patrimoine se sont hissées à des sommets jamais atteints depuis près de 30 ans. La hausse du revenu moyen des 10 % les plus riches de la population dans les pays de l'OCDE a été telle qu'il était près de 10 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres en 2012, alors qu'il était seulement 7 fois plus élevé au milieu des années 80. En termes de patrimoine, dans les 18 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données comparables, les 10 % les plus riches détenaient la moitié du patrimoine total des ménages en 2012, la part des 40 % les moins aisés étant limitée à 3 % seulement.

Certes, ces problèmes étaient déjà présents avant la crise. Les origines, sur le plan économique, des inégalités actuelles remontent à de nombreuses années. Les évolutions structurelles sur le marché du travail, les progrès technologiques constants, l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales et le déclin du syndicalisme sont autant de facteurs qui ont contribué à la dispersion des salaires entre les travailleurs très qualifiés et peu qualifiés.

Ce n'est pas une simple coïncidence si ce phénomène est intervenu au moment-même où les mécanismes classiques de redistribution de l'État commençaient à se gripper, dans un contexte de tensions budgétaires croissantes et de concurrence fiscale accrue. Les pouvoirs publics ont fait des choix qui ont pénalisé certaines catégories de population. Avant la crise, nous comptions sur la croissance pour colmater les brèches, mais c'est désormais impossible. Pourtant, faute de meilleure solution, les individus, les entreprises et même les pays sont nombreux à avoir repris le cours normal de leur activité.

Alors que nos économies ne progressent guère, il nous faut saisir cette occasion pour mener une réflexion de fond sur notre

croissance, ses modalités et ceux à qui elle profite. C'est précisément ce que se propose de faire l'initiative Tous ensemble au service de la croissance inclusive de l'OCDE, qui s'inscrit dans le cadre du projet relatif aux Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC).

Les travaux de l'OCDE consacrés à la croissance inclusive sont fondés sur le principe selon lequel, même si elle est essentielle pour améliorer le niveau de vie de chacun, la croissance du PIB n'est pas une fin en soi. Nous ne pouvons continuer de rechercher aveuglément la croissance à tout prix sans se soucier de savoir à qui elle profite réellement ni si elle est viable sur le plan social. C'est pourquoi notre approche en matière de croissance inclusive va au-delà des seules considérations financières pour prendre en compte les autres dimensions de la vie des personnes qui influent sur leur bien-être, comme leur santé, leur emploi ou leur revenu disponible. C'est aussi pour cette raison que notre analyse ne se limite pas à « l'individu moyen », qui est une construction statistique, afin d'obtenir une vue réelle et claire de la situation de chacun des différents échelons de la distribution des revenus.

Nos travaux sur la croissance inclusive ont démontré qu'à long terme, la croissance ne peut atteindre son potentiel ni être durable si elle n'est pas inclusive. Cela paraît évident à bien des égards : une croissance qui repose sur des bases toujours plus restreintes, à l'instar d'un bâtiment dont les fondations rétréciraient, ralentira progressivement, jusqu'à l'arrêt total. Par ailleurs, du point de vue politique, l'opinion publique, lassée des inégalités les plus flagrantes, ne devrait pas les tolérer indéfiniment.

Grâce à cette prise de conscience, la question des inégalités s'installe peu à peu au premier plan des préoccupations politiques. Nombre de citoyens s'inquiètent des implications du creusement des inégalités dans nos sociétés et les pouvoirs publics commencent à s'emparer du sujet dans beaucoup de pays. Pour une grande part, les débats portent sur la nécessité de promouvoir l'égalité des chances. Toutefois, même si ces débats sont les bienvenus, l'égalité des chances n'est pas la seule priorité : il faut aussi se concentrer sur les résultats.

L'inégalité des chances et des résultats sont les deux faces de la même médaille. L'inégalité des résultats subie par une génération est souvent la source de l'inégalité des chances à laquelle se heurte la prochaine génération. Il ne suffit pas d'offrir à un enfant issu d'un milieu défavorisé l'accès aux mêmes chances que les enfants de milieux aisés. Les enfants de milieux plus modestes ont, dès le départ, moins de chances de réussir dans la vie et accumulent de nombreux handicaps par rapport aux enfants de milieux aisés : ils sont plus susceptibles d'avoir une alimentation moins équilibrée, de subir des brimades à l'école, d'avoir des parents moins instruits et de vivre dans des ménages où aucun adulte ne travaille. Or ces obstacles sont parfois impossibles à surmonter.

Pour remédier à ce problème, il faut adopter une approche beaucoup plus globale en faveur de la croissance inclusive, qui non seulement veille à l'égalité des chances pour tous mais aussi donne à chacun les moyens de tirer le meilleur parti de ces opportunités. Le *Cadre de l'OCDE pour une croissance inclusive* vise à aider les responsables de l'action publique à atteindre cet objectif, en évaluant les effets des actions menées à la fois sur les résultats en termes de revenu et sur les résultats autres que les revenus. Il est conçu pour aider les décideurs à mieux appréhender les arbitrages et les synergies qui existent entre les politiques en faveur de l'inclusivité et les politiques de soutien à la croissance.

Dans la pratique, la stratégie adoptée pour parvenir à une croissance inclusive doit promouvoir la création d'emplois de qualité. Elle doit en outre tenir compte des avantages qu'apporte la flexibilité aux employeurs et aux travailleurs, sans négliger l'importance de veiller à ce que la main-d'œuvre soit correctement protégée par un régime de protection sociale solide et des politiques d'activation favorisant le retour à l'emploi. Elle doit également mettre l'accent sur l'amélioration des compétences et de l'éducation, tout en tenant compte du fait que ces efforts ne seront fructueux que s'ils s'accompagnent d'investissements visant à créer suffisamment d'emplois qualifiés. Enfin, cette stratégie doit insister sur l'intérêt d'une imposition progressive pour veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Évidemment, chaque pays a des objectifs et des priorités qui lui sont propres, ainsi que des préférences en ce qui concerne les inégalités. Mais il est essentiel de bien comprendre les racines de ces préférences nationales. Souvent, le risque est que les élites, qui exercent une réelle influence sur les préférences nationales, soient celles qui fixent l'orientation politique dans le souci de protéger leurs propres intérêts. Une administration transparente et responsable et des institutions publiques bien structurées sont capitales pour lutter contre cette menace.

La mise en œuvre de la croissance inclusive est bénéfique pour les individus, puisqu'elle veille à ce que les fruits de la croissance soient partagés par tous et à ce que chacun ait la possibilité de contribuer à la croissance future. Mais elle l'est aussi pour les entreprises : pour réussir, elles ont en effet besoin d'une main-d'œuvre en bonne santé, instruite et productive, ainsi que de politiques du marché du travail efficaces pour les aider à trouver cette main-d'œuvre. La croissance inclusive est synonyme, pour les entreprises, d'augmentation et d'amélioration des ressources.

Aujourd'hui, les pouvoirs publics doivent prendre des mesures concrètes en faveur de la croissance inclusive. Alors que la crise est encore très présente dans nos mémoires et que la question des inégalités suscite un intérêt croissant dans le monde entier, nous avons l'occasion idéale de placer la croissance sur une trajectoire viable sur le plan social, et de faire de l'inclusivité un moteur clé de la croissance économique. Nous ne pouvons pas nous permettre de la laisser passer.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2mt>.

Initiative de l'OCDE pour la croissance inclusive : www.oecd.org/inclusive-growth/.

Centre de l'OCDE pour les opportunités et l'égalité : <http://oe.cd/cope/>.

L'articulation entre productivité et égalité : pourquoi adopter une approche commune ?

par

Gabriela Ramos,

Directrice du Cabinet de l'OCDE et Sherpa pour le G20

Les gains de productivité ralentissent depuis la crise, tandis que les inégalités se creusent. Ces deux phénomènes sont-ils liés ? Il est encore difficile d'appréhender pleinement les liens entre ralentissement de la productivité et montée des inégalités. Si chacune de ces problématiques peut avoir une solution spécifique, il y a tout lieu de penser qu'il existe une articulation entre les deux. Les données de l'OCDE montrent, par exemple, que la dispersion des salaires entre les entreprises, provoquée par des gains de productivité plus ou moins rapides, contribue à la montée des inégalités de revenu entre les travailleurs. Parallèlement, la montée en puissance du capital intellectuel et du numérique pourrait avoir entraîné une dynamique du « tout au gagnant » sur certains marchés de réseaux clés, débouchant parfois sur un renforcement des comportements de recherche de rente.

Les travaux de l'OCDE montrent comment la montée des inégalités enregistrée ces trente dernières années a pesé sur la croissance à long terme en ayant une incidence négative sur l'accumulation de capital humain par les ménages modestes.

Depuis la crise et compte tenu d'une dynamique des entreprises au point mort, les ressources, y compris les ressources en main-d'œuvre, sont bloquées dans des entreprises où leur potentiel n'est pas pleinement mis à profit. Ainsi, les personnes les moins qualifiées et n'ayant guère accès aux opportunités se trouvent souvent contraintes d'occuper des emplois peu productifs et précaires et – dans de nombreux pays émergents – informels.

Dans la droite ligne de notre cadre intégré sur la croissance inclusive et de l'initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC), l'OCDE considère que les efforts déployés pour relever les défis de la productivité et des inégalités seraient plus fructueux si nous examinons les synergies et les arbitrages entre les trains de mesures adoptés dans chacun de ces domaines. Cela signifie que les moyens d'action visant à s'attaquer à ces deux problèmes majeurs doivent être conçus en gardant à l'esprit les interactions entre l'un et l'autre domaine afin d'éviter une approche cloisonnée, au moyen de programmes d'action plus complets et plus efficaces.

Nous devons aussi tirer les enseignements des mesures adoptées par le passé. Les stratégies traditionnellement utilisées pour doper la productivité dans les domaines de la concurrence, du marché du travail et de la réglementation favorisent le redéploiement des ressources vers les activités plus productives ou l'accroissement de la productivité dans certains secteurs. Mais cela peut accentuer l'inégalité des revenus et des chances, étant donné que les travailleurs les plus à même de s'adapter aux changements sont généralement ceux qui sont les plus qualifiés. Ainsi, par le passé, la poussée en faveur d'une plus grande flexibilité du marché du travail a profité à de nombreux employeurs, surtout aux entreprises les plus productives qui ont récolté les fruits d'une meilleure répartition des ressources en main-d'œuvre. Mais avec cette flexibilité accrue, les formes de travail atypiques ont pris de l'ampleur. Les travaux menés récemment par l'OCDE sur la qualité des emplois montrent comment les travailleurs peu qualifiés peuvent se trouver piégés dans des emplois précaires peu rémunérés, avec peu de possibilités de formation.

L'approche que nous préconisons pour élaborer des politiques publiques permettant aux individus, aux entreprises et aux régions à la traîne de réaliser leur plein potentiel et de contribuer à une économie plus dynamique s'appuie sur les travaux menés par l'OCDE dans différents domaines de l'action publique. Elle repose en premier lieu sur le programme d'action en faveur d'une croissance inclusive, en faisant du bien-être l'un des objectifs premiers de l'action publique. Elle est aussi étayée par les travaux de l'OCDE consacrés à la productivité, via le rapport sur l'avenir de la productivité et la mise en place d'un réseau de l'OCDE sur la productivité. Elle coïncide également avec les efforts déployés par l'OCDE pour affiner la mesure de la productivité, à l'heure où les indicateurs traditionnels ne permettent plus de rendre pleinement compte des effets des progrès technologiques rapides et des innovations axées sur le capital intellectuel, ni de l'importance croissante des services, ni de la productivité dans le secteur public.

L'objectif final est que les pouvoirs publics concentrent leurs efforts sur la vaste palette de politiques « gagnant-gagnant » propres à réduire les inégalités tout en soutenant la croissance de la productivité, afin de créer un cercle vertueux propice à une croissance

inclusive et durable. Les interventions réalisées au niveau des individus, des entreprises, des régions et des pays doivent être complémentaires. Si les aspects pratiques de ces interventions dépendent de la situation de chaque pays, d'une manière générale, plusieurs domaines de l'action publique doivent être pris en compte.

Tout d'abord, une nouvelle approche s'impose pour stimuler la productivité individuelle, afin que chacun puisse réaliser pleinement son potentiel productif. Il ne suffit pas d'améliorer les compétences de la population grâce à un accès plus équitable à un enseignement de base de qualité : les compétences doivent aussi, compte tenu des progrès technologiques rapides, s'adapter à la demande du marché afin d'éviter les décalages qui ont contribué au ralentissement de la productivité. Une stratégie globale est également nécessaire pour assurer un meilleur fonctionnement du marché du travail, promouvoir la qualité de l'emploi, réduire le poids de l'économie informelle, et favoriser la mobilité des travailleurs, l'inclusion des groupes sous-représentés comme les femmes et les jeunes, et de meilleurs résultats pour tous sur le plan de la santé.

Ensuite, les individus ne pourront réaliser pleinement leur potentiel productif que si les entreprises le concrétisent aussi. Si une certaine hétérogénéité est normale, la dispersion croissante des niveaux de productivité entre entreprises et ses implications pour la productivité globale et les travailleurs sont préoccupantes. Selon notre rapport consacré à la productivité, au début des années 2000, la productivité du travail dans les entreprises situées à la frontière technologique progressait de 3.5 % en moyenne par an dans le secteur manufacturier, contre 0.5 % pour les autres. L'écart était encore plus prononcé dans les services. Plus les entreprises florissantes seront nombreuses, plus nos économies seront productives et inclusives. Mais cela suppose de repenser notre action dans les domaines de la concurrence, de la réglementation et de la finance, afin de mettre les nouvelles entreprises sur un pied d'égalité avec celles qui sont déjà en place. Il faut aussi prendre des mesures pour faciliter la diffusion des innovations de pointe vers les entreprises à la traîne.

Par ailleurs, les orientations préconisées ne peuvent être efficaces que si elles tiennent compte des paramètres régionaux et

locaux. Les inégalités au niveau régional, comme la ségrégation en matière de logement en fonction des revenus ou du milieu social, ou la piètre qualité des transports publics et des infrastructures, peuvent enfermer les individus et les entreprises dans le piège de la faible productivité. Cela signifie qu'il est plus efficace d'appliquer certaines mesures visant à renforcer la productivité et l'inclusivité à l'échelon régional.

Enfin, il faut, pour envisager l'action publique de manière plus globale, changer radicalement les structures institutionnelles et de gouvernance publique, afin de renforcer la capacité des États de libérer les synergies et d'opérer les arbitrages nécessaires. Dans les sociétés très inégalitaires, les pouvoirs publics doivent aussi s'attaquer aux questions d'économie politique, notamment le détournement des processus réglementaires et politiques par les élites à qui profite le statu quo, et les politiques qui favorisent les acteurs déjà en place.

Aussi difficiles soient-ils, ces changements sont nécessaires. Nous estimons, à l'OCDE, qu'il est temps de mieux appréhender les interactions entre deux des principaux enjeux actuels – la productivité et les inégalités – afin de construire un avenir plus résilient, plus inclusif et plus durable.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2nn>.

Initiative de l'OCDE pour la croissance inclusive : www.oecd.org/inclusive-growth/.

Centre de l'OCDE pour les opportunités et l'égalité : <http://oe.cd/cope>.

Projet « Future of Productivity » de l'OCDE : www.oecd.org/economy/the-future-of-productivity.htm.

Statistiques de l'OCDE sur la productivité : www.oecd.org/fr/std/stats-productivite/.

Les politiques structurelles et leurs effets redistributifs

par

Christian Kastrop,

Directeur de la Branche des études de politique économique,
Département des affaires économiques, OCDE

Dans une majorité de pays de l'OCDE, la croissance a été associée au cours des trois dernières décennies à des disparités grandissantes de revenu des ménages. Cela laisse à penser que certains des déterminants de l'évolution du produit intérieur brut (PIB) ont également alimenté les inégalités. En conséquence, la progression du revenu disponible des ménages n'a généralement pas été à la hauteur de celle du PIB par habitant, et l'écart a été particulièrement marqué pour les ménages les plus démunis et la classe moyenne inférieure. Une question importante est de savoir si certains des changements de l'action publique influant sur le PIB peuvent également jouer un rôle « caché » en matière d'inégalités. De nouvelles analyses empiriques de l'OCDE concernant les effets des politiques structurelles sur les revenus des ménages dans l'ensemble de la distribution ont permis de mettre en évidence l'existence potentielle d'arbitrages à opérer et de complémentarités à exploiter entre efficacité et équité.

Les réformes de la politique du marché du travail sont souvent conçues pour accroître l'emploi global en influant sur les comportements, notamment au moyen de mécanismes d'incitation ciblés sur l'offre de main-d'œuvre, et renforcer du même coup le PIB par habitant. Par ailleurs, ces mesures se répercutent également sur les inégalités de revenu en influant sur la distribution des rémunérations. Pour certaines réformes, ces deux effets induits sur les mesures des inégalités peuvent se compenser. Ainsi, une réduction des prestations de chômage et une baisse du salaire minimum légal par rapport au salaire médian s'accompagnent à la fois d'une accentuation de la dispersion des salaires et d'une hausse du taux d'emploi des travailleurs peu qualifiés, ce qui peut se traduire par une variation nette très limitée des inégalités au sein de la population d'âge actif, tandis que l'impact sur les inégalités globales est incertain. Pour d'autres réformes, en revanche, les effets induits sur les salaires et l'emploi peuvent se renforcer mutuellement, entraînant à la fois une accélération de la croissance et un recul des inégalités. Tel pourrait être le cas des réformes destinées à assouplir la législation sur la protection de l'emploi applicable aux contrats réguliers en vue de remédier au dualisme du marché du travail, c'est-à-dire à l'existence de segments distincts sur lesquels des travailleurs comparables se trouvent dans des

situations différentes en termes de rémunération et de protection de l'emploi.

De nombreuses dispositions fiscales soulèvent des problèmes d'arbitrage bien connus entre les objectifs de croissance et d'équité. La théorie économique et les analyses empiriques laissent à penser que la structure fiscale influe sur l'efficacité macroéconomique, et notamment que les impôts directs ont des effets de distorsion plus marqués que les autres prélèvements en réduisant les incitations à travailler et à investir. Une des réformes fiscales considérées comme les plus propices à la croissance, qui consiste à effectuer un transfert de charge fiscale des revenus vers la consommation et le patrimoine, peut en principe avoir des effets négatifs sur les inégalités *via* divers canaux. Ainsi, les effets positifs des réformes sur l'emploi peuvent être contrebalancés par une accentuation de la dispersion des revenus résultant d'une diminution de la progressivité du système fiscal. Par ailleurs, des analyses empiriques tendent à indiquer que les taxes sur la consommation peuvent être régressives, au moins à court terme. Les effets redistributifs des impôts sur le patrimoine sont, quant à eux, ambigus. D'une part, suivant leur conception, les impôts périodiques sur la propriété immobilière peuvent être régressifs par rapport au revenu disponible ; d'autre part, il est clair que les droits de succession et les impôts sur les plus-values réduisent les inégalités de patrimoine.

Un assouplissement des dispositions de la réglementation des marchés de produits qui limitent la concurrence peut déboucher sur des gains de productivité et d'emploi à long terme, stimulant du même coup la croissance économique. Néanmoins, leur impact sur les inégalités de revenu est incertain, et les analyses empiriques ne permettent généralement pas de tirer des conclusions. Cela tient au fait que les gains d'emploi peuvent être au moins en partie compensés par les modifications de la dispersion des salaires, étant donné qu'une intensification de la concurrence sur les marchés de produits tend à amoindrir le pouvoir de négociation des travailleurs. Des analyses récentes ont montré cependant qu'une réduction des obstacles à la concurrence se traduisait par une augmentation des revenus de la classe moyenne inférieure plus forte que celle du PIB par habitant. Des travaux de recherche montrent également que l'association de réformes judicieusement conçues concernant

l'emploi et les marchés de produits pourrait déboucher sur des gains supplémentaires en matière de croissance et d'égalité.

Un certain consensus, tant dans les pays développés que, dans une moindre mesure, dans les pays en développement, prévaut quant à l'idée que la mondialisation contribue à renforcer la croissance. En revanche, il n'existe aucun consensus sur ses effets redistributifs, et les données empiriques sur la question sont contrastées. La mondialisation économique implique une exposition internationale accrue aux échanges ainsi qu'aux flux financiers et de capitaux, une mobilité plus importante des facteurs de production (c'est-à-dire des travailleurs et des capitaux) et une fragmentation plus marquée du processus de production dans les chaînes de valeur mondiales (CVM). Les effets de la mondialisation sur les inégalités de revenu globales se sont essentiellement fait sentir via le canal de la dispersion des rémunérations, par opposition à celui de l'emploi. D'après les données disponibles, il semblerait que les effets induits par la mondialisation sur les inégalités soient principalement liés à l'accentuation de la dispersion des salaires, découlant en particulier de modifications de la composition de la demande de main-d'œuvre en termes de qualifications et de secteurs d'activité.

Il s'avère qu'un renforcement de l'intensité des exportations fondé sur une compétitivité saine et dynamique tire vers le haut le PIB par habitant et le revenu disponible moyen des ménages à long terme. Ces effets sont constatés pour l'ensemble de la distribution des revenus des ménages, les gains estimés étant plus importants pour les pauvres – ce qui implique une réduction des inégalités. Globalement, ces conclusions indiquent qu'il existe des synergies entre différents objectifs de l'action publique, à savoir que des réformes renforçant la compétitivité destinées à favoriser les exportations des entreprises locales pourraient se traduire par des gains d'efficacité et d'équité.

La mondialisation peut également influencer sur la distribution des revenus, dans la mesure où l'augmentation des échanges et des flux de capitaux internationaux facilite la diffusion des technologies, et accentue ce faisant la dispersion des salaires via des canaux tels que les progrès technologiques favorisant la main-d'œuvre qualifiée. Dès lors que ceux-ci réorientent la demande de main-d'œuvre vers des

travailleurs au niveau de qualification plus élevé, et en particulier lorsque cette augmentation de la demande ne s'accompagne pas d'une hausse suffisante de l'offre de travailleurs qualifiés, ces progrès technologiques peuvent entraîner une accentuation des inégalités salariales. Les implications de cette hypothèse en matière d'inégalités ont été confirmées de manière empirique pour de nombreux pays de l'OCDE. Qui plus est, des données récentes laissent fortement à penser qu'une spécialisation commerciale favorisant les travailleurs qualifiés est associée à une augmentation des inégalités de salaire, même après prise en compte de l'effet des progrès technologiques.

Il apparaît que les progrès technologiques, mesurés par le poids de l'investissement en technologies de l'information et de la communication (TIC) dans l'investissement global, tirent vers le haut le PIB par habitant et le revenu disponible moyen des ménages à long terme. Ces gains de revenu moyen des ménages sont constatés dans l'ensemble de la distribution, de sorte que rien n'indique que ces progrès aient des répercussions en termes d'inégalités.

Compte tenu de ces conclusions, l'OCDE continue de travailler sur la conception de cadres d'action généraux mais aussi adaptés aux spécificités de chaque pays, permettant d'éviter et de réduire au minimum les phénomènes d'arbitrage à court et à long terme. Il s'agit notamment de déterminer le bon dosage et le calendrier approprié pour les réformes de l'emploi et des marchés de produits, entre autres, tout en prenant en compte les systèmes en place en matière de sciences, d'innovation, d'enseignement et de redistribution, notamment les prélèvements et les prestations en espèces ou en nature.

Liens utiles

Analyses de l'OCDE sur le marché du travail, le capital humain et les inégalités www.oecd.org/fr/eco/travail/.

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2pM>.

Réformes économiques : objectif croissance, www.oecd.org/fr/eco/reformes-economiques-objectif-croissance.htm.

Ruiz, N. (2016), « Connecting the dots on income inequality: what do official sources suggest when adjusted for top incomes? », Département des affaires économiques de l'OCDE, sur le blog OECD Ecoscope, <https://oecdecoscope.wordpress.com/2016/03/01/connecting-the-dots-on-income-inequality-what-official-sources-suggest-when-adjusted-for-top-incomes/>.

Politiques environnementales et performance économique

par

Shardul Agrawala,
Direction de l'environnement de l'OCDE et
Tomasz Koźluk,
Département des Affaires économiques de l'OCDE

Un environnement pollué et dégradé représente un coût quantifiable pour l'économie et le bien-être des sociétés. On estime ainsi que les coûts en bien-être de la pollution de l'air imputable aux seuls transports routiers se chiffrent à quelque 1 700 milliards USD dans les pays de l'OCDE, 1 400 milliards USD en Chine et 500 milliards USD en Inde. Faute d'une action appropriée des pouvoirs publics, ces coûts continueront d'augmenter, et pourront avoir des effets tangibles sur la croissance économique, par exemple en réduisant la productivité du travail. De même, les perspectives de croissance à long terme s'annoncent fragiles : le changement climatique devrait en effet, selon les projections, entraîner une baisse du PIB mondial de 1 à 3 % d'ici 2060.

Ce ne sont bien entendu que des exemples emblématiques des défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Or, l'action engagée pour remédier aux pressions environnementales progresse souvent trop lentement. Les décideurs craignent depuis longtemps que des politiques strictes de protection de l'environnement ne nuisent à la compétitivité et à la croissance. Ainsi, plusieurs études ont attribué au durcissement des politiques environnementales une part non négligeable du ralentissement de la productivité observé aux États-Unis dans les années 70. De telles craintes sous-tendent aussi l'hypothèse dite du « havre de pollution », selon laquelle l'activité industrielle et la pollution qui l'accompagne se reporteraient sur les pays imposant des normes environnementales moins rigoureuses. De plus, des arguments à l'encontre du renforcement des politiques environnementales ont refait surface dans le contexte d'une mondialisation croissante s'accompagnant d'une fragmentation de la production et d'une plus grande mobilité des capitaux.

Dans le même temps, on a de sérieuses raisons de penser que l'avenir ne nous imposera pas nécessairement un nivellement par le bas et que l'on n'aura pas à choisir entre protection de l'environnement et croissance. On peut en effet faire valoir qu'au contraire, un durcissement des politiques environnementales encourage les entreprises et les ménages à changer de comportement, réduit les sources d'inefficience et favorise le développement et l'adoption de technologies nouvelles bénéfiques à la fois pour l'environnement et pour l'économie. Après tout, en dépit

de toutes les mesures environnementales mises en œuvre au fil des ans, la croissance ne s'est pas effondrée. De plus, si l'on y regarde de plus près, on constate que les effets négatifs des politiques environnementales ne sont guère corroborés par les données.

Les données empiriques réunies par l'OCDE en sont une illustration. Issues de l'analyse d'un sous-ensemble de mesures environnementales couvrant une vingtaine d'années et des résultats économiques de 24 pays de l'OCDE, elles indiquent que la productivité n'a généralement pas pâti de la mise en place de politiques d'environnement plus sévères. S'il y a bien eu certains ajustements temporaires, ceux-ci ont eu tendance à disparaître au bout de quelques années.

Il est clair que les évolutions à venir feront des gagnants et des perdants. Le durcissement des politiques environnementales a tendance à profiter aux entreprises (et industries) les plus productives et les plus avancées sur le plan technologique, en raison sans doute de leur aptitude à saisir les opportunités nouvelles en innovant et en améliorant leurs produits, mais aussi, le cas échéant, en délocalisant une partie de leur production à l'étranger. À l'inverse, les entreprises les moins productives – qui utilisent en général leurs ressources de façon moins efficiente – risquent de voir la croissance de leur productivité ralentir, puisqu'il leur faudra peut-être davantage investir pour respecter des prescriptions environnementales devenues plus exigeantes. Certaines d'entre elles pourraient devoir cesser leur activité. Toutefois, si les ressources sont rapidement réaffectées à des entreprises jeunes en plein essor, l'effet global ne sera pas nécessairement négatif et pourra être positif, sur le plan économique mais aussi environnemental, en particulier si des mesures ont été mises en place pour permettre aux entreprises d'entrer sur les marchés et d'en sortir et pour soutenir l'emploi.

Le travail de suivi consacré aux échanges internationaux et aux politiques d'environnement ajoute une nouvelle dimension au tableau. Il ressort des travaux de l'OCDE que l'hypothèse du « havre de pollution » se vérifie lorsqu'on l'applique aux chaînes de valeur mondiales. Cependant, aucune perte globale de compétitivité des économies ne peut être attribuée aux politiques environnementales.

Le durcissement de ces politiques a certes des effets importants sur les avantages comparatifs : les pays dotés de politiques plus sévères peuvent perdre un avantage concurrentiel dans les secteurs les plus polluants. Mais cette perte est compensée par un gain dans les secteurs moins polluants, avec à la clé une réorientation globale des spécialisations. De plus, même s'ils ne sont pas négligeables, ces effets restent très modestes, par exemple si on les compare à ceux de la libéralisation des échanges. Ils concordent avec d'autres indications récentes concernant les effets sur la compétitivité et les possibilités d'orienter la spécialisation des pays vers des produits dits « environnementaux », qui constituent un marché mondial en pleine expansion. L'intensification des échanges de ces produits peut accélérer l'amélioration de la qualité de l'environnement à l'échelle planétaire. De fait, l'ouverture des échanges, associée à des politiques d'environnement sévères et bien conçues, peut être la voie royale pour réduire la pollution et stimuler la croissance à l'échelle nationale et internationale.

Le dynamisme et la flexibilité de l'économie sont indispensables pour parvenir à de tels résultats positifs, et la conception des politiques environnementales en est un rouage essentiel. Les mots-clés sont flexibilité et concurrence : des instruments de marché comme les écotaxes, qui laissent à l'entreprise le choix de la technologie propre qu'elle utilisera, ont souvent des effets positifs plus marqués sur la productivité. Au contraire, si les règles destinées à favoriser le développement des marchés sont importantes, les mesures qui se traduisent par un alourdissement inutile et excessif des formalités administratives liées à la protection de l'environnement ou qui favorisent les acteurs en place, comme l'assouplissement des normes ou les subventions qui soutiennent l'activité d'entreprises polluantes et inefficaces, peuvent nuire au progrès économique et environnemental. Les travaux récents ont montré qu'il n'y a généralement pas de corrélation entre la sévérité des politiques environnementales des pays de l'OCDE et les lourdeurs de la réglementation qu'elles imposent. En d'autres termes, il est possible de concevoir des politiques environnementales plus strictes tout en limitant la charge qu'elles peuvent représenter.

Enfin, les pays peuvent redoubler d'efforts pour aligner leurs politiques dans différents domaines, tels que la fiscalité, l'investissement, l'occupation des sols ou les politiques sectorielles, afin de mieux répondre aux objectifs environnementaux. De toute évidence, ce n'est pas une tâche facile, et de nouveaux travaux vont être consacrés à la relation entre l'environnement, les politiques environnementales et les résultats économiques.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2qt>.

Albrizio et al. (2014), « Do Environmental Policies Matter for Productivity Growth? Insights from New Cross-Country Measures of Environmental Policies », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jxrjncrcxp-en>.

Koźluk, T. et C. Timiliotis (2016), « Do Environmental Policies Affect Global Value Chains? A New Perspective on the Pollution Haven Hypothesis », *Document de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jm2hh7nf3wd-en>.

Koźluk, T. et V. Zipperer (2014), « Environmental Policies and Productivity Growth: A Critical Review of Empirical Findings », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 1, http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2014-5jz2drqml75j.

OCDE (2015), *Aligning Policies for a Low-Carbon Economy*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264233294-en>.

OCDE (2015), *Les conséquences économiques du changement climatique*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/9789264261082-fr>.

OCDE (2014), *Le coût de la pollution de l'air : Impacts sanitaires du transport routier*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264220522-fr>.

Sato, M. et A. Dechezlepretre (2015), « Asymmetric industrial energy prices and international trade » *Energy Economics*, vol. 52/1, <http://dx.doi.org/10.1016/j.eneco.2015.08.020>.

Sauvage, J. (2014), « The stringency of environmental regulations and trade in environmental goods », *Documents de travail de l'OCDE sur les échanges et l'environnement* 2014/3, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5jxrjn7xsnmq-en>.

Comprendre et gérer les conséquences inégales des pressions et politiques environnementales

par

Shardul Agrawala,

Chef de la Division de l'intégration de l'environnement
et de l'économie, Direction de l'environnement de l'OCDE, et

Rob Dellink,

Administrateur principal, Division de l'intégration
de l'environnement et de l'économie, Direction de l'environnement
de l'OCDE

En règle générale, les conséquences de la dégradation de la qualité de l'environnement et celles des politiques environnementales sont inégalement réparties. Le plus souvent, les pays pauvres et les ménages à faible revenu pâtissent plus de cette dégradation et ont moins les moyens de s'y adapter.

La pollution de l'air extérieur provoque chaque année plus de 3.5 millions de décès dans le monde (OMS, 2012). Les problèmes de santé qu'elle occasionne touchent tout particulièrement les enfants et les personnes âgées dans les grandes économies émergentes. Entre 2005 et 2010, le nombre de décès prématurés a augmenté de 5 % en Chine et de 10 % en Inde. Le transport routier constitue une importante source d'émissions polluantes, et comme le durcissement des réglementations n'a pas permis de compenser les effets de l'explosion de la circulation, l'exposition des populations urbaines a progressé. Les coûts en bien-être du seul transport routier sont estimés à quelque 1 700 milliards USD dans les pays de l'OCDE, 1 400 milliards USD en Chine et 500 milliards USD en Inde (OCDE, 2014).

Les échanges internationaux contribuent certes à lisser les coûts économiques des effets en retour des problèmes environnementaux entre les régions, mais il ressort des estimations de l'OCDE que la plupart des pays d'Afrique et d'Asie subiront des répercussions nettement plus graves du fait du changement climatique que la plupart des pays d'Europe et d'Amérique. Même si la situation est très différente selon les régions, les conséquences économiques de la modification du climat devraient être négatives presque partout, et celles des émissions de gaz à effet de serre sont inévitables et se feront sentir pendant au moins un siècle. L'économie devrait pâtir en premier lieu d'une diminution du rendement des cultures et d'une baisse de la productivité de la main-d'œuvre, qui devraient l'une et l'autre entraîner des pertes de PIB de plusieurs pour cent dans les régions les plus touchées. Il faut y ajouter d'importants effets non marchands, ainsi que le risque de franchir des seuils critiques et de basculer dans un système climatique pouvant avoir des répercussions très graves à long terme sur les économies régionales.

Dans les pays de l'OCDE, les politiques de lutte contre le changement climatique se répercutent bien plus sur la répartition sectorielle des emplois que sur l'emploi global. Et comme les besoins en qualifications diffèrent selon les secteurs, des problèmes d'inadéquation des compétences pourraient apparaître, ce qui aurait pour effet d'alourdir notablement les coûts de transition induits par ces politiques et d'accentuer l'inégalité entre travailleurs qualifiés et non qualifiés.

Si les politiques d'atténuation et d'adaptation peuvent réduire globalement les effets négatifs du changement climatique, leurs coûts ne sont pas supportés par l'ensemble des secteurs et régions en proportion des avantages qu'elles leur apporteront ; autrement dit, ils sont répartis inégalement. Ces impacts différenciés posent d'importants problèmes d'économie politique dans l'optique des réformes.

Les conséquences redistributives sont souvent invoquées pour faire barrage à la mise en œuvre ou à la réforme des politiques environnementales. Cela soulève une importante question économique, qui est de savoir si les réformes peuvent être conçues de façon à ne pas être régressives. À titre d'exemple, une étude de l'OCDE portant sur différentes taxes énergétiques dans 21 pays membres de l'Organisation a montré que la régressivité était très variable selon les produits énergétiques et les régions.

Le cas de l'Indonésie est particulièrement éloquent. Ce pays est confronté à de graves problèmes d'environnement, notamment du fait de la modification du climat et de la pollution de l'air, et il y a peu encore, il subventionnait notablement la consommation d'énergie. Dans le contexte de l'initiative NAEC, un cadre analytique novateur a été mis au point pour évaluer les conséquences tout à la fois macroéconomiques, environnementales et redistributives qu'aurait une réforme des subventions énergétiques dans le pays. Il a révélé qu'en supprimant les subventions à la consommation de combustibles fossiles et d'électricité, l'Indonésie pouvait enregistrer des gains de PIB réel d'environ un demi-pour cent en 2020, tout en réduisant sensiblement une série d'émissions liées à l'énergie. Les simulations ont montré que remplacer les subventions énergétiques par des transferts monétaires, et dans une mesure moindre par des

subventions alimentaires, pouvait rendre la réforme plus attractive pour les ménages peu fortunés et réduire la pauvreté. Les subventions alimentaires ont toutefois tendance à engendrer d'autres problèmes d'inefficience. À l'inverse, il est apparu que les mécanismes de compensation donnant lieu à des transferts proportionnels au revenu du travail profitaient plus particulièrement aux ménages à revenu intermédiaire et élevé et accentuaient la pauvreté. Cela tient au fait que les revenus de l'emploi informel ne donnent pas droit à ces transferts alors que les ménages pauvres sont surreprésentés parmi les ménages qui perçoivent ce type de revenus.

L'Indonésie a réformé ses subventions aux énergies fossiles et montré très concrètement les résultats que pouvait produire une telle réforme. La conclusion qui se dégage des travaux de l'OCDE – et qui a été validée par les réformes menées en Indonésie – est que la conception de tout éventuel mécanisme de redistribution est déterminante pour le résultat global des réformes sur le plan redistributif. Des politiques bien conçues assorties de mesures d'accompagnement adéquates peuvent être triplement gagnantes en favorisant tout à la fois l'efficacité économique, l'efficacité environnementale et la réduction des inégalités. La panoplie de mesures appropriée dépend beaucoup de la situation locale, mais les analyses de l'OCDE confirment que la crainte d'inégalités ne doit pas faire obstacle aux politiques environnementales.

À l'évidence, les pays et les différents groupes à l'intérieur de chacun d'eux ne sont pas égaux devant les pressions environnementales et les effets des politiques d'environnement. Il est crucial de tenir compte des différences d'impact pour concevoir des politiques mieux ciblées et plus équitables, mais cela suppose dans un premier temps de mesurer et de quantifier ces impacts. Les outils et les cadres élaborés en particulier dans le contexte du processus NAEC apportent une importante contribution dans cette optique.

Liens utiles

- Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2pQ>.
- Chateau, J., A. Saint-Martin et T. Manfredi (2012), « Employment impacts of climate change mitigation policies In *Oecd: A general equilibrium perspective* », *Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement*, n° 32.
- Durand-Lasserre, O. et al. (2015), « Modelling of distributional impacts of energy subsidy reforms: An illustration with Indonesia », *Documents de travail de l'OCDE sur l'environnement*, n° 86.
- Flues, F. et A. Thomas (2015), « The distributional effects of energy taxes », *OECD Taxation Working Papers*, No. 23, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5js1qwkkqrbv-en>.
- Hallegatte, S. et al. (2016), *Shock Waves: Managing the Impacts of Climate Change on Poverty*, Banque mondiale, Washington, <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-0673-5>.
- OCDE (2015), *Les conséquences économiques du changement climatique*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264261082-fr>.
- OCDE (2014), *Le coût de la pollution de l'air : Impacts sanitaires du transport routier*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264220522-fr>.
- OCDE (2009), *Adaptation au changement climatique et coopération pour le développement : Document d'orientation*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264060296-fr>.
- Organisation mondiale de la santé (2012), *Charge mondiale de morbidité*, OMS, Genève.

La résilience des économies aux chocs exogènes

par

Aida Caldera Sanchez et

Giuseppe Nicoletti,

Département des affaires économiques de l'OCDE

Les pays subissent des chocs économiques découlant de tendances à long terme, telles que les évolutions démographiques, et d'événements à court terme, tels que les crises financières, mais les économies saines devraient être capables de résister à ces deux types de chocs. Il est important de comprendre les facteurs qui déterminent la résilience économique d'un pays, définie de manière générale comme sa capacité de limiter ses facteurs de vulnérabilité à long et à court terme, ainsi que de résister aux chocs lorsqu'ils se produisent et de s'en remettre rapidement. Dans l'idéal, quel que soit le choc considéré, les politiques publiques devraient permettre à l'économie de rester proche de son niveau potentiel de bien-être de manière durable, notamment en termes d'emplois, de revenus et de qualité de vie.

Parmi les sources de vulnérabilité à court terme figurent les crises financières, les crises de la dette souveraine, les fluctuations des cours des produits de base ou les phénomènes de volatilité. Les facteurs à long terme recouvrent le vieillissement démographique, la perte de dynamisme, la montée des inégalités et la dégradation de l'environnement. La résilience aux chocs à court terme a également des implications pour la viabilité à long terme, car les chocs de grande ampleur peuvent entraîner des bouleversements considérables (ainsi que l'a montré la récente crise financière), accentuant les risques et l'incertitude pour les ménages, les investisseurs et les pouvoirs publics, et avoir sur le potentiel d'amélioration du bien-être des effets négatifs qui ne peuvent être aisément inversés.

Les pays peuvent renforcer la résilience de leur économie aux chocs en détectant et en analysant mieux les tendances structurelles, par exemple en mettant davantage l'accent sur les scénarios à long terme, ainsi qu'en surveillant mieux les facteurs de vulnérabilité macroéconomique et financière ; et en renforçant les politiques publiques qui permettent de remédier aux problèmes à long terme et d'atténuer les facteurs de vulnérabilité pouvant déboucher sur des chocs coûteux, ainsi que les politiques publiques qui peuvent contribuer à amortir l'impact des chocs et à accélérer le redressement des économies.

L'OCDE a identifié cinq types de facteurs de vulnérabilité à court terme qui sont le plus souvent liés aux crises financières graves, aux fléchissements prononcés de l'activité économique ou aux deux :

1. Des déséquilibres dans le secteur financier, tels qu'un endettement excessif, des problèmes d'asymétrie d'échéances et de devises, une forte interdépendance des banques et des expositions communes à ces acteurs financiers.
2. Des déséquilibres dans le secteur non financier, concernant par exemple les bilans des ménages et des sociétés non financières.
3. Des déséquilibres sur les marchés d'actifs, tout particulièrement des phases de forte hausse des cours des actions et des prix immobiliers.
4. Des déséquilibres dans le secteur public, en particulier des doutes quant à la viabilité des finances publiques qui peuvent se traduire par des primes de risque élevées sur la dette publique.
5. Des déséquilibres externes, tels d'un déficit persistant des paiements courants.

Il peut être utile de surveiller ces facteurs de vulnérabilité spécifiques à chaque pays en vue d'anticiper les récessions et les crises graves, et cela devrait constituer un élément essentiel des stratégies des pays visant à renforcer leur résilience. Pour les aider à cet égard, l'OCDE publie systématiquement des indicateurs de vulnérabilité tant dans ses *Perspectives économiques* que dans ses *Études économiques* par pays. Ces indicateurs de vulnérabilité doivent être et sont complétés par d'autres outils de suivi et des évaluations approfondies offrant une vue d'ensemble des risques pour chaque pays, étant donné que même les pays pour lesquels on ne relève aucun déséquilibre interne ou externe important peuvent être affectés par des chocs extérieurs en raison d'effets d'entraînement et de contagion, via le canal des échanges, le canal financier et le canal de la confiance.

Dans une perspective à plus long terme, l'OCDE a mis en évidence trois principaux facteurs pouvant continuer à mettre en difficulté l'économie mondiale : un ralentissement de la croissance mondiale, lié essentiellement au vieillissement démographique et à

la baisse de régime des économies émergentes, mais aussi à des incertitudes concernant le rythme de l'innovation et le développement des compétences ; une tendance à la poursuite de la montée des inégalités, due en partie à la nature des progrès technologiques, qui accroît la demande de travailleurs hautement qualifiés ; et l'augmentation des préjudices économiques résultant de la dégradation de l'environnement, imputable entre autres au changement climatique.

Pour susciter une prise de conscience de ces problèmes à long terme, l'OCDE a élaboré des scénarios à long terme et accordé de plus en plus d'importance à l'analyse prospective dans divers domaines, notamment concernant la productivité, les inégalités de revenu et de patrimoine, ainsi que l'environnement, par exemple dans ses publications consacrées à l'avenir de la productivité et aux conséquences économiques du changement climatique.

Les pouvoirs publics devraient s'employer à atténuer l'accumulation de facteurs de vulnérabilité et à préparer les économies à faire face aux problèmes structurels, en intervenant à la fois sur les fronts structurel et macroéconomique et en coordonnant leurs efforts au niveau international dans certains domaines. Ainsi, pour prévenir ou atténuer les effets des crises financières, il faut une réglementation macroprudentielle permettant de limiter l'instabilité du secteur bancaire et les phénomènes de procyclicité excessive ; une fiscalité ne prévoyant aucun régime spécifique pour le logement ou la dette des entreprises, afin de réduire le risque de bulle de prix des actifs ; et des politiques monétaire et budgétaire amortissant l'impact des chocs. Les politiques structurelles peuvent favoriser la mobilité des travailleurs (les politiques actives du marché du travail et les dispositions garantissant la flexibilité du marché du logement, par exemple) et le renouvellement des entreprises (notamment en levant les obstacles à l'entrée sur le marché et à la concurrence), et améliorer du même coup la résilience des économies, en accélérant le redéploiement des ressources entre entreprises et entre secteurs en cas de choc.

De même, pour remédier aux problèmes à long terme, il faut mettre en œuvre des politiques structurelles – comme celles qui influent sur l'innovation, l'expérimentation du marché, le taux

d'activité et le développement des compétences – permettant de dynamiser les marchés et de tirer le meilleur parti de l'économie du savoir pour entretenir à la fois la croissance de la productivité et de l'emploi dans le contexte du vieillissement démographique. Les pouvoirs publics devraient également se focaliser sur les mécanismes de redistribution et les systèmes d'enseignement, afin d'améliorer l'égalité des chances et d'endiguer la tendance à la montée des inégalités. Enfin, il est nécessaire d'agir rapidement en combinant des mécanismes de tarification du carbone, une réduction des subventions aux combustibles fossiles et d'autres mesures ciblées, pour éviter des atteintes à l'environnement amoindissant le potentiel de croissance et le bien-être futurs.

Une coopération internationale plus poussée sera également nécessaire pour étayer les chaînes d'approvisionnement mondiales et les échanges internationaux, pour favoriser la fourniture des biens publics mondiaux qui revêtent une importance grandissante – notamment dans les domaines de la recherche fondamentale, de la législation sur les droits de propriété intellectuelle, de la politique de la concurrence et du climat – et pour taxer des bases d'imposition qui sont de plus en plus mobiles à l'échelle internationale, et limiter ainsi l'évasion fiscale. Une coopération dans ces domaines contribuera au traitement des problèmes à long terme, ce qui aura des répercussions positives sur l'innovation, la croissance et le bien-être.

Il n'est pas évident d'identifier les instruments d'action permettant d'améliorer la résilience globale des économies, compte tenu des arbitrages à opérer entre les différents objectifs de l'action publique et des interactions existant entre les politiques tant macroéconomiques que structurelles. En temps de crise, les politiques macroéconomiques visant à atténuer la gravité de la récession et à favoriser la reprise peuvent avoir pour conséquence imprévue d'accentuer *in fine* la vulnérabilité d'une économie, par exemple en faisant augmenter le ratio d'endettement public ou en entraînant un gonflement du bilan de la banque centrale et la création d'amples liquidités. Des politiques structurelles visant à entretenir le dynamisme de l'économie et une croissance fondée sur le savoir pourraient dans le même temps tendre à creuser les écarts de rémunération et favoriser un ajustement structurel continu. Il

faudra remédier aux effets induits sur les inégalités et le bien-être des travailleurs, notamment par le biais de mesures budgétaires, qui seront cependant de plus en plus limitées par la nécessité de gérer les dettes publiques.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2pW>.

Travaux de l'OCDE sur la résilience économique, www.oecd.org/fr/economie/croissance/economic-resilience.htm.

L'égalité hommes-femmes et les Objectifs de développement durable

par

Monika Queisser,
Conseillère principale, Direction de l'emploi, du travail
et des affaires sociales

Les Objectifs de développement durable (ODD) relancent les efforts déployés pour mettre en place des politiques en faveur de la parité à l'échelle mondiale. En effet, l'ODD n° 5 est consacré à l'égalité entre les femmes et les hommes et vise à « parvenir à l'égalité des sexes et [à] autonomiser toutes les femmes et les filles ». Les cibles détaillées de cet objectif se rapportent à diverses problématiques, comme la discrimination à l'égard des femmes, la violence faite aux femmes, la santé procréative, les droits relatifs à la propriété et les technologies. Les progrès accomplis à travers le monde pour atteindre ces cibles sont contrastés. Malgré des avancées importantes en ce qui concerne, par exemple, la fréquentation de l'école primaire par les filles, l'égalité hommes-femmes dans beaucoup d'autres domaines reste un objectif lointain dans le monde en développement.

Cela ne signifie pas pour autant que les économies avancées peuvent relâcher leurs efforts et clore le dossier. Aucun pays de l'OCDE ne peut se targuer d'avoir atteint une égalité totale entre les hommes et les femmes. Les femmes sont aujourd'hui aussi instruites que les hommes, voire davantage, dans la plupart des pays, et leur taux d'activité progresse, bien qu'elles continuent de consacrer moins d'heures par semaine que leurs partenaires à l'exercice d'un travail rémunéré. Même les pays les plus avancés, comme les pays nordiques, dans lesquels les femmes sont bien intégrées sur le marché du travail, sont confrontés à des écarts de salaire obstinément élevés entre les deux sexes et à un déficit continu de femmes aux postes à responsabilités, par exemple.

On s'accorde de plus en plus à penser que les stéréotypes et les rôles traditionnellement attribués à chaque sexe empêchent de progresser davantage sur la voie de l'élimination des disparités entre les femmes et les hommes. Dans littéralement tous les pays pour lesquels des données existent, les femmes effectuent plus de tâches non rémunérées que les hommes. Par conséquent, elles disposent de moins de temps pour exercer un travail rémunéré et de moins de possibilités d'avancement professionnel. Les responsables de l'élaboration des politiques commencent donc à s'intéresser davantage à une meilleure répartition des responsabilités familiales et des travaux domestiques. Cette nouvelle orientation transparaît également dans l'une des cibles de l'ODD n° 5, qui appelle les pouvoirs publics à « faire une place aux soins et travaux domestiques non

rémunérés et [à] les valoriser, par l'apport de services publics, d'infrastructures et de politiques de protection sociale et la promotion du partage des responsabilités dans le ménage et la famille, en fonction du contexte national ».

De nouvelles données de l'OCDE indiquent que les pays où les disparités entre les femmes et les hommes en termes de responsabilités familiales sont les moins importantes affichent aussi les écarts les plus faibles en termes de taux d'emploi. En moyenne, les femmes en couple passent deux fois plus de temps que leurs partenaires masculins à effectuer des tâches ménagères non rémunérées. Dans les couples où la femme effectue plus d'heures de travail rémunéré, il semble que la répartition des tâches domestiques (cuisine, ménage, enfants) soit plus équilibrée. On déplore toutefois que cela ne soit pas dû à une participation accrue des hommes aux travaux ménagers. La raison en est que les femmes en couple et les couples à deux revenus effectuent globalement moins d'activités non rémunérées.

Le fait de devenir parents marque un tournant dans la façon dont les couples se répartissent les corvées domestiques et les obligations familiales. À l'arrivée d'un enfant, les couples reprennent souvent des rôles plus traditionnels. Les mères passent peut-être plus de temps avec leurs enfants que les pères, mais ces derniers consacrent une plus grande proportion du temps passé avec leurs enfants à des activités interactives « de qualité », comme la lecture, le jeu et le dialogue.

Les raisons pour lesquelles les femmes effectuent davantage de tâches non rémunérées sont multiples ; certaines préfèrent consacrer moins d'heures à un travail rémunéré ou ne pas travailler du tout, en particulier si elles ont des enfants en bas âge. Mais beaucoup d'autres femmes souhaiteraient exercer un travail rémunéré et/ou effectuer un plus grand nombre d'heures de travail rémunérées. Mais elles ont du mal à concilier vie professionnelle et vie familiale en raison de contraintes telles que l'accès limité à des modes de garde peu coûteux et de bonne qualité ou à des horaires de travail flexibles. L'analyse de l'OCDE a également montré que plusieurs autres facteurs pouvaient influencer le partage des tâches non rémunérées entre les partenaires, comme la taille de la famille,

l'éducation et/ou la rémunération potentielle relative des partenaires. Les inégalités entre les femmes et les hommes dans la sphère publique, les attitudes sociétales et les politiques publiques, notamment les modalités du congé parental, sont également associées à différents niveaux de participation dans les pays.

En 2014, les dirigeants des pays du G20 ont adopté l'objectif commun de réduire de 25 % d'ici à 2025 l'écart entre le taux d'activité des femmes et le taux d'activité des hommes. Pour atteindre cet objectif ambitieux, toute stratégie devra s'appuyer sur une meilleure répartition du travail rémunéré et du travail non rémunéré. Mais rien ne changera si le combat en faveur de la parité n'est mené que par des femmes, pour les femmes. Les hommes aussi doivent s'investir vigoureusement dans cette lutte pour que les obstacles et les stéréotypes liés au sexe puissent être éliminés. Et les hommes ont également beaucoup à y gagner. Ils seront en mesure de passer davantage de temps avec leur famille sans porter préjudice à leur carrière, si cela devient progressivement une norme commune. Chacun sera plus libre de choisir la place qu'il souhaite occuper dans la société, et les hommes se sentiront moins tenus d'assumer seuls, ou en grande partie, le rôle de soutien de famille. Les gains de revenu qui découlent de l'activité des femmes apporteront une sécurité financière accrue à leur ménage et réduiront les inégalités globales de revenu. Les hommes comme les femmes bénéficieront dans la même mesure des vastes effets d'une plus grande parité, par exemple une croissance économique plus forte, une productivité accrue et une plus grande viabilité des systèmes de protection sociale. En outre, les enfants seront non seulement heureux de passer davantage de temps avec leurs deux parents mais, en grandissant, ils estimeront aussi qu'il est normal pour les pères de passer plus de temps à la maison et pour les mères de passer plus de temps au travail. Renforcer l'égalité entre les femmes et les hommes est donc une proposition qui ne présente que des avantages, étant donné qu'elle profite à tous.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2tf>.

Travaux de l'OCDE sur l'égalité hommes-femmes : www.oecd.org/fr/parite/.

Finance, croissance et inégalité

par

Boris Cournède,

Économiste principal, Division des finances publiques, Département
des affaires économiques, OCDE, et

Olivier Denk,

Économiste, Département des affaires économiques, OCDE

La finance est le poumon des économies modernes, mais l'excès de « mauvaise finance » peut nuire à la prospérité économique et à la cohésion sociale. Conformément à l'esprit de l'Initiative NAEC (Nouvelles approches face aux défis économiques) de l'OCDE, nous avons suivi une démarche globale pour analyser les conséquences de la finance pour le caractère inclusif de la croissance.

Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies ont la même vision de la finance. Les ODD fixent notamment pour cible de l'Objectif n° 10, « Réduire les inégalités », d'améliorer la réglementation financière, reconnaissant par là même directement l'importance de la finance pour les inégalités. Nos travaux fournissent ainsi un fondement empirique à la cible des ODD préconisant d'améliorer la réglementation des institutions et marchés financiers mondiaux pour parvenir à plus de prospérité économique et à une plus grande égalité des revenus.

Le crédit bancaire et les marchés boursiers ont connu une expansion spectaculaire depuis une cinquantaine d'années. Les crédits des établissements financiers aux ménages et aux entreprises ont augmenté trois fois plus vite que l'activité économique depuis les années 1960. Les marchés boursiers eux aussi se sont développés à un rythme vertigineux. Ces changements séculaires dans le paysage financier sont intervenus sur fond de repli de la croissance de l'économie mondiale et de creusement des inégalités. Aussi appellent-ils une réflexion en profondeur sur le rôle de la finance : quelles sont les effets de ces évolutions dans l'échelle et les structures de financement sur la croissance économique ? Comment les évolutions financières influent-elles sur les inégalités de revenu ? Quelles politiques publiques sont à même d'améliorer le rôle de la finance dans le bien-être des populations ?

Le développement des marchés de crédit dynamise la croissance économique à condition de partir d'un niveau de référence bas, et nombreux sont les pays en développement qui ont beaucoup à gagner d'une nouvelle expansion financière. Toutefois, lorsque l'on examine les chiffres des 50 dernières années, l'analyse empirique montre que l'expansion du crédit a, en moyenne, freiné la prospérité économique dans les pays de l'OCDE. Une augmentation de 10 % de PIB des prêts des institutions financières est allée de pair

avec une diminution de 0.3 point de pourcentage de la croissance à long terme. En conséquence, toute nouvelle accumulation du crédit risque, aux niveaux désormais atteints dans la majorité des pays de l'OCDE, d'hypothéquer la croissance à long terme. En revanche, on observe que de nouveaux financements en fonds propres auraient pour effet de favoriser la croissance économique.

Nous identifions trois grands canaux par lesquels l'expansion à long terme du crédit s'accompagne d'une croissance plus faible :

- ▶ L'excès de déréglementation financière : les pays de l'OCDE ont assoupli leur réglementation sectorielle durant les quatre décennies ayant précédé la crise financière mondiale et dans un premier temps, cette stratégie a profité à l'activité économique. Mais cet assouplissement est allé trop loin et a abouti à un excès de crédit.
- ▶ Les structures de financement : dans nos travaux, nous avons décomposé le secteur du crédit en deux sous-secteurs, prêteurs et emprunteurs. Cette décomposition montre que s'agissant des premiers, les prêts bancaires vont plus souvent de pair avec une croissance plus faible que la dette obligataire. S'agissant des emprunteurs, le crédit pèse plus lourdement sur l'économie lorsqu'il va aux ménages plutôt qu'aux entreprises.
- ▶ Garanties accordées aux banques d'importance systémique : nos conclusions sur une déréglementation financière trop poussée et sur une dépendance excessive à l'égard du crédit bancaire donnent à croire que les garanties accordées aux banques d'importance systémique ont été l'un des canaux ayant favorisé l'excès de crédit. Ce constat est étayé en outre par le fait que la relation entre crédit et croissance, dans les pays de l'OCDE où les créanciers ont essuyé des pertes dues à des défaillances bancaires, n'est pas aussi négative que dans les pays où ils ont subi des pertes.

La finance peut également aggraver les inégalités, une préoccupation qui transparaît très fortement dans la formulation des ODD. Nos travaux ont établi que tel a été effectivement le cas. Le développement du crédit bancaire et celui des marchés boursiers

s'accompagnent l'un et l'autre d'une distribution plus inégale des revenus. Trois mécanismes nous semblent à l'œuvre :

- ▶ La forte concentration d'actifs du secteur financier en haut de la distribution des revenus : on observe peu de salariés du secteur financier parmi les bas revenus et bien davantage en remontant dans la distribution. Cette forte présence d'actifs du secteur financier parmi les hauts revenus se justifie tant que de hauts niveaux de productivité sous-tendent ces rémunérations. Toutefois, des analyses économétriques plus fouillées montrent que les entreprises du secteur financier versent des salaires bien supérieurs à ce que les salariés perçoivent dans d'autres secteurs, à profil comparable.
- ▶ L'inégalité des conditions d'octroi des prêts bancaires : les banques concentrent généralement les prêts qu'elles accordent sur les emprunteurs à haut revenu. La distribution du crédit est deux fois plus inégale que la distribution des revenus des ménages dans la zone euro. Si cette pratique réduit peut-être le risque de crédit, elle signifie également que les plus aisés ont plus de chances que les plus modestes d'emprunter et de financer des projets lucratifs. De la sorte, les établissements de crédit risquent d'amplifier les inégalités de revenu et de consommation et l'inégalité des chances.
- ▶ L'inégalité de la distribution du patrimoine boursier : le patrimoine boursier se concentre parmi les ménages à haut revenu, qui engrangent ainsi l'essentiel des revenus et des plus-values générés par les marchés financiers.

En conséquence, les éléments recueillis à l'occasion de nos travaux incitent à penser que la cible des ODD portant sur la réforme du secteur financier est susceptible de concourir à plus de prospérité économique et à une plus grande égalité des revenus. Il conviendrait que les réformes visent à éviter une surchauffe du crédit et à améliorer les structures de financement.

Éviter la surchauffe du crédit : les instruments macroprudentiels peuvent fournir des outils permettant de maîtriser la croissance du crédit. Il a été établi que le plafonnement des ratios service de la dette/revenu est efficace à cet égard. Le fait d'imposer aux banques et autres

établissements de crédit de solides exigences de fonds propres contribue à limiter le recours des institutions financières à des instruments de dette bénéficiant d'un soutien public pour financer leur activité de prêt. D'autres réformes sont nécessaires pour réduire les subventions explicites et implicites aux institutions financières d'importance systémique et instaurer des règles de jeu égales pour la concurrence entre grandes et petites banques. La dissolution, la séparation structurelle, l'imposition d'exigences supplémentaires de fonds propres ou l'élaboration de plans crédibles pour la résolution des défaillances sont autant de moyens pour y parvenir. À court terme toutefois, les mesures visant à éviter la surchauffe du crédit risquent temporairement de nuire à l'activité économique.

Améliorer les structures de financement : actuellement, le régime fiscal de la plupart des pays de l'OCDE favorise le financement des entreprises par l'emprunt plutôt que par les fonds propres. En remettant en cause le parti pris en faveur de l'emprunt, qui aboutit à un endettement excessif et à un financement en fonds propres insuffisant, les réformes fiscales peuvent améliorer les structures de financement des entreprises et contribuer à ce qu'elles soient plus propices à la croissance économique à long terme. Quant aux mesures visant à susciter plus de participation à la constitution de portefeuilles d'actions, notamment le recours massif à des « coups de pouce » pour encourager en douceur l'affiliation à des plans d'épargne-retraite, elles peuvent permettre de mieux partager les « dividendes » de l'expansion des marchés boursiers.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* de l'OCDE : <http://wp.me/p2v6oD-2r1>.

Cournède, B. et O. Denk (2015), « Finance and Economic Growth in OECD and G20 Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1223, Éditions OCDE, Paris.

Cournède, B., O. Denk et P. Hoeller (2015), « Finance and Inclusive Growth », *Études de politique économique de l'OCDE*, n° 14, Éditions OCDE, Paris.

Denk, O. (2015), « Financial Sector Pay and Labour Income Inequality: Evidence from Europe », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1225, Éditions OCDE, Paris.

Denk, O. et A. Cazenave-Lacroutz (2015), « Household Finance and Income Inequality in the Euro Area », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1226, Éditions OCDE, Paris.

Denk, O. et B. Cournède (2015), « Finance and Income Inequality in OECD Countries », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1224, Éditions OCDE, Paris.

Denk, O., S. Schich et B. Cournède (2015), « Why Implicit Bank Debt Guarantees Matter: Some Empirical Evidence », *OECD Journal: Financial Market Trends*, Vol. 2014/2, Éditions OCDE, Paris.

Région Asie-Pacifique: les défis du développement durable

par

Stephen P. Groff,

Vice-président (Asie du Sud-Est, Asie de l'Est et Pacifique),
Banque asiatique de développement

Malgré les formidables avancées enregistrées dans la baisse du nombre de personnes vivant dans une misère abjecte, plus de la moitié de la population mondiale touchée par l'extrême pauvreté se trouve aujourd'hui dans la région Asie-Pacifique. Compte tenu de l'incertitude des perspectives économiques régionales et mondiales, la principale difficulté pour l'Asie est de maintenir le rythme de croissance nécessaire pour créer des emplois et réduire la pauvreté.

Il est tout aussi important de veiller à ce que les efforts de développement entrepris pour lutter contre la pauvreté s'attaquent au caractère multidimensionnel du problème. Les Objectifs de développement durable (ODD) prennent acte du fait que beaucoup de problèmes sont étroitement liés dans des domaines comme l'eau, l'assainissement, l'éducation et la santé et exigent une approche intégrée. Concilier de multiples composantes dans un projet unique ajoute à la complexité ; nous devons donc prendre dûment en considération les enseignements qui se dégagent des interventions passées. De la sorte, nous pourrions garantir que nos efforts au niveau des projets renforcent les réformes structurelles et macroéconomiques visant à promouvoir la croissance économique et à accroître le bien-être.

À cet égard, il est largement admis que la croissance doit être socialement inclusive. Les résultats obtenus au regard de nombreux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) montrent que la croissance économique et le recul de la pauvreté monétaire à eux seuls ne sont pas parvenus à réduire bon nombre de formes de dénuement. Si les pays ont dans leur ensemble été en mesure de réaliser les cibles des OMD concernant l'enseignement primaire (taux de scolarisation et taux d'achèvement des études), il n'en va pas de même pour les cibles visant à réduire le nombre d'enfants souffrant d'un déficit pondéral, à améliorer la santé infantile et à réduire la mortalité maternelle. Par ailleurs, beaucoup d'entre eux sont loin d'assurer à leur population l'accès aux services d'assainissement de base, situation associée à un mauvais état sanitaire. Quant à l'OMD sur l'égalité des sexes, il devrait être réalisé mais les progrès sont à la traîne sur le front de l'autonomisation des femmes.

Ces manques de résultat persistants sont préoccupants car la montée des inégalités, qu'il s'agisse des revenus ou de l'accès aux

services de base à l'intérieur des pays et des sous-régions et entre ceux-ci, est susceptible de fragiliser la cohésion sociale et d'éroder les gains obtenus sur le plan du développement. Les disparités entre les hommes et les femmes, par exemple, entraînent une perte de ressources humaines productives précieuses, ce qui fragilise la performance économique d'un pays et le tissu social des communautés qui le compose.

Des menaces comme l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, l'appauvrissement de la biodiversité, les inondations et les sécheresses, qui portent préjudice aux moyens de subsistance des populations vulnérables en particulier, viennent encore aggraver ces problèmes. Elles intensifient les pressions sur les ressources naturelles, phénomène qui devrait s'aggraver avec la croissance démographique en Asie.

Ces faits mettent en lumière les dimensions multiples et interdépendantes des défis que les ODD doivent permettre de relever. Que nous apprend la mise en œuvre des OMD ? Lorsque les problèmes se recoupent, des projets et programmes bien conçus peuvent véritablement améliorer la vie des populations. L'expérience que nous avons acquise dans le cadre d'activités multisectorielles mises en œuvre dans les secteurs sociaux « avant 2015 » offre des enseignements utiles pour ce type de programmes.

Premièrement, pour les institutions financières internationales, les difficultés à atteindre les objectifs dans le cadre de projets multisectoriels peuvent donner lieu à des notes de performance faibles et créer des freins internes sans que cela soit voulu. Face à ce risque, nous avons modifié notre stratégie opérationnelle en simplifiant la conception des projets, en adoptant une approche sectorielle comportant moins de composantes si les conditions ne se prêtent pas à une approche multisectorielle ; en évaluant, et le cas échéant, en renforçant la capacité des pouvoirs publics à entreprendre des opérations multisectorielles, par exemple pour les services municipaux ; en créant des incitations pour que les citoyens puissent avoir accès à des services grâce à des approches comme les transferts monétaires conditionnels ; en travaillant avec les pouvoirs publics afin qu'ils collaborent avec des prestataires de services différents et efficaces, comme les ONG, les entreprises publiques et

le secteur privé, pour la prestation de services et la reddition de comptes ; et en modifiant les mécanismes de financement dans le but de mieux soutenir les grands programmes pilotés par les pouvoirs publics, lorsque ceux-ci fonctionnent bien et produisent des résultats de manière relativement satisfaisante.

Deuxièmement, alors que les OMD étaient principalement considérés comme des objectifs définis à l'intention des pouvoirs publics, leur mise en œuvre a mis en évidence la nécessité de faire appel à des partenariats entre les gouvernements, les citoyens et le secteur privé pour concrétiser les ODD. Si l'adhésion de tous les partenaires aux ODD est forte, il reste beaucoup à faire aux niveaux national et régional pour traduire ces Objectifs de développement internationaux en législations, réglementations et politiques opérationnelles acceptées par l'ensemble des parties.

Troisièmement, la mise en œuvre des OMD montre à quel point les données et les connaissances sont indispensables pour apporter des améliorations progressives aux opérations menées. L'arrivée des ODD est opportune car elle coïncide avec des progrès technologiques dans un monde plus ouvert et interdépendant qui nous permettront d'entreprendre des recherches opérationnelles à l'aide de nouveaux outils comme l'internet, les satellites et les téléphones mobiles ; de communiquer avec les parties prenantes avec des images et des données puissantes sur ce qui se passe dans nos salles de classe, nos forêts et dans les océans ; et d'utiliser les médias sociaux pour débattre, éclairer les priorités d'action et peaufiner les programmes publics.

Ces enseignements contribuent à développer l'appropriation par les pays, à resserrer l'attention portée aux résultats pour le développement, à attirer des sources privées de financement et à encourager l'innovation. Ils s'appuient sur les leçons tirées des OMD et peuvent être déployés à plus grande échelle au titre des ODD.

Les ODD sont ambitieux et exigent des programmes d'action intégrés, offrant de nouvelles possibilités aux institutions financières internationales (IFI) de répondre à l'évolution des besoins des pays. Deux domaines particuliers méritent une attention accrue pour permettre la mise en œuvre d'activités

intégrées efficaces : le financement du développement et l'investissement au service du développement durable. Les IFI peuvent jouer un rôle essentiel en renforçant les marchés financiers, en mobilisant les sources privées de financement au profit du développement, en accroissant les ressources budgétaires nationales et plus important encore, en contribuant à orienter de plus en plus de ressources destinées au financement climatique vers les pays où des investissements sont nécessaires. La diversité de l'Asie fait qu'il est essentiel que les investissements consacrés au développement durable et autres instruments financiers soient conçus en fonction de la situation particulière de chaque pays. La Banque asiatique de développement développe ses capacités financières pour mettre des ressources beaucoup plus importantes au service d'opérations de prêts, en tenant compte des besoins particuliers de ses pays membres. Nous envisageons d'accroître le volume des prêts annuels qui passerait de 13.6 milliards de dollars environ en 2012-14 à 16.8 milliards au moins d'ici 2018, voire 20 milliards d'ici 2020.

La réalisation des ODD va être un défi opérationnel, mais c'est pour les IFI l'occasion de recalibrer leurs stratégies pour obtenir un impact maximal. La Banque asiatique de développement a entamé les travaux de définition d'une nouvelle stratégie à long terme pour 2030 afin de répondre plus efficacement à l'évolution rapide des besoins de la région. La réalisation des ODD dans la région sera l'un de ses principaux objectifs et la fourniture d'une aide multisectorielle intégrée sera déterminante pour notre réussite.

Lien utile

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2pv>.

Passer de l'analyse à l'action : Les examens multidimensionnels par pays

par

Mario Pezzini,

Directeur du Centre de développement de l'OCDE et

Jan Rieländer,

Économiste au Centre de développement de l'OCDE

Les examens multidimensionnels par pays (EMPP) aident les pays en développement à concevoir des stratégies de développement visant un haut niveau de performance. Ces dernières s'attachent aux facteurs indispensables au développement, à savoir une croissance durable et équitable et le bien-être des populations. Un nombre grandissant de pays en développement dans le monde font l'objet de ces examens. Beaucoup voient dans les EMPP un outil pour mettre en œuvre les Objectifs de développement durable.

La Stratégie de l'OCDE pour le développement de 2012 présente les examens multidimensionnels par pays comme une solution à un double problème. Premièrement, tous les pays se heurtent à des difficultés qui sont spécifiques à leur situation et à leur niveau de développement social, institutionnel et économique. Seul l'apprentissage mutuel et l'adaptation des connaissances spécialisées et des conseils au fonctionnement interne et à la situation extérieure d'un pays peuvent permettre d'élaborer de meilleures politiques pour une vie meilleure. Deuxièmement, à cette époque, les décideurs, en particulier dans les pays en développement, s'accordaient à penser que si les connaissances de l'OCDE en matière de politique sectorielle étaient excellentes, ses travaux ne permettaient guère d'élaborer une stratégie d'ensemble et de gérer les arbitrages. Pourtant, les principaux responsables publiques, en particulier ceux qui sont au centre du gouvernement, appelaient précisément de leurs vœux cette analyse globale et souhaitaient savoir dans quels domaines faire porter en priorité leurs efforts et dans quel ordre.

Peu avant que la Stratégie pour le développement de 2012 ne soit rendue publique, le Printemps arabe est venu ébranler un certain nombre de certitudes sur le développement. Prenons la Tunisie par exemple, ce pays obtenait de très bons résultats au regard de tous les indicateurs relatifs aux Objectifs du millénaire pour le développement et autres indicateurs macroéconomiques types (déficit budgétaire: 3 %; croissance moyenne depuis 1990: 5 %, taux de scolarisation dans l'enseignement primaire depuis 2008: 100 %; aux de couverture des soins de santé: 80 % de la population) et il menait de bonnes réformes dans le secteur des affaires. Bien que ce constat ne soit guère surprenant avec le recul, le soulèvement a révélé la nécessité d'une meilleure compréhension de ce que le

progrès signifie pour un pays. Les observateurs avaient complètement sous-estimé l'importance de la cohésion sociale, le caractère fortement inégalitaire de la répartition des opportunités entre les régions et l'incapacité des systèmes institutionnels et productifs à s'adapter à l'évolution de la situation.

Les examens multidimensionnels par pays mettent les choses en perspective. Pour leurs auteurs, le développement doit renforcer la capacité d'une société à transformer sans cesse les ressources monétaires, humaines et naturelles en résultats sur le bien-être. La définition du bien-être s'inspire du cadre de l'OCDE *Comment va la vie ?* avec ses onze dimensions et concepts relatifs à la qualité de la vie et au bien-être matériel. Ceux-ci couvrent les revenus et l'emploi ainsi que les mesures du bien-être subjectif que sont les liens sociaux, l'engagement civique, l'environnement, la santé et le niveau d'instruction entre autres. La création permanente de ce type de bien-être requiert un large éventail de capacités dans les domaines de l'innovation, de la production, de la gouvernance, de la finance et de la protection sociale, pour n'en citer que quelques-uns.

S'ils veulent parvenir à un développement à large assise, les pays doivent améliorer leur fonctionnement à mesure qu'évoluent les conditions internes et externes. Chaque fois qu'un ensemble donné de facteurs, de ressources et de conditions extérieures empêche un pays de tirer profit des occasions qui s'offrent à lui et de faire face à ses problèmes sociaux et économiques les plus pressants, le développement s'en trouve entravé. Dans ce contexte, l'analyse traditionnelle se concentre souvent sur l'investissement ou sur les obstacles dus au manque de productivité. Ce diagnostic décrit un besoin bien réel dans la plupart des cas. Cependant, les problèmes sociaux, environnementaux et de gouvernance sont tout aussi importants et expliquent souvent les tendances de la productivité. Par exemple, les fortes inégalités donnent lieu à des systèmes scolaires très inégalitaires qui affaiblissent le capital humain, ce qui entraîne une baisse des capacités économiques et une plus faible productivité. La concentration du pouvoir économique réduit les possibilités de voir naître de nouvelles activités qui seront source de changement en contestant la position d'opérateurs moins efficaces. La mauvaise utilisation des ressources naturelles peut aussi faire obstacle au développement.

De faibles niveaux de confiance associés à un manque de transparence des systèmes judiciaire et exécutif aboutissent souvent à un contrat social réduit au plus petit dénominateur commun qui ne peut soutenir la transition au profit de nouveaux moteurs de progrès.

Les examens multidimensionnels par pays ont été conçus de manière à être des outils évolutifs visant à aider les pays à identifier les principaux obstacles qui limitent leur potentiel. Ils fournissent aux décideurs nationaux et à leurs partenaires les éléments nécessaires à une stratégie de développement mise en œuvre et pilotée par le pays lui-même. Aidée par les boîtes à outils sur la prospective stratégique et l'apprentissage gouvernemental, une équipe multidisciplinaire travaille avec l'ensemble des directions de l'OCDE pour cerner les carences les plus importantes d'un pays s'agissant des résultats en matière de bien-être et les possibilités d'y remédier. Parmi les mesures à prendre pour venir à bout des insuffisances identifiées par les examens multidimensionnels comme ralentissant le développement, figurent les suivantes :

- soutenir une croissance économique inclusive en diversifiant sans cesse l'économie afin de répondre à l'évolution de la demande du marché mondial (cette mesure apparaît sous diverses formes et couvre la plupart des stades de développement);
- canaliser un volume suffisant de ressources financières vers les secteurs où elles peuvent être utilisées de la manière la plus productive;
- transformer les ressources humaines nationales en capital humain en dotant les citoyens des compétences nécessaires pour développer davantage le potentiel économique, social et institutionnel du pays, compte tenu des possibilités les plus susceptibles de se concrétiser;
- adapter l'environnement institutionnel au niveau de fonctionnement requis pour assurer la transition, notamment des systèmes judiciaires plus fiables, moins de corruption, et des mesures plus énergiques incitant à l'obtention de bons résultats dans la fonction publique;

- gérer les ressources environnementales de manière à tirer le meilleur parti possible du capital naturel tout en encourageant les gains de productivité;
- soutenir un contrat social qui dépasse les divisions entre l'économie formelle et l'économie informelle et assure bien-être et revenus en incluant le plus grand nombre de citoyens possible.

Par la suite, l'expertise de l'OCDE est utilisée par le pays partenaire pour venir à bout de ces points faibles et créer un système pérenne pour assurer la croissance et le bien-être. En Côte d'Ivoire, des experts sectoriels de l'OCDE ont travaillé avec une solide équipe locale au sein du Cabinet du Premier Ministre pour élaborer un plan d'action public complet qui porte sur les mesures à prendre en faveur de la modernisation de l'économie, des infrastructures, d'un système fiscal plus efficace et plus équitable, du développement de compétences capables de soutenir la transformation de la production, et d'un secteur financier qui puisse acheminer les ressources là où elles seront le plus productives.

L'analyse n'est que la première étape. Tout progrès nécessite une action. Avec cette idée présente à l'esprit, l'équipe de l'OCDE travaille en étroite coopération avec un groupe resserré de décideurs et d'analystes nationaux tout au long du processus de l'examen multidimensionnel. Ainsi, les recommandations seront bien adaptées à la situation et aux priorités nationales et les décideurs seront en mesure de tirer pleinement parti des conclusions de l'examen. Les travaux préparatoires requièrent la collaboration d'un large éventail de décideurs et de chercheurs mais aussi d'acteurs publics et privés et de représentants des ONG. Ils couvrent l'ensemble des régions du pays et pas seulement la capitale. Une fois élaborées l'analyse et les recommandations, le processus ne consiste pas seulement à présenter un rapport mais aussi à engager un véritable dialogue autour des recommandations fondées sur des priorités partagées. Il en résulte un programme qui, lorsqu'il est mis en œuvre dans de bonnes conditions, peut transformer rapidement et de manière positive le bien-être national.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2mV>.

Les examens multidimensionnels par pays de l'OCDE : www.oecd.org/dev/mdcr.htm.

UN PROGRAMME PORTEUR DE TRANSFORMATIONS

Mettre les échanges et l'investissement au service des individus

par

Ken Ash,

Directeur de la Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE

Les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies, tout comme les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) de l'OCDE, reconnaissent explicitement que les échanges et l'investissement ne constituent pas une fin en soi, mais plutôt un moyen d'atteindre un but. En l'occurrence, le but recherché est une croissance plus forte et plus inclusive, des emplois de meilleure qualité et plus nombreux, et l'amélioration du bien-être collectif. Les politiques publiques en matière d'échanges et d'investissement ne permettent pas à elles seules d'obtenir ces résultats, mais elles peuvent y contribuer dans la mesure où elles s'inscrivent dans un ensemble plus large de réformes structurelles complètes, conçues en fonction du contexte propre à chaque pays et de son stade de développement.

Les chaînes de valeur mondiales (CVM) représentent une part croissante du revenu mondial, qui témoigne de l'importance de l'interdépendance économique des pays à l'heure actuelle. Les revenus associés à la participation aux CVM ont augmenté dans tous les pays, en particulier dans les grandes économies émergentes, mais ces effets positifs ne se produisent pas de façon automatique. La fragmentation de la production entre différents pays met en relief l'importance que revêt la mise en œuvre de politiques d'échanges et d'investissement ouvertes, prévisibles et transparentes, mais aussi de mesures d'accompagnement efficaces, permettant aux pays les moins avancés (PMA) et aux petites et moyennes entreprises (PME), en particulier, de prendre part aux chaînes de valeur mondiales et d'en tirer profit. En d'autres termes, pour mettre les échanges et l'investissement au service des individus, les pouvoirs publics doivent disposer d'un programme d'action cohérent et intégré.

Les CVM gonflent le coût de la protection. Les biens, les services, les capitaux, les données et les personnes franchissant les frontières à de multiples reprises, l'effet cumulatif de toute une série de coûts, même peu élevés pris isolément, fait peser une charge importante sur les négociants et les investisseurs. Ces coûts peuvent provenir de restrictions officielles, comme les droits de douane, de procédures aux frontières inefficaces ou inutiles, ou encore de mesures limitant la circulation des capitaux. Lorsque l'investissement étranger constitue l'un des moteurs de la capacité exportatrice d'un pays, cet effet « boule de neige » peut même

décourager les entreprises d'investir dans ce pays, ou d'y maintenir leurs investissements. Par conséquent, les installations de production, les technologies, le savoir-faire et les emplois risquent d'être délocalisés.

Dans un monde où prévalent les CVM, on observe que les normes réglementaires ont tendance à être plus nombreuses et plus exigeantes, en raison de la nécessité impérative d'assurer fiabilité, qualité et sécurité. Il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause le droit de réglementer et de protéger les consommateurs, mais la réglementation doit être fondée sur des données scientifiques, proportionnée et non discriminante. Tous les coûts inutiles imposés par une réglementation excessivement lourde pèsent particulièrement lourd pour les PME et les entreprises des PMA, où la capacité d'adaptation est souvent limitée. Trop souvent, cette situation fait obstacle à une participation efficace aux CVM.

Les CVM n'existeraient pas sans services aux entreprises performants, notamment de transport, logistiques, financiers ou de communication, permettant d'assurer le transport des marchandises et la coordination de la production tout au long de la chaîne de valeur. Les services représentent aujourd'hui plus de 60 % du PIB des pays du G20, dont 30 % de la valeur ajoutée totale des produits manufacturés. Ces services reposent souvent sur l'investissement, pourtant, les marchés des services restent plutôt soumis à des restrictions dans bon nombre de pays, ce qui fait peser des coûts élevés sur les entreprises locales mais aussi étrangères, limite les gains de productivité et entrave inutilement la participation aux CVM.

Les CVM constituent un argument supplémentaire en faveur d'une réforme unilatérale des politiques publiques. Les entreprises locales tirent profit de l'ouverture de nouveaux débouchés à l'exportation, qui constitue souvent la finalité des négociations commerciales, mais elles bénéficient aussi d'un accès à des importations de biens et services intermédiaires figurant parmi les plus performants. Lorsqu'un pays ouvre ses marchés, notamment aux intrants intermédiaires, les entreprises et les travailleurs de ce pays en tirent profit. Mais les gains sont encore plus importants lorsque les pays sont plus nombreux à participer et que les marchés

des biens, des services, des capitaux, des technologies, des données, des idées et du capital humain s'ouvrent sur une base multilatérale.

Les CVM mettent en évidence la nécessité de disposer de règles plus cohérentes en matière d'échanges et d'investissement ; pour que ces deux moteurs du développement tournent à plein régime, il faut que d'autres domaines de l'action publique soient eux aussi mieux alignés et coordonnés avec ceux des échanges et de l'investissement. Parmi ces autres domaines figurent les politiques macroéconomiques, les politiques en matière d'innovation, de compétences et les politiques sociales et du marché du travail. La nature des conditions à réunir et des politiques d'accompagnement nécessaires pour soutenir la libéralisation des échanges et de l'investissement dépend des spécificités de chaque pays ; il n'existe pas de recette universelle mais un certain nombre d'ingrédients communs.

L'ouverture aux échanges et à l'investissement est une condition nécessaire mais non suffisante pour favoriser la croissance, le développement et les emplois plus inclusifs dont les pays ont grand besoin. Les mesures d'accompagnement qui encouragent la conduite responsable des entreprises et favorisent les investissements publics et privés nécessaires, en particulier dans le capital humain, l'innovation et les infrastructures matérielles stratégiques, aident non seulement à concrétiser la croissance mais aussi à faire en sorte que les fruits en soient largement partagés.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2nW>.

Travaux de l'OCDE sur les échanges : www.oecd.org/trade.

Travaux de l'OCDE sur l'investissement : www.oecd.org/investment.

Les Objectifs de développement durable et la coopération pour le développement

Erik Solheim,
président du Comité d'aide au développement de l'OCDE,
Frans Lammersen,
Conseiller principal de politiques, Direction de la coopération
pour le développement, OCDE, et
William Hynes,
Économiste principal, unité Nouvelles approches face aux défis
économiques (NAEC), OCDE

Les Objectifs de développement durable adoptés par les dirigeants mondiaux en 2015 sont axés sur les populations, la planète et la paix. Leur réalisation passe par un programme porteur de transformations, intégré et universel, fondé sur des politiques publiques appropriées, des financements suffisants et des partenariats effectifs.

Réussir le pari de la croissance économique n'a rien d'un miracle, selon la Commission sur la croissance et le développement (2008). Des progrès remarquables en direction des Objectifs du Millénaire pour le développement dans des pays comme le Botswana, le Brésil, la Chine, l'Indonésie, la Malaisie, Oman, Singapour et la Thaïlande montrent que la croissance économique a été un facteur essentiel pour relever le revenu de tous, et des pauvres en particulier. Les modèles de croissance de ces pays avaient des caractéristiques communes : intégration stratégique avec l'économie mondiale, mobilité des ressources, notamment de la main d'œuvre, forts taux d'épargne et d'investissement et présence d'un État capable, engagé en faveur de la croissance.

Les Objectifs de développement durable envisagent un nouveau modèle de croissance, un modèle inclusif, durable et résilient. Face à la multiplication des défis planétaires, une nouvelle approche de la croissance implique de prendre en considération la façon dont les bénéfices de la croissance sont répartis, l'impact sur l'environnement et la stabilité du système financier et économique mondial. Élaborer une stratégie de croissance incorporant tous ces éléments ne se fait pas en suivant une seule et unique recette, pour la bonne raison qu'une telle recette n'existe pas. Ce sont le moment et les circonstances qui déterminent comment intégrer les ingrédients, dans quelles quantités et dans quel ordre (Rodrik, 2008). Une réforme qui n'aurait à sa disposition que des ressources politiques et financières limitées devrait se concentrer sur les obstacles les plus importants à la croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté.

Promouvoir le développement durable nécessite une amélioration quantitative et qualitative des ressources publiques et privées. Jusqu'à récemment, l'aide publique au développement (APD) était considérée comme la principale source de financement

pour le développement. Pour autant, l'APD ne constitue qu'une partie des flux dirigés vers cette cause. À près de 161 milliards USD, l'APD ne représentait en 2013 que 18 % de l'ensemble des flux publics et privés émanant des 29 pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE et des institutions financières internationales. Globalement, en 2013, les pays en développement ont reçu 250 milliards USD d'APD et d'« autres apports publics » effectués par des organismes publics à des conditions proches de celles du marché, de financements privés aux conditions du marché (investissements étrangers directs, par exemple) et de dons privés émanant de fondations philanthropiques et d'organisations non gouvernementales (OCDE, 2014).

Le consensus qui se dégage dans les travaux sur ce sujet est que l'aide a un effet positif, quoique modéré, sur la croissance. Si l'aide a permis d'éradiquer des maladies et de prévenir des famines, entre autres effets bénéfiques, son incidence sur la croissance est en revanche difficile à établir, d'après les données limitées et bruitées qui sont disponibles (Roodman, 2007). Pour Arndt et al (2010), il est raisonnable de penser qu'une aide équivalant à 1 % du produit intérieur brut (PIB) a fait gagner à la croissance économique 0.1 % par an en moyenne entre 1970 et 2000. C'est un petit impact, mais un impact utile. En réexaminant trois des articles publiés les plus influents portant sur le rapport entre aide et croissance, Clemens et al. (2012) ont découvert que les hausses de l'aide avaient généralement été suivies par des hausses de l'investissement et de la croissance. L'explication la plus plausible est que l'aide induit un certain degré de croissance dans les pays bénéficiaires, même si l'ampleur de cette relation est modeste, varie fortement d'un pays bénéficiaire à l'autre et tend à diminuer avec l'élévation du niveau de l'aide. Tarp et al (2009), dans un examen approfondi de la documentation sur le lien entre aide et croissance, ont conclu que le pessimisme âpre d'une bonne partie de la littérature récente était injustifié et que les implications de ces travaux pour les politiques publiques étaient souvent injustifiées et globalement inutiles.

En général, l'APD produit des résultats positifs, mais il faudrait faire plus. L'APD peut être bénéfique en redressant les fondamentaux de la croissance, en soutenant les capacités des États, en renforçant la gouvernance et en traitant les déficits

d'infrastructures. Elle s'est aussi révélée utile pour améliorer la qualité des systèmes d'éducation, de santé ou de protection sociale. Cette assistance est particulièrement importante pour les pays à faible revenu et spécialement pour les États en situation de fragilité ou de conflit, où l'intégration avec les marchés mondiaux est gravement entravée. Si son importance relative par rapport aux investissements privés décroît dans les pays à revenu intermédiaire, l'APD peut encore contribuer au développement de ces pays en mobilisant des flux privés, en exerçant un effet de levier sur l'investissement privé et facilitant les échanges commerciaux. La coopération pour le développement en provenance des pays du Sud prend aussi une importance croissante. La Chine est aujourd'hui une source majeure d'aide au développement, particulièrement en Afrique. Elle représente par ailleurs 20 % du total de l'investissement étranger direct dans les pays en développement. S'inspirant de leur propre expérience, le Brésil et le Mexique aident désormais leurs voisins d'Amérique latine. Les fondations sont également devenues des acteurs non négligeables. Celle de Bill et Melinda Gates donne actuellement plus pour le développement que nombre de pays de l'OCDE, par exemple.

L'environnement des politiques publiques pour le développement s'est profondément modifié. La troisième Conférence internationale sur le financement du développement et la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique recèlent des perspectives prometteuses, mais elles contiennent aussi une remise en question de la façon dont la communauté internationale du développement mène ses affaires. Compte tenu du caractère changeant de l'économie mondiale, de sa complexité grandissante et de l'évolution de la structure des échanges et des investissements, de nouvelles approches sont nécessaires pour mieux cerner les arbitrages et les complémentarités entre les différents objectifs stratégiques – par exemple, entre les politiques de soutien à la croissance et les préoccupations d'équité et d'écologie. Confronter ces préoccupations exige des solutions intégrées qui cassent les silos entre communautés d'experts. Trois priorités seront critiques pour la réalisation de cet ambitieux programme mondial : premièrement, une action de politique publique collective pour relever les défis mondiaux ; deuxièmement, une concentration des initiatives de développement sur le bien-être

des populations ; et, troisièmement, la mise en œuvre de partenariats pour produire des résultats sur le terrain.

Lien utiles

Arndt, C., S. Jones et F. Tarp (2009), « Aid and Growth: Have We Come Full Circle? », *Univ. of Copenhagen Dept. of Economics Discussion Paper*, No. 09-22, disponible sur <http://ssrn.com/abstract=1489392> ou <http://dx.doi.org/10.2139/ssrn.1489392>.

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2oJ>.

Commission sur la croissance et le développement (2008), *The Growth Report Strategies for Sustained Growth and Inclusive Development*, Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC.

OCDE (2014), *Coopération pour le développement 2014 : Mobiliser les ressources au service du développement durable*, Éditions OCDE, Paris.

Rodrik, D. (2008), *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions, and Economic Growth*. Princeton, NJ : Princeton University Press.

Tirer parti de la prochaine révolution de la production

par

Dirk Pilat,

Directeur adjoint, et

Alistair Nolan,

Analyste principal, Direction de la science, de la technologie
et de l'innovation de l'OCDE

La production de biens et de services évolue à de nombreux égards depuis quelques années. Pour commencer, elle acquiert un caractère transfrontalier toujours plus marqué avec les chaînes de valeur mondiales. Ensuite, elle repose de plus en plus sur le capital intellectuel et fait intervenir un ensemble de biens et de services, phénomène connu également sous le nom de « servicisation des industries manufacturières ». Troisièmement, et en lien étroit avec ce qui précède, elle est affectée dans une mesure croissante, en particulier dans le secteur des services, par la transformation numérique et peut, dans certains cas, être assurée par des moyens électroniques. Enfin, une nouvelle vague technologique atteint aujourd'hui à sa nature-même, ouvrant la voie à ce que d'aucuns qualifient de prochaine révolution de la production. Mettre ces mutations au service de la croissance globale et du bien-être requiert des politiques bien pensées dans de nombreux domaines et représente l'un des grands axes de travail de l'OCDE à l'heure actuelle.

Les chaînes de valeur mondiales. Les dernières décennies ont vu s'intensifier les mouvements de capitaux, de biens intermédiaires, de produits finis et de personnes. Les progrès technologiques et l'innovation, notamment dans les domaines des transports et des communications, conjugués à la libéralisation des échanges, ont conduit à une fragmentation de la production à l'échelon international et dans les processus mis en œuvre. Biens et services, ainsi que leurs composants, sont produits et assemblés en des lieux différents, souvent au niveau de pôles locaux ou régionaux, avant d'arriver sur les marchés auxquels ils sont destinés. Le fractionnement de la production le long de chaînes de valeur mondiales (CVM) a attiré l'attention sur la contribution des différents maillons formant ces chaînes à la création totale de valeur. Les indicateurs dérivés de la base de données OCDE-OMC sur les échanges en valeur ajoutée (TiVA) révèlent l'importance croissante des CVM dans le commerce international et la production mondiale en même temps que le caractère hétérogène et complexe des courants d'échanges qui s'organisent le long de ces chaînes. Qu'elle soit destinée à la consommation intérieure ou internationale, la production dépend de plus en plus de biens intermédiaires fabriqués en d'autres lieux, ce qui vient souligner

combien il est nécessaire que les pays s'attachent à exploiter leurs avantages comparatifs et à tirer pleinement parti des CVM.

Le capital intellectuel. Parallèlement à cela, l'innovation s'affirme de plus en plus comme la source d'un avantage compétitif durable dans le champ de la production et dépend elle-même des investissements consacrés à la R-D et aux dessins et modèles, aux logiciels et données ainsi qu'au capital organisationnel, aux compétences propres aux entreprises, aux stratégies de marque et au marketing, entre autres actifs intellectuels. L'accélération de la création de valeur ajoutée par les entreprises repose en grande partie sur l'accroissement (en continu) de capacités et de ressources qui leur sont bien souvent spécifiques. Ces capacités et ressources sont d'ordinaire intangibles, tacites, non commercialisables et difficilement reproductibles. L'investissement dans le capital intellectuel est devenu l'une des clés du succès dans les CVM. La valeur ajoutée est générée en bonne partie par des activités situées en amont, par exemple la R-D, le design et la fabrication d'éléments et de composants essentiels, mais aussi en aval, telle que le marketing, la valorisation de la marque et le service à la clientèle. Les pays de l'OCDE tendent à se spécialiser dans le développement d'idées, de concepts et de services en rapport avec la production de biens tangibles et à délaisser cette dernière. Une fraction toujours plus importante de la production étant délocalisée vers les économies émergentes, les fabricants implantés dans les pays de l'OCDE misent davantage sur des fonctions non productives complémentaires pour pourvoir à la création de valeur et font appel au capital intellectuel afin de mettre au point des produits et services sophistiqués, difficilement imitables.

La transformation numérique de l'économie et de la société. Si importants soient-ils, le capital intellectuel et les CVM n'offriraient pas autant de possibilités sans la montée en puissance des technologies numériques. Ces dernières ont amorcé des mutations profondes dans l'économie comme dans la société et permettent de réaliser de très appréciables gains de productivité. Le secteur du numérique n'est pas le seul en cause, l'internet et les autres technologies numériques, aujourd'hui omniprésents, sous-tendent en effet l'activité économique dans tous les secteurs. Les innovations suscitées par ces technologies sont fortement

susceptibles de doper la croissance et d'inspirer des améliorations sociétales, en particulier en ce qui concerne les administrations publiques, la santé, l'enseignement et la recherche. À titre d'exemple, la généralisation de très gros volumes de données et la capacité à en extraire des connaissances et des informations (« données massives ») annoncent une nouvelle vague d'innovations et de gains de productivité (induits par les données exploitées). L'analyse de ces données (y compris en temps réel), qui se fait de plus en plus sur des périphériques intelligents incorporés à l'internet des objets, ouvre de nouvelles possibilités de création de valeur grâce à l'optimisation des procédés productifs. Il s'agit là de ce que certains appellent l'« internet industriel », dans lequel des machines et systèmes autonomes, capables d'apprendre et de prendre des décisions sans intervention humaine, sont à l'origine de produits et de marchés nouveaux.

La prochaine révolution de la production. Tandis que l'économie mondiale poursuit sa transformation, les technologies se mêlent et amplifient réciproquement leurs possibilités en se combinant. Bien des technologies de production susceptibles de marquer des ruptures occupent l'horizon ou sont déjà à l'œuvre, ainsi :

- L'analytique des données et les données massives permettent de plus en plus de doter les machines de fonctionnalités qui rivalisent avec les performances humaines.
- Les robots sont appelés à gagner en intelligence, en autonomie et en agilité.
- La biologie de synthèse, discipline encore balbutiante, pourrait avoir un grand pouvoir de transformation. Entre autres applications, elle pourrait permettre de fabriquer des produits pétroliers à l'aide de micro-organismes utilisant des sucres, et donc de rendre les procédés productifs plus écologiques.
- Les imprimantes 3D coûtent de moins en moins cher et se perfectionnent. On peut désormais imprimer des objets (comme une batterie électrique) contenant une multiplicité de structures utilisant des matériaux différents.
- Il se peut que la construction intelligente agrégative et l'auto-assemblage de dispositifs se généralisent, grâce notamment à une

meilleure compréhension des principes de l'autoconstruction biologique.

- ▶ Les nanotechnologies – qui utilisent les propriétés de matériaux et systèmes dont l'ordre de grandeur est inférieur à 100 nanomètres – pourraient rendre les matériaux plus solides, plus légers, plus conducteurs ou améliorer d'autres de leurs propriétés encore.
- ▶ La technologie du nuage informatique donne déjà lieu à l'apparition de nouveaux modèles économiques et permet l'essor rapide de services internet.

Les conséquences économiques exactes de l'avènement à court terme de ces technologies, et d'autres encore, restent nébuleuses. Mais il est probable qu'elles seront de taille. Ces nouvelles technologies de production devraient consentir un net gain de productivité, en particulier si elles peuvent se diffuser aux entreprises les moins performantes de ce point de vue et venir à l'appui d'un processus de croissance inclusive. Elles pourraient aussi rendre la production plus sûre, les robots venant se substituer à l'homme pour les tâches de fabrication les plus dangereuses. Les nouvelles technologies productives augurent une production plus propre et un ensemble de produits nouveaux qui pourraient aider à relever les défis mondiaux. Par exemple, des installations produisant des bioproduits chimiques ou des bioplastiques pourraient contribuer à traiter les questions environnementales et le problème des déchets, et créer des emplois.

Les enjeux de l'action des pouvoirs publics. Cependant, des obstacles de différents ordres sont susceptibles d'amoindrir les répercussions attendues de la prochaine révolution de la production sur les plans de la productivité, de la croissance, de l'emploi et du bien-être. Pour commencer, l'adoption des technologies numériques est encore un vain mot dans la plupart des entreprises, ce qui ne permet pas d'en exploiter tout le potentiel. Au demeurant, le déclenchement de la prochaine révolution de la production n'est pas seulement une question de changement technologique : la concrétisation des bienfaits promis par les nouvelles technologies dépend aussi de la capacité des entreprises, des travailleurs et de la société de s'adapter au changement et de l'existence de politiques

publiques propres à garantir que ce changement ait un caractère inclusif et draine de larges retombées parmi la population. Le changement organisationnel, l'innovation sur le lieu de travail, la gestion et les compétences sont quelques-uns des domaines dans lesquels les entreprises vont devoir investir pour favoriser un changement technologique rapide, soutenues sur ce plan par des investissements publics complémentaires dans l'enseignement, la recherche et les infrastructures. Il est par ailleurs essentiel de faciliter les redéploiements de ressources vers les entreprises les plus productives et les plus innovantes. La confiance sera également une condition impérative pour maximiser les bienfaits économiques et sociaux de l'économie numérique. Enfin, à mesure que grandit notre dépendance vis-à-vis des technologies numériques, nos vulnérabilités s'accroissent aussi, conférant une importance encore plus capitale à la sécurité en ligne, à la protection de la vie privée et à la protection du consommateur.

Mieux les pouvoirs publics et les entreprises parviendront à appréhender les répercussions des nouvelles technologies sur la production, mieux ils seront à même d'en anticiper les risques potentiels, de définir des mesures appropriées et de recueillir les fruits de cette révolution. C'est la raison pour laquelle l'OCDE a entrepris d'étudier les évolutions possibles des technologies de production, avec ce qu'elles comportent de risques et de possibilités, afin d'aider responsables politiques et chefs d'entreprise à tirer le meilleur parti de la révolution annoncée tout en minimisant le coût.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2ph>.

Travaux de l'OCDE sur l'innovation scientifique, technologique et industrielle : www.oecd.org/sti/inno.

Apprendre pour gagner sa vie : Compétences, inégalités et bien-être

par

Andreas Schleicher,
Conseiller spécial du Secrétaire général de l'OCDE chargé
de la politique de l'éducation et Directeur de la Direction
de l'éducation et des compétences.

Emploi, revenu et bien-être ne dépendent de rien d'autre que des connaissances acquises par les individus et de ce qu'ils sont capables d'en faire. Il est indispensable de leur transmettre des compétences adéquates et de leur donner la possibilité de les exploiter à bon escient. S'il y a une leçon à retenir de l'économie mondiale ces dernières années, c'est qu'il n'y a pas de plan de sauvetage, de mesure de stimulation ou de planche à billets qui suffise à nous sortir d'une crise.

Nous pouvons en revanche faire beaucoup mieux si nous nous employons à faire en sorte que davantage d'individus soient plus à même de travailler en collaboration, de se mesurer aux autres et de créer des liens, de manière à améliorer leur situation professionnelle et leurs conditions de vie et à aider nos économies à aller de l'avant. Les *Perspectives de l'OCDE sur les compétences* montrent qu'un faible niveau de qualification limite sérieusement les chances d'obtenir un emploi bien rémunéré et gratifiant. C'est également le cas à l'échelle des pays : la répartition des compétences a des implications sur la manière dont les fruits de la croissance sont partagés au sein de la société. À bien y regarder, la productivité suppose de travailler plus intelligemment, pas seulement de travailler plus dur. Autrement dit, lorsque le pourcentage d'adultes peu qualifiés est élevé, il devient difficile d'introduire des technologies et des méthodes de travail améliorant la productivité, ce qui freine la progression des niveaux de vie. Les compétences ne jouent pas uniquement sur les revenus et l'emploi : dans tous les pays pour lesquels on dispose de données comparables, les adultes ayant un faible niveau en compréhension de l'écrit ont davantage tendance à se déclarer en mauvaise santé, à considérer qu'ils n'ont aucune prise sur la vie politique, et à se défier de leurs semblables. C'est pourquoi, dans les nouveaux ODD, les buts à atteindre sont exprimés non pas seulement en termes d'années d'études mais aussi de compétences acquises par les individus.

En résumé, sans les compétences adéquates, les individus restent sur la touche au plan social, le progrès technologique ne peut se traduire en croissance et les pays ne peuvent s'engager de plain-pied dans le jeu économique mondial. Il est tout simplement impossible de formuler des politiques justes et inclusives et aller à la rencontre de tous les citoyens si un déficit de compétences

fondamentales empêche ceux-ci de participer pleinement à la vie de la société. Aucun groupe de population n'est plus concerné à cet égard que la jeunesse, qui ne peut rivaliser avec ses aînés sur les plans de l'expérience ou des relations sociales.

Ceci étant dit, les compétences n'ont de valeur qu'à condition d'être employées utilement, et certains pays ont pris de ce point de vue une formidable avance sur les autres. Malgré une base de compétences restreinte, les États-Unis savent tirer un bon parti de leur vivier de talents. On rencontre une situation inverse au Japon, où la rigidité du marché du travail interdit à bien des individus très qualifiés, en particulier des femmes, de recevoir la récompense qu'ils seraient en droit d'attendre. La sous-utilisation des compétences est cependant manifeste dans de nombreux pays, et pas seulement chez les femmes. Elle est en effet monnaie courante parmi les jeunes ou les travailleurs immigrés, ainsi que parmi les salariés de petites entreprises. Les employeurs pourraient se voir dans la nécessité d'offrir davantage de souplesse au sein de leurs établissements. Les syndicats pourraient quant à eux être amenés à réexaminer leur position sur le rééquilibrage de la protection de l'emploi entre travailleurs permanents et travailleurs temporaires. En dernière analyse, il apparaît que le non-emploi du capital humain équivaut à un gaspillage de compétences et rend vain l'investissement initial consenti pour le développement de celles-ci. Or avec l'évolution de la demande, les compétences inemployées sont susceptibles de devenir obsolètes ; en outre, les compétences non mobilisées pour cause d'inactivité sont vouées à s'atrophier petit à petit. À l'inverse, plus les individus sollicitent leurs compétences et s'adonnent à des tâches complexes exigeant un certain effort, que ce soit dans le cadre professionnel ou ailleurs, plus ils ont de chances de prévenir la déperdition des compétences dont le vieillissement est la cause.

Dans certains pays, l'inadéquation de l'offre et de la demande de compétences est un problème sérieux, qui a des conséquences sur les perspectives de gain des individus et sur leur productivité. Il est essentiel de savoir quelles compétences sont demandées sur le marché du travail et quels parcours éducatifs vont amener les jeunes là où ils veulent être. La sous-utilisation des compétences dans certaines professions, à court ou moyen termes, est susceptible

d'entraîner leur atrophie. Les travailleurs qui sont trop qualifiés pour l'emploi qu'ils occupent ont un revenu inférieur à celui des travailleurs dont les compétences correspondent à leurs besoins professionnels et sont généralement moins satisfaits par leur travail. Cette situation engendre une rotation importante des effectifs, ce qui risque fort de peser sur la productivité de l'entreprise. La sous-qualification risque elle aussi de nuire à la productivité et, tout comme le phénomène de pénurie des compétences, de brider l'adoption de technologies et de méthodes de travail efficaces.

Développer les compétences adéquates et utiliser celles-ci de manière appropriée doit devenir l'affaire de tous : des pouvoirs publics, qui peuvent concevoir des incitations financières et des mesures fiscales favorables ; des systèmes éducatifs, qui peuvent encourager l'entrepreneuriat et proposer des formations professionnelles ; des employeurs, qui peuvent investir dans la formation ; des organisations syndicales, qui peuvent veiller à ce que les investissements dans la formation se traduisent par une amélioration qualitative de l'emploi et de plus hauts salaires ; et des individus, à qui il appartient de tirer meilleur parti des possibilités de formation qui s'offrent à eux. Les pays doivent également examiner attentivement la question de savoir qui doit payer pour quoi, quand et comment. Les pouvoirs publics doivent élaborer des incitations financières et des mesures fiscales qui encouragent les individus et les entreprises à investir dans les études et les formations post-obligatoires. Certains peuvent prendre en charge une part plus importante du coût des études supérieures et le financement peut être subordonné plus étroitement aux taux de réussite, sous réserve que les étudiants aient accès à des dispositifs de prêts remboursables en fonction de leurs revenus futurs et des systèmes de bourses sous condition de ressources.

Le jeu en vaut donc la chandelle. Si les pays industrialisés amélioraient leurs niveaux de formation de 25 points sur l'échelle du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), à l'exemple du Brésil et de la Pologne au cours des dix dernières années, ils pourraient s'enrichir de quarante mille milliards d'euros au cours de la vie des élèves d'aujourd'hui. De nombreux pays sont encore aux prises avec la récession, or le coût induit par des résultats

médiocres sur le plan éducatif équivaut à celui d'une récession économique permanente.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2pB>.

Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2015 : Les jeunes, les compétences et l'employabilité : <http://dx.doi.org/10.1787/9789264235465-fr>.

Le vieillissement est l'avenir du développement

par

Ken Bluestone,

Conseiller pour les politiques et l'action des pouvoirs publics,
Age International

Deux thèmes ont un écho particulièrement fort à l'OCDE : la nécessité de donner au développement un caractère durable et le poids croissant du vieillissement démographique. Il est rare cependant que l'on superpose ces deux problématiques pour réfléchir à l'importance de ce dernier phénomène pour les pays en développement.

Cela paraît d'autant plus surprenant que le vieillissement de la population est un phénomène d'envergure mondiale qui est particulièrement marqué dans les pays en développement. Les nombres parlent d'eux-mêmes : il y avait, en 2014, 868 millions de personnes âgées de plus de 60 ans dans le monde – soit 12 % de la population totale. D'ici 2030, il y en aura 1.2 milliard – soit 16 % de la population ; à l'horizon 2050, d'après les estimations actuelles, elles seront 2.03 milliards – ou 21 % de la population. D'ici 2047, il y aura davantage d'adultes de plus de 60 ans que de jeunes âgés de 16 ans ou moins et ce, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité.

Cette réalité est déjà palpable dans les pays en développement, où vivent aujourd'hui 62 % des personnes âgées de 60 ans ou plus, une proportion qui devrait passer à 80 % d'ici 2050. Plus spectaculaire encore est le rythme auquel le changement intervient dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Le paysage démographique se transforme en effet de façon radicale dans de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine, de sorte que les gouvernements ont peu de temps devant eux pour s'adapter à la nouvelle donne. Même en Afrique subsaharienne, avec l'allongement de la durée de vie et le développement économique, on peut s'attendre à coup sûr à voir l'explosion de la population jeune se transformer en une explosion de la population âgée en l'espace de quelques courtes générations.

Qu'est-ce que cela implique au niveau de la lutte contre la pauvreté, les inégalités et le changement climatique ? À tout le moins, il convient de nous demander s'il y a, dans notre conception du développement, une place pour les personnes âgées. Si tel n'est pas le cas, cela signifie que nous en excluons jusqu'à 20 % de la population mondiale. Le Programme de développement durable pour l'après 2015 marque à cet égard un tournant en ce sens que le vieillissement et les personnes âgées y sont reconnus comme des

composantes à part entière du processus de développement. Les négociations autour des Objectifs de développement durable ont fait d'ores et déjà clairement apparaître que la prise en compte des droits et des besoins des aînés est indissociable de l'ambition affichée de ne laisser personne sur le bord du chemin.

Plus encore, cela exige de repenser fondamentalement ce que l'on entend par être productif au sens social, de même que le rôle des personnes âgées. Les responsables politiques, les responsables de la planification et les spécialistes du développement tendent par trop souvent à considérer que l'existence comporte trois stades : l'enfance (dépendance), l'âge adulte (productivité) et la vieillesse (dépendance). Ce découpage simpliste ne saurait être plus éloigné de la réalité et occulte une multitude d'activités économiques et d'interactions sociales à tous les âges de la vie.

C'est ainsi que nous échappe le rôle joué par les grands-parents retraités dans l'instruction et l'alimentation des enfants. Il n'existe aucun calcul qui rende compte de la valeur économique d'une ancienne infirmière qui, bénévolement, prend soin de proches, l'intéressée ayant déjà été cataloguée comme « retraitée » et « improductive ». Aucune donnée chiffrée ne permet d'évaluer correctement les services rendus et l'aide reçue par des individus de tous âges dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

À l'heure où l'on met la dernière main au cadre des ODD, qui sera adopté incessamment, la promesse d'une « révolution des données » et les engagements pris de ventiler les données par âge laissent espérer que les choses puissent changer un tant soit peu. Cependant, une analyse, quelle qu'elle soit, doit s'appuyer sur des données concernant tous les âges de la vie d'une personne. Sans une meilleure connaissance du vieillissement et du développement, le risque est d'allouer des fonds au financement de programmes de développement et de construction qui passeront à côté des foyers de pauvreté et d'inégalités. La ventilation des données par âge, par sexe et par handicap peut être ajoutée à moindre coût au cadre des ODD et former le socle sur lequel il sera possible de fonder des décisions judicieuses ; aussi convient-il de lui consacrer les investissements nécessaires.

Autre leçon importante, l'ambition affichée de ne laisser personne sur le carreau nous amène à réaliser que les pierres angulaires de sociétés durables, pacifiques et équitables sont à proprement parler les individus qui appartiennent aux groupes de population concernés. Sans une meilleure compréhension du vieillissement et du développement, nous ne pouvons apprécier à sa juste valeur le potentiel que les individus, quels que soient leur âge et leurs talents, peuvent offrir à la société. Vivre plus longtemps en bonne santé permet aux aînés de contribuer au renforcement de la résilience dans les zones à risques. L'accès aux moyens de financement peut être synonyme de meilleurs revenus et d'une meilleure alimentation pour les agriculteurs âgés et leurs proches. Assurer des soins de santé adéquats aux grands-parents peut permettre à leurs enfants de consacrer davantage de temps à s'instruire.

Le vieillissement est une donnée du développement. Aucun jugement de valeur ne devrait s'attacher à la vieillesse ou à l'âge d'une personne, que celle-ci soit jeune ou non. Il y a, parmi les personnes âgées, des soignants, des enseignants, des agriculteurs, des athlètes, des marchands, des ouvriers non qualifiés, des cadres et des prix Nobel. Il y a aussi des personnes dépendantes, atteintes de maladies chroniques, de démence ou handicapées. L'essentiel est que la réalité du vieillissement ne soit plus occultée. Nous devons aussi avoir le courage de remettre en cause nos idées reçues quant à la vieillesse afin que puissent voir le jour des mesures adaptées à nos sociétés dont l'âge moyen s'élève rapidement.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-23K>.

Age International, *Facing the facts: The truth about ageing and development*, Age International, www.ageinternational.org.uk/what-we-do/Policy-where-we-stand-/ageing-and-international-development/.

The Disaster Risk and Age Index de HelpAge, 190 pays classés selon le niveau de risque auquel les personnes âgées sont exposées : www.helpage.org/what-we-do/climate-change/disaster-risk-and-age-index/.

Travaux de l'OCDE sur les sociétés inclusives et le développement :
www.oecd.org/development/inclusivesocietiesanddevelopment/.

Un nouveau paradigme pour le développement rural

par

Carl Dahlman,

Conseiller spécial auprès du directeur du Centre de développement
de l'OCDE

Les pays en développement comptent trois milliards de personnes vivant en zone rurale, un chiffre qui inclut la majorité des pauvres de la planète et qui est promis à augmenter encore durant les quinze prochaines années. La situation des habitants de ces territoires est plus mauvaise que celle de leurs concitoyens des villes au regard de presque tous les indicateurs de développement, que ce soit la pauvreté absolue, la mortalité infantile ou encore l'accès à l'électricité et l'assainissement, et le fossé continue de se creuser, contribuant à un exode rural de grande ampleur.

Ces territoires se heurtent à un déficit d'emplois productifs, à des niveaux d'éducation et d'équipement médiocres et à un accès limité aux marchés et aux services, malgré un demi-siècle de théories et de stratégies du développement rural. Même si l'expérience des premiers pays développés est toujours utile, les zones rurales des pays sous-développés d'aujourd'hui sont face à des difficultés et à des possibilités nouvelles, que les pays développés n'avaient pas en leur temps : un contexte de concurrence internationale exacerbée, un fort dynamisme démographique des territoires ruraux et une pression accrue sur des ressources environnementales limitées, et, d'autre part, des avancées technologiques dans les domaines de l'informatique et des communications, mais aussi de l'agriculture, de l'énergie et de la santé, qui offriront peut-être des solutions.

Le développement rural a besoin d'un nouveau paradigme ; celui-ci devra incorporer les enseignements tirés de l'expérience, mais devra aussi confronter les problèmes et les possibilités propres au XXI^e siècle tels que les changements climatiques, les mouvements démographiques, la concurrence internationale et la mutation technologique rapide. Le Centre de développement de l'OCDE propose un nouveau paradigme du développement rural (NPDR) pour les pays en développement au XXI^e siècle, fondé sur huit éléments constitutifs d'une stratégie de développement rural réussie.

1. *Gouvernance*. Une stratégie cohérente et forte ne suffit pas si les moyens de mise en œuvre sont faibles. Pour qu'une telle stratégie soit effective, il est important de renforcer les capacités et l'intégrité de la gouvernance à tous les niveaux.

2. *Secteurs.* Même si le secteur agricole reste fondamental dans les pays en développement et doit faire l'objet de politiques publiques propres, les stratégies de développement rural devraient aussi soutenir les activités non agricoles dans le secteur primaire et la création d'emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire.
3. *Infrastructures.* L'amélioration des infrastructures, tant matérielles qu'immatérielles, pour réduire les coûts de transaction, consolider les liaisons entre campagnes et villes et renforcer les capacités est un élément central de toute stratégie dans les pays en développement. Il faut en particulier améliorer la connectivité au sein des zones rurales et avec les villes moyennes, et élargir l'accès à l'éducation et aux services de santé.
4. *Territoires.* Les moyens d'existence des populations rurales dépendent beaucoup des conditions dans les centres urbains pour ce qui est du marché du travail, de l'accès aux marchandises, aux services et aux nouvelles technologies et de l'exposition aux idées nouvelles. Une stratégie de développement rural gagnante est celle qui ne considère pas les zones rurales comme des entités isolées, mais plutôt comme des parties d'un système qui comprend des zones rurales et des zones urbaines.
5. *Inclusivité.* Les stratégies de développement rural devraient non seulement viser à réduire la pauvreté et l'inégalité, mais aussi établir l'importance de faciliter la transition démographique.
6. *Rôle des femmes.* L'amélioration des moyens d'existence des populations rurales devrait intégrer le rôle critique des femmes dans le développement rural, y compris leurs droits de propriété et leur capacité à maîtriser et mettre à profit les ressources.
7. *Démographie.* Des taux de fécondité élevés et un vieillissement rapide de la population sont deux des problèmes les plus significatifs pour les zones rurales des pays en développement aujourd'hui. Même si leurs implications pour les politiques publiques diffèrent, les résoudre exigera une bonne coordination de l'ensemble des politiques relatives à l'éducation, à la santé et à la protection sociale, ainsi qu'une régulation des naissances.
8. *Viabilité.* La problématique de la viabilité environnementale des territoires ruraux ne se résume pas au fait qu'ils dépendent fortement des ressources naturelles pour leur subsistance et leur

croissance ; leur vulnérabilité face au changement climatique et aux menaces de pénuries d'énergie, d'alimentation et d'eau devrait aussi être un objet des stratégies de développement rural.

La prise en considération des nouveaux défis des zones rurales tels que la pression démographique, les incidences écologiques, les changements climatiques et une gouvernance médiocre, à côté des conséquences néfastes de leur retard telles que la polarisation du développement régional et l'exode rural qui vient gonfler les bidonvilles, est étroitement liée aux Objectifs de développement durable (ODD). Du fait de la forte interconnexion entre ces derniers et le développement rural, investir sur les deux plans aura des effets mutuellement bénéfiques. Le développement rural devrait être placé au cœur des stratégies de développement national dans tous les pays quel que soit leur stade de développement, afin de viser un développement homogène, inclusif et durable.

Le problème est que, dans la plupart des économies en développement à forte croissance démographique, les zones urbaines ne sont pas en mesure d'absorber de façon productive leur population grandissante, a fortiori celle des migrants des campagnes. Il en résulte une expansion des bidonvilles, une augmentation de l'emploi non déclaré, une aggravation du sous-emploi, une chute des taux d'activité, et des moyens de subsistance qui ne s'améliorent pas dans les zones rurales. Or, avec le ralentissement de la croissance en Chine et la mutation de la structure économique de ce pays vers le secteur tertiaire, la baisse des prix des produits de base devient un changement non plus cyclique, mais structurel. Si l'on ajoute à cela la hausse attendue des taux d'intérêt mondiaux, on peut prévoir un ralentissement de la croissance économique dans les pays en développement, ce qui rendra encore plus compliqué le soutien au développement rural.

Le défi est particulièrement imposant pour l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne, deux régions dont les populations sont en grande partie rurales et qui connaissent elles aussi des taux de croissance démographique élevés et une pénurie d'emplois productifs pour absorber l'augmentation rapide de la main d'œuvre. Elles voient déjà une explosion des bidonvilles et de la main d'œuvre non déclarée, le sous-emploi dans les zones rurales et une chute des

taux d'activité. Si la plupart des autres régions en développement ont déjà effectué leur transition démographique, en Afrique subsaharienne, les taux de croissance annuelle de la population sont de l'ordre de 2.8 % depuis 35 ans ; ils devraient se maintenir à environ 1.5 point de pourcentage au-dessus de la moyenne mondiale pendant les trente prochaines années. D'ici 2030, la main d'œuvre va grossir de 300 millions de personnes déjà nées, ce qui est à peu près le volume de la main d'œuvre actuelle de l'UE. De plus, nombre de pays subsahariens sont des États fragiles et beaucoup sont aussi dans une situation de grande fragilité environnementale. En conséquence, il est probable que surgiront de graves problèmes humanitaires ainsi que de fortes pressions migratoires de l'Afrique vers l'Europe et d'autres régions.

Le retard général accusé par les zones rurales fait qu'il ne sera pas possible de réaliser les ODD à moins de réussir à mettre en place des politiques publiques de développement rural opérantes. Relever le défi du développement rural va nécessiter des approches novatrices aux niveaux local, national et international. Il faudra en l'occurrence mettre au point des stratégies plurisectorielles, à niveaux et agents multiples, qui servent le développement économique et social et soient aussi écologiquement viables. Des pratiques d'urbanisme innovantes et la création de villes moyennes économiquement et écologiquement durables seront nécessaires. Pour déterminer comment parvenir à cet objectif au meilleur coût, il faudra mobiliser les meilleurs savoirs mondiaux ; il faudra également s'atteler à résoudre les difficiles problèmes du financement et de la gouvernance.

De plus, les problèmes ne se poseront pas qu'à l'échelle nationale ou locale, mais aussi à l'échelle mondiale. En effet, dans le monde actuel hautement interconnecté, l'absence d'emplois productifs, le creusement des inégalités et l'intensification de la pression démographique subis par les pays en développement peuvent être source de troubles sociaux, d'instabilité politique et de conflits, alimentant de nouveaux flux migratoires qui auront des effets sur d'autres parties du monde, comme nous le voyons actuellement avec la propagation du terrorisme mondial et la crise des réfugiés.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2rg>.

Nouvelles approches face aux défis économiques au siècle des villes

par

Rolf Alter,

Directeur de la Direction de la gouvernance publique
et du développement territorial de l'OCDE

Notre siècle est celui des villes. Dans les pays de l'OCDE, deux personnes sur trois vivent aujourd'hui dans une ville de 50 000 habitants ou plus. En dehors de la zone OCDE, la part des citadins est légèrement plus faible, mais l'urbanisation progresse rapidement. Si plus de la moitié des habitants de la planète vivent en zone urbaine à l'heure actuelle, cette proportion atteindra 60 % en 2030 et 70 % en 2050 d'après les estimations des Nations Unies. Les villes sont d'importants vecteurs de la performance économique et leur apport à cet égard devrait s'amplifier. Dans les pays de l'OCDE, les zones métropolitaines de plus de 500 000 habitants sont à l'origine de 55 % du PIB et de plus de 60 % de la croissance économique. Grâce aux économies d'agglomération et à la forte concentration de capital humain, la plupart des villes affichent des niveaux de productivité plus élevés que les pays dans lesquels elles se trouvent. Alors que beaucoup de pays de l'OCDE ont vu la croissance de la productivité ralentir ces dernières années, mettre pleinement à profit le potentiel des effets d'agglomération qui font progresser la productivité peut engendrer de nouvelles sources de croissance.

Les villes n'apportent pas seulement une contribution importante aux performances économiques nationales, elles jouent aussi un rôle essentiel dans le bien-être de leurs habitants. C'est tout le sens du onzième Objectif de développement durable, qui prône des villes « ouvertes à tous, sûres, résilientes et durables ». Cette idée est également au cœur du Nouvel agenda urbain qui sera lancé à la conférence Habitat III des Nations Unies, en octobre 2016, et donnera l'occasion de redynamiser notre engagement collectif en faveur de la prise en compte des politiques urbaines à tous les niveaux d'administration.

Aujourd'hui déjà, les villes sont pour beaucoup des lieux de vie séduisants qui continuent d'attirer de nouveaux habitants. Elles offrent souvent des services meilleurs et plus spécialisés que les zones rurales, et proposent en règle générale un meilleur raccordement aux réseaux de transport et des possibilités de consommation plus diverses. Par rapport aux campagnes, la plupart des villes donnent en outre accès à une plus grande diversité culturelle et davantage d'autres aménités. Cela étant, l'agglomération induit aussi des coûts, parmi lesquels des coûts

économiques directement mesurables, tels que les niveaux de prix plus élevés, mais aussi d'autres, plus difficiles à quantifier en termes monétaires, dont pâtit avant tout le bien-être des habitants. La pollution atmosphérique et les nuisances sonores, par exemple, ont tendance à être plus fortes dans les grandes villes et ont des effets néfastes sur la santé des populations. Le plus souvent, les coûts d'agglomération affectent à la fois les *résultats économiques des villes* et le *bien-être*. La pénurie de logements abordables, les encombrements, les trajets quotidiens interminables et la criminalité élevée ont clairement un coût économique et aussi un effet défavorable sur le bien-être.

Souvent, les villes d'un même pays affichent des niveaux de productivité très variables et sont confrontées à des coûts d'agglomération différents. En l'occurrence, l'action des pouvoirs publics a une influence importante sur leurs performances. La réussite d'une ville dépend en particulier du degré auquel elle peut éviter les coûts d'agglomération. Les villes des pays en développement doivent faire face à certains problèmes que leurs homologues des pays développés ont déjà réglés, comme celui de l'accès de tous les habitants à l'eau et à l'assainissement. Cependant, réduire les coûts d'agglomération est important partout et peut améliorer la productivité et le bien-être même dans les villes les plus avancées.

Les coûts d'agglomération et les politiques destinées à les alléger concernent souvent les mêmes domaines dans les pays en développement et les pays développés, même si les points de départ sont très différents dans les deux cas. Fournir des logements abordables est indispensable pour venir à bout des taudis dans les pays en développement, mais aussi pour rendre plus inclusives les villes les plus performantes dans les pays développés. De même, la réduction de la congestion fait progresser la productivité des villes dans les pays développés aussi bien que dans les pays les moins avancés.

La plupart des défis que doivent relever les villes sont complexes et comportent de multiples dimensions. Pour y faire face, il faut donc des mécanismes de gouvernance qui facilitent l'élaboration et l'application de politiques publiques complexes et

pluridimensionnelles dans les zones urbaines. On ne peut pas gérer une grande ville en se contentant d'agir au jour le jour dans quelques domaines qui posent des problèmes. Il faut au contraire un ensemble de politiques coordonnées qui soient synergiques et complémentaires.

Des politiques urbaines et régionales efficaces nécessitent une coordination entre de nombreux acteurs différents, domaine dans lequel beaucoup de pays n'étaient guère performants jusqu'à une époque récente. Auparavant, les politiques urbaines définies au niveau national dans les pays de l'OCDE avaient souvent une portée restreinte et se limitaient au traitement d'une ou deux problématiques, telles que la mise en place d'infrastructures ou la revitalisation des quartiers en difficulté.

Or, beaucoup de politiques nationales ont une profonde influence sur le développement des villes, même si les décideurs nationaux ne les envisagent pas dans cette optique. En les coordonnant mieux, on peut éliminer les tensions qui existent entre différentes politiques à orientation sectorielle, envoyer des signaux plus clairs aux responsables urbains et leur donner les moyens de collaborer plus efficacement entre eux, avec les niveaux d'administration supérieurs, avec les citoyens et avec le secteur privé.

L'autonomisation des villes exigera dans bien des cas une gouvernance urbaine et métropolitaine plus efficiente. Alors que les limites administratives sont généralement le résultat de modes de peuplement antérieurs qui ne reflètent pas les réalités socio-économiques des grandes agglomérations urbaines de plus en plus interconnectées, le morcellement communal complique la coordination des politiques au niveau local et freine la croissance. Dans les pays de l'OCDE, les zones métropolitaines dotées d'un système de gouvernance approprié affichent non seulement une plus forte productivité que les autres, mais se caractérisent aussi par un étalement moindre et par une plus grande satisfaction des citoyens, en particulier à l'égard des systèmes de transport.

D'après les Nations Unies, la population urbaine ne devrait progresser que légèrement au cours des deux prochaines décennies

dans les pays à haut revenu, pour passer de 920 millions à un peu plus de 1 milliard de personnes. Par conséquent, les villes et leur forme urbaine ne connaîtront que des évolutions marginales.

Dans les pays en développement, en revanche, les enjeux sont d'une tout autre ampleur. Les villes existantes devront être modifiées et agrandies, et de nouvelles villes devront sortir de terre. Les mesures prises aujourd'hui auront des effets importants bien au-delà des 15 années qui constituent l'horizon temporel des Objectifs de développement durable (ODD). Les logements et les infrastructures qui seront construits pour accueillir les milliards de nouveaux citadins détermineront pendant de nombreuses décennies la forme urbaine. Ni les autorités municipales ni les autorités nationales ne pourront relever seules ce défi. C'est pourquoi il est primordial que les mécanismes retenus pour mettre en œuvre les ODD et le Nouvel agenda urbain tiennent compte de l'effet qu'auront les choix urbains d'aujourd'hui sur l'ampleur et les répercussions des grands problèmes mondiaux comme le changement climatique, de l'aptitude à faire baisser les émissions et de la capacité d'adaptation à des évolutions comme le vieillissement de la population.

La mise en place d'une croissance inclusive passe par la coordination des politiques macroéconomiques et locales afin d'édifier des villes à la fois écologiquement viables et capables d'offrir des opportunités d'accomplissement personnel par l'éducation, les compétences et l'emploi. L'enjeu est l'évolution vers un monde plus juste et plus prospère que nous appelons de nos vœux. À nous de faire en sorte que nos villes répondent à nos attentes.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2qF>.

Travaux de l'OCDE sur les villes : www.oecd.org/fr/gov/cities.htm.

Travaux de l'OCDE sur le développement régional : www.oecd.org/fr/gov/politique-regionale/.

Comment va la vie dans votre région ? : www.oecdregionalwellbeing.org.

Sécurité alimentaire, durabilité et Objectifs de développement durable

par

Jonathan Brooks,

Chef de la Division échanges et marchés agroalimentaires,
Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE

Parmi les nouveaux Objectifs de développement durable (ODD), beaucoup sont interdépendants et liés à l'agriculture et à l'alimentation. L'objectif 2, qui vise à « éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable », porte explicitement sur l'alimentation, mais plusieurs autres sont en rapport avec les problèmes rencontrés dans le système alimentaire. Le premier est axé sur l'élimination de la pauvreté, dans laquelle l'agriculture et l'alimentation ont un rôle à jouer. L'agriculture occupe une place centrale dans la réalisation des objectifs 6 (eau), 12 (modes de consommation et de production durables), 13 (atténuation du changement climatique et adaptation à ses conséquences) et 15 (utilisation des terres et écosystèmes). De même, la gestion durable des pêches est au premier plan de l'objectif 14, relatif aux ressources marines et aux océans. Le présent chapitre décrit brièvement les principaux leviers à actionner pour disposer de systèmes alimentaires durables et sûrs, dans l'esprit de ces objectifs.

La majorité des pauvres du monde vit dans les zones rurales, où l'agriculture, pratiquée surtout par des petits paysans, est la principale activité économique. Une forte augmentation de l'investissement agricole sera nécessaire pour élever les revenus et, en même temps, accroître la production alimentaire de façon durable. Il faudra que la majeure partie de cet investissement provienne du secteur privé, mais il est important que les pouvoirs publics créent des conditions générales propices. Soutenu par l'aide au développement, l'investissement public peut aussi compléter et attirer l'investissement privé. Les mesures favorables à un environnement se prêtant à l'épanouissement de l'agriculture, mais qui ne faussent pas les incitations et n'évincent pas le secteur privé, ont des chances d'être plus efficaces sur le long terme que les subventions visant spécifiquement le secteur agricole. Pour assurer une amélioration de l'alimentation, les priorités de la dépense publique devraient être la recherche, l'innovation, les infrastructures, de même que la protection sociale et l'appui technique.

L'accroissement de la productivité agricole fera augmenter les disponibilités alimentaires et bénéficiera aux consommateurs dans la mesure où les prix intérieurs seront moins élevés qu'ils ne le seraient autrement. Il suppose des coûts unitaires inférieurs et se

traduit aussi par une hausse des revenus des agriculteurs innovants. Mais la baisse des prix qui en résulte dissipe une partie de ces gains. Les agriculteurs qui n'innovent pas ne font que subir cette baisse et, par là même, l'obligation de s'adapter. C'est pourquoi un développement diversifié est nécessaire, de manière à ce que les agriculteurs moins compétitifs soient non pas chassés du secteur, mais plutôt attirés par d'autres activités plus rémunératrices.

Les échanges joueront un rôle de plus en plus important dans la sécurité alimentaire. Les économies développées et les grands pays émergents, en particulier, doivent éviter les mesures qui faussent les marchés mondiaux et limitent ainsi la fiabilité de cette source d'approvisionnement alimentaire. L'action multilatérale à mener pour que les politiques nationales n'engendrent pas une nouvelle série de retombées qui remettent en question la sécurité alimentaire dans les pays pauvres manque pour l'instant de consistance, mais elle reste une priorité à court terme.

On s'attend à ce que le changement climatique et la dégradation des terres, des ressources en eau et de la biodiversité nécessitent de faire évoluer les systèmes de production. Les politiques conduites au niveau national doivent être axées sur des objectifs de productivité durable. Il est à cet égard essentiel de supprimer les mesures incitatives propices aux pratiques qui nuisent à l'environnement et faussent les marchés, comme les subventions en faveur de l'énergie et des intrants agricoles. Davantage d'efforts doivent être consentis dans les domaines de la RD agricole, du développement technologique et de la formation. Des mesures environnementales sont nécessaires également, pour que les droits de propriété sur les ressources naturelles soient correctement définis et pour répondre aux problèmes d'environnement à l'échelle de l'économie toute entière. Compte tenu des particularités locales des difficultés, il convient de recourir entre autres à des mesures agroenvironnementales ciblées pour remédier efficacement aux dommages environnementaux et assurer une meilleure gestion des ressources.

La pêche procure du travail et de quoi manger à des millions de personnes dans le monde, notamment dans les régions côtières pauvres. La surpêche menace la santé des ressources halieutiques à long terme et, en définitive, porte tort aux populations tributaires de

l'activité. Les outils modernes de gestion comme les quotas individuels de pêche aident à la limiter et améliorent les perspectives du secteur, mais ils tardent à se généraliser. Dans beaucoup de pays, le problème tient en partie au déficit de ressources nécessaires aux activités de suivi, de contrôle et de surveillance qui s'imposent, mais la résistance à la remise en question des habitudes joue aussi un rôle.

Réformer la politique de la pêche présente des avantages sans ambiguïté. D'après les estimations, maîtriser les captures pour parvenir au rendement maximal durable permettrait au secteur d'accroître ses profits de 50 milliards USD ou plus chaque année. Le rétablissement des stocks pourrait en fin de compte se traduire par des captures de près de 20 % supérieures au niveau que permettent les stocks actuels.

Beaucoup de gens pensent que les problèmes se posent surtout en haute mer, où il est difficile de faire respecter le droit et où la pêche illégale est commune. Mais la pêche est pratiquée en majeure partie dans les zones économiques exclusives (ZEE), nationales, et la surpêche est la plupart du temps légale et imputable à des quotas mal définis ou à des mesures de limitation de l'effort de pêche inefficaces. C'est dans l'amélioration de la gestion des pêches dans les ZEE qu'il y a le plus à gagner.

La solution réside en partie dans la réduction des aides publiques qui accroissent l'effort de pêche et entretiennent un excédent de capital et de main-d'œuvre dans le secteur. Dans de nombreux cas, l'amélioration de la gestion peut rendre le soutien superflu, car elle se répercute sur les profits et les perspectives des pêcheurs. En pêche et en aquaculture, la gestion durable et la protection des écosystèmes marins sont synonymes d'accroissement de la production, d'amélioration de la qualité et de diversification de la gamme des produits alimentaires. Ce sont à la fois les producteurs, les consommateurs et l'environnement qui y gagnent. La réussite ne nécessite pas de nouvelles technologies, ni un bond de la productivité : il suffit que les pouvoirs publics aient la volonté de s'appuyer sur une démarche scientifique sérieuse et sur des techniques de gestion éprouvées pour optimiser la productivité biologique de la ressource.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights*, <http://wp.me/p2v6oD-2rM>.

Sécurité alimentaire mondiale : Défis pour le système agricole et agro-alimentaire,
<http://dx.doi.org/10.1787/9789264201354-fr>.

Coordination et mise en œuvre des ODD : le rôle des Centres de gouvernement

par

Luiz de Mello,

Directeur adjoint de la Direction de la gouvernance publique
et du développement territorial de l'OCDE

La principale difficulté pour les gouvernements eu égard aux Objectifs de développement durable réside dans l'harmonisation des politiques dans la pratique compte tenu de l'ampleur et de la complexité du programme de développement durable, qui compte 17 objectifs et 169 cibles, du bilan mitigé de la plupart des gouvernements s'agissant de travailler de façon horizontale, et de la nécessité d'associer un éventail inédit d'acteurs privés et publics à la fois à la formulation et à l'application des politiques publiques. Les différentes étapes de ce processus comportent chacune des difficultés très spécifiques. Par exemple, adapter les cibles mondiales aux contextes nationaux et définir des cibles au niveau des ministères est une tâche difficile sur le plan politique, laquelle exige des négociations prudentes et délicates afin de veiller à ce que le processus soit inclusif et à ce que les principales parties prenantes, à la fois au sein du gouvernement et en dehors, y adhèrent véritablement. La mise en œuvre des ODD est un formidable enjeu de gouvernance, dont il est nécessaire de guider la réalisation. Compte tenu de l'ampleur de ce défi, et dans le cadre d'un changement d'approche depuis l'approbation du dernier ensemble d'objectifs mondiaux, les ODD soulignent l'importance de mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux (objectif 16), lesquelles sont essentielles pour obtenir les résultats attendus, depuis l'élimination de la pauvreté jusqu'à l'amélioration de la santé, en passant par la lutte contre le changement climatique et ses conséquences.

Pour faire avancer les travaux de mise en œuvre des ODD, les gouvernements devront œuvrer dans plusieurs domaines d'action et guider la mise en œuvre de ces objectifs ambitieux. Mais cela n'est pas une tâche aisée : les obstacles au décloisonnement des administrations sont bien connus. Par exemple, les pressions économiques et sociales immédiates supplantent souvent les initiatives d'intérêt stratégique, en particulier lorsque les avantages de ces dernières couvrent les mandats électoraux. Les budgets publics et les systèmes de responsabilisation des décideurs sont habituellement alignés sur les structures ministérielles et il est par conséquent difficile de suivre les progrès réalisés et de valoriser les résultats qui s'accumulent dans de multiples domaines d'intervention. Le Centre de gouvernement est l'une des institutions clés qui sont capables de guider la mise en œuvre des ODD en

mettant en évidence les arbitrages, et en faisant ainsi en sorte que les politiques publiques qui couvrent plusieurs domaines d'intervention puissent viser des objectifs multiples et parfois concurrents.

L'enquête de l'OCDE sur le rôle et les fonctions du Centre de gouvernement a confirmé que, pour la plupart des pays, le nombre d'initiatives interministérielles a augmenté depuis 2008, mais que les gouvernements sont encore à la recherche de modèles efficaces pour appliquer des politiques couvrant plusieurs ministères. Les gouvernements ont essayé de nombreuses solutions. Par exemple, des « super-ministres » ou des « tsars » de l'action publique peuvent être efficaces s'ils possèdent une volonté et une autorité suffisantes, mais la réussite dépend du statut de la personne et n'aboutit pas forcément à l'intégration souhaitée des politiques publiques. De même, les super-ministères peuvent favoriser l'intégration des politiques de plusieurs ministères, mais des cloisons internes demeurent souvent. Les comités permanents ou *ad hoc* sont le mécanisme le plus courant pour coordonner les activités de « routine », mais semblent moins adaptés aux initiatives ambitieuses. Enfin, des unités stratégiques indépendantes peuvent apporter des idées et des compétences nouvelles mais risquent de rencontrer des difficultés pour asseoir leur légitimité dans les différents ministères. Ces modèles présentent tous des points forts et des points faibles, mais aucun d'entre eux ne s'est avéré pleinement adapté à sa destination.

Bien entendu, les gouvernements disposent déjà d'instances et d'organismes pour évaluer la mise en œuvre des politiques – équipes chargées de contrôler l'exécution des principaux contrats, institutions supérieures de contrôle des finances, équipes du ministère des Finances chargées du suivi des dépenses, etc. Ces organismes fournissent des renseignements essentiels pour assurer la transparence, suivre les dépenses et mesurer les résultats, mais comme en général ils utilisent chacun leurs propres points de référence et imposent chacun leurs propres obligations de notification, ils ont rarement une vue d'ensemble des performances, laquelle serait pourtant nécessaire pour suivre l'avancement des ODD.

Le Centre de gouvernement possède un certain nombre d'atouts qui peuvent contribuer à ce que la fixation des priorités d'action donne lieu à une approche réaliste et concertée. D'abord, le centre est, sur le plan technique, politiquement neutre, par rapport aux ministères. Ensuite, le centre a autorité pour réunir, autorité qu'il emprunte au chef du gouvernement, et peut exercer des pressions sur les ministères pour qu'ils ajustent les politiques et y consacrent des ressources. En principe, en fonction des priorités du chef du gouvernement, le centre n'a pas à obtenir un consensus par le biais de compromis ou de négociations fondées sur le plus petit dénominateur commun. Enfin, si les ministères opérationnels, y compris ceux qui possèdent l'expertise technique la plus pertinente, manquent probablement d'expérience en ce qui concerne l'orientation des politiques pluridisciplinaires, le centre allie habituellement expertise de la coordination et sensibilité politique.

Souvent, les éléments clés fournis par le centre sont des outils pratiques de portée relativement limitée, pour venir à bout de la rigidité administrative, comme le fait de conserver des réserves de financement, de définir des cadres comptables adaptés ou d'accueillir des équipes de projets dont les spécialistes sont issus de différents ministères ou sont extérieurs au gouvernement. Ensemble, ces éléments positifs font en sorte que les perturbations des autres tâches opérationnelles des ministères soient réduites au minimum et que les missions et les attentes soient claires pour tout le monde.

En outre, le centre doit participer plus activement à l'examen et à l'amélioration de la mise en œuvre des politiques liées à des stratégies complexes telles que les ODD. Le rôle du centre évolue déjà dans cette direction dans certains pays. Cette évolution présente un certain nombre d'avantages. D'abord, elle crée un système plus flexible au sein duquel les décideurs peuvent intervenir si nécessaire pour résoudre des problèmes ou changer de cap. Ensuite, le centre peut identifier les blocages et proposer un appui et des conseils à l'organisme concerné pour l'aider à résoudre ses problèmes. Les équipes spéciales du Centre de gouvernement sont devenues l'outil de prédilection pour assurer ce suivi proche du terrain, les pays mettant sur pied une ou plusieurs équipes dans les trois principaux domaines : stratégie, action et exécution. Elles sont

également chargées de constituer une base de données des expériences et des attentes des citoyens concernant la réalisation des priorités du gouvernement. Ces équipes accordent une attention spéciale aux domaines prioritaires choisis, qui sont souvent complexes et exigent d'être gérés dans le cadre de plusieurs ministères depuis la phase de conception jusqu'à la phase de mise en œuvre. En substance, les Centres de gouvernement peuvent aider à diriger l'action du gouvernement depuis la planification jusqu'à l'exécution des ODD.

Les Centres de gouvernement ont des bonnes pratiques à partager en matière de conception, d'orientation et d'exécution de politiques complexes telles que les ODD, lesquelles s'appuient sur une expérience pratique de l'élaboration, et de plus en plus de la direction, de programmes complexes à l'échelle des gouvernements. Pour aller de l'avant, et étant donné que les ODD forment un programme universel, les Centres de gouvernement pourraient envisager :

- de déterminer s'il existe une base de données suffisamment développée pour améliorer la qualité de la prise de décisions tout au long du cycle de l'action publique eu égard à la mise en œuvre des ODD ;
- de maintenir l'attention sur les buts qui sous-tendent les ODD malgré les urgences à court terme, l'évolution des priorités politiques et les ruptures électorales ;
- de définir des plans pour gérer les éventuels arbitrages dans le programme des ODD et de veiller à ce que l'inclusivité soit au centre du plan de mise en œuvre afin de n'exclure personne.

Dans tous ces domaines, le contexte régional ou national définira les plans de mise en œuvre – il n'y aura pas de voie d'exécution unique. Par conséquent, les Centres de gouvernement ont tout intérêt à mettre en commun leurs expériences quant à la façon dont les pays traitent les programmes complexes, tels que celui des ODD, qui ne relèvent pas précisément des portefeuilles ministériels, et à la mesure dans laquelle les innovations dans ce domaine peuvent contribuer à mettre en place des institutions efficaces et transparentes.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2rI>.

Réseau des Hauts responsables des Centres de gouvernement : www.oecd.org/fr/gov/reseaudeshautsresponsablesdescentresdegouvernement.htm.

Les implications pour l'OCDE du Programme de développement durable des Nations Unies à l'horizon 2030

par

Patrick Paul Walsh,
Professeur au Département des études internationales
de développement, University College Dublin, Irlande ;
Conseiller principal, Réseau des solutions pour le développement
durable (SDSN) des Nations Unies

Les pays de l'OCDE doivent savoir mieux réagir, en termes de bien-être des ménages, d'égalité de revenus ou de respect de l'environnement, face aux chocs externes et aux risques associés aux migrations, aux marchés financiers, au climat, aux maladies ou à la sécurité, pour n'en citer que quelques-uns. Le Programme des Nations Unies à l'horizon 2030 appelle l'OCDE à participer à des partenariats mondiaux pour traiter ces questions. En outre, l'OCDE devrait continuer, comme elle le fait de longue date, à entretenir des relations avec le monde en développement par le biais du CAD de l'OCDE, et à faciliter la mise en œuvre de ce Programme par le monde en développement.

Outre le concours apporté à la mise en œuvre dans les pays non membres de l'OCDE, ce programme universel presse l'OCDE de prendre part à des partenariats mondiaux dans l'optique de relever ces défis de dimension mondiale et de mettre en œuvre au sein-même des États-nations membres de l'OCDE les objectifs qui y sont énoncés. L'Organisation devra réfléchir aux moyens qu'elle peut déployer pour financer et affecter des ressources et des capacités dans les trois dimensions horizontales du Programme des Nations Unies à l'horizon 2030.

Selon ce Programme, il est de la responsabilité de tous de mettre en œuvre les objectifs énoncés, qu'il s'agisse des ménages, des entreprises ou des pouvoirs publics, et quelle que soit la sphère d'activité. Des partenariats multipartites ont reçu pour mandat de mettre en œuvre le programme, et l'OCDE ne peut élaborer des politiques en y associant ces partenariats que si ces derniers sont parties prenantes à la fixation des objectifs à suivre.

L'économie, la société et l'environnement sont largement perçus par les responsables de l'action publique, à tous les niveaux, comme des thématiques transversales. Le Programme des Nations Unies à l'horizon 2030 les rend verticales. L'OCDE produit depuis longtemps des rapports qui mettent en relation les marchés des produits et les marchés du travail, et les questions économiques et sociales. Comment concilier les trois dimensions du développement durable ? La première difficulté est de faire en sorte que les départements chargés des questions économiques, sociales et environnementales travaillent verticalement à l'analyse des

politiques. Cela nécessite une réforme des institutions et une amélioration des compétences des chercheurs, l'accès aux ressources nécessaires en termes de données et de capacités techniques pour intégrer les dimensions économique, sociale et environnementale dans la formulation des politiques et les conseils prodigués en matière d'action publique. La politique économique, qui faisait de la croissance économique une priorité, devra prendre en compte les problématiques de la durabilité et de l'équité. Walsh (2015) illustre comment concevoir les politiques industrielles pour qu'elles intègrent les questions sociales et la durabilité. Les pays de l'OCDE attirent des multinationales en leur ouvrant l'accès aux marchés, et ils doivent leur demander en retour de montrer leur inclusivité d'un point de vue sociétal, non seulement au plan local, mais également au plan mondial, et qu'elles prouvent qu'elles ne sont pas à l'origine d'atteintes évitables à l'environnement local et mondial.

Les économistes spécialistes de la planification économique et de la finance doivent intégrer des objectifs sociaux et environnementaux à leurs plans. Le problème, même lorsque les politiques et les technologies industrielles sont inclusives et durables, est de savoir si les économies peuvent réellement atteindre une croissance de 4 à 5 % par an. Les objectifs de croissance économique sont bien présents dans les Objectifs fixés pour le monde développé et en développement. Mais la croissance économique pousse déjà les réserves de la planète au-delà de leurs limites. Politiquement, la tâche sera très difficile. D'un autre côté, si nous voulons éviter les effets les plus dévastateurs du changement climatique, nous risquons de ne pas avoir le choix. C'est pourquoi l'OCDE doit systématiquement intégrer les questions sociales et environnementales dans la planification et le financement publics.

Si l'on creuse un peu plus, qu'en sera-t-il de nos bureaux statistiques et des données que nous utilisons ? Les responsables de l'action publique auront besoin de données intégrées sur les entreprises, les ménages ainsi que sur le capital naturel et la dégradation de l'environnement. Même si les microdonnées ne manquent pas, l'interopérabilité n'est pas suffisante pour que les ensembles de données soient mis au service de l'élaboration des politiques. Si nous avons à mettre en place une politique

économique dans une région en particulier, nous avons besoin de connaître les avantages qui en découleront pour la société et pour l'environnement. Si nous ne disposons pas de données incluant des données sur l'eau, l'utilisation des terres, l'énergie et le climat, il est impossible d'étudier l'impact des mesures envisagées sur la productivité et leurs retombées sociales. De nombreuses entreprises disposent de données sur leurs activités, du pont de vue de l'efficacité. Mais les pouvoirs publics ne disposent généralement pas de statistiques sociales et environnementales corrélées permettant de formuler des politiques aptes à bâtir l'avenir que nous voulons. Et, si fiables que soient les ensembles de données de l'OCDE, ils ne sont pas reliés entre eux pour étayer des approches véritablement intégrées du développement durable.

Si les 17 Objectifs de développement durable (ODD) et les 169 cibles sont applicables à tous les pays, le Programme 2030 est assez prescriptif au niveau mondial tout en étant ouvert et flexible aux niveaux régional et national. Cela n'est évidemment pas sans risque. Ainsi, les pays africains peuvent décider de cibler les ODD 8 et 9, de nature essentiellement économique, et négliger le développement social et environnemental. En réalité, il est clair que nous pouvons établir nos propres priorités, dans l'esprit du Programme, pour atteindre autant d'objectifs que possible, mais ces priorités doivent être en phase avec celles du pays et de la région.

Le Programme peut être conduit par les pays membres de l'OCDE et pourrait s'inscrire dans un cadre juridique formel, où les gouvernements mettraient en œuvre leurs plans et les mesures prévues et légifèreraient, veilleraient à l'application des textes et demanderaient des comptes en vertu de la loi. Une telle approche descendante supposerait une réelle adhésion de la part de l'administration, des parlementaires et du système judiciaire. Les exigences concernant les capacités en matière de données, de connaissances et de réglementation seraient élevées. Cela étant, les pays membres et les partenariats devraient être encouragés à mettre en œuvre le Programme à leur gré. Chaque pays a des institutions du marché du travail différentes. Certains pays peuvent cibler leur action sur des questions d'équité en mettant en place des politiques du marché du travail et des systèmes fiscaux progressifs « intelligents ».

En Europe, où existe une tradition d'État fort, la préférence pourrait être donnée à des politiques publiques descendantes. Mais dans d'autres pays, où l'État n'est ni aussi légitime ni aussi puissant, ce ne serait peut-être pas l'option à retenir. Les marchés des capitaux, les entreprises, les ONG, les organisations de la société civile peuvent être encouragés à modifier leurs politiques et leur structure de gouvernance pour favoriser un mouvement partant de la base favorisé par une gouvernance et une institution mondiales.

L'OCDE se distingue certes par l'élaboration de politiques conduites par les pouvoirs publics, mises en œuvre par les pouvoirs publics et examinées par les pouvoirs publics. Mais pourquoi n'assumerait-elle pas une fonction de facilitation et ne chercherait-elle pas comment inciter les entreprises, les ménages, les ONG et d'autres parties prenantes à être des acteurs de ce Programme, afin de leur donner les moyens de le faire, de les récompenser, et de les épauler ? Tout comme le Programme des Nations Unies, l'OCDE devrait suivre un plan qui permette une participation et une innovation constantes de la part des partenariats, aux niveaux local, national, régional et mondial, à l'appui du développement durable.

Liens utiles

Article original publié sur le blog *OECD Highlights* : <http://wp.me/p2v6oD-2sa>.

Plate-forme de connaissances des Nations Unies sur le développement durable, www.un.org/sustainabledevelopment/fr/.

Walsh, P.P. (2015), *Industrial Policy and Sustainable Development* GSDR Policy Brief, <https://sustainabledevelopment.un.org/content/documents/6459101-Industrial%20policy%20and%20sustainable%20development.pdf>.

L'OCDE doit jouer un rôle pionnier pour les Objectifs de développement durable

par

Ron Gass,

Directeur fondateur de la Direction de l'OCDE des affaires sociales, de la main-d'œuvre et de l'éducation et du Centre de l'OCDE pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement

À une époque, j'aurais pu dire que l'OCDE avait le développement durable dans le sang mais les métaphores biologiques ont beaucoup évolué depuis quelques années et je dirai aujourd'hui que développement durable est dans l'ADN de l'Organisation. La Convention de l'OCDE signée en décembre 1960 évoque la détermination des pays signataires à « réaliser la plus forte expansion possible de leur économie et améliorer le bien-être économique et social de leurs peuples ». Cet engagement est régulièrement réaffirmé, comme en 2013 par exemple, lorsque la mission stratégique de l'OCDE a été définie comme étant d'aider à l'avènement d'une économie résiliente, d'une société inclusive et d'un environnement durable.

La question de savoir comment relier la croissance économique et les autres objectifs ne relève pas simplement de l'analyse puisqu'elle met à nu les brûlantes questions politiques du jour : biosphère en danger ; inégalités grandissantes constituant une menace pour la démocratie ; et nouvelle révolution technologique. Plus important encore, on observe dans le monde entier une perte de confiance dans la capacité des gouvernements à progresser vers la concrétisation d'objectifs manifestement souhaitables.

Aucun de ces problèmes ne peut être abordé isolément, mais les systèmes économiques, sociaux et environnementaux obéissent à des logiques différentes de sorte que l'analyse systémique est à nouveau en vogue. Les arbitrages et les synergies peuvent être mis en évidence par l'analyse mais c'est aux responsables politiques qu'il revient d'opérer un choix entre différents objectifs. La décompositions des cadres d'action fait partie de ce mouvement qui a plusieurs axes : la nécessité de mettre en relation un éventail restreint d'indicateurs avec les objectifs politiques de chaque pays ; les "tables rondes" dans le processus des examens nationaux pour définir les véritables options pour l'action ; le rôle prépondérant des zones métropolitaines dans la croissance ; et le fait que les stratégies nationales peuvent simplement ne pas donner de bons résultats au niveau régional.

Est-il possible de réformer les systèmes économiques, sociaux et environnementaux de manière à tenir compte de cette vision plus complexe et plus réaliste de ce qui motive les êtres humains ?

L'égoïsme rationnel peut-il être contrebalancé par l'altruisme, le pouvoir par l'autonomie individuelle et l'appât du gain par la solidarité ? Ces questions portent le modèle de croissance de l'OCDE à ses limites, voire au-delà. Elles remettent en question les hypothèses concernant le comportement de l'homme et de la femme agents économiques sur lesquelles repose la théorie macroéconomique dominante. Du côté de la théorie, l'économie comportementale commence à apporter un nouvel éclairage sur la rationalité individuelle et collective. Du côté de l'action, des concepts nouveaux comme l'économie collaborative commencent à être débattus.

La longue quête de l'OCDE pour des sociétés justes (distribution des revenus) et ouvertes (égalité des chances) se heurte à présent à un nouveau défi : comment relier ces deux dimensions ? Les analyses de l'OCDE montrent que les inégalités de revenu s'aggravent et que l'ascenseur social est en panne. Il n'y a pas de stratégie clairement définie pour assurer la redistribution des chances, associant à la fois l'éducation et le marché du travail. La redistribution des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pourrait être une réponse car elle aiderait les individus à renouveler leur capital humain plusieurs fois au cours de leur vie.

Derrière tout cela se cache la menace la plus grave pour la société inclusive : les profondes inégalités intergénérationnelles. Lorsque j'ai demandé aux participants au Séminaire sur la nouvelle logique de croissance organisé dans le cadre de l'Initiative de l'OCDE sur les nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) si la croissance inclusive englobait la population inactive, le « oui » franc reçu en réponse m'a surpris car j'avais l'impression inverse. Manifestement, la croissance inclusive couvre la population inactive dans la mesure où le revenu des ménages et les soins de santé sont concernés, mais le problème de l'exclusion sociale pose la question de la redistribution des possibilités et pas seulement des revenus. D'où la création récente du Centre l'OCDE pour les opportunités et l'égalité (COPE).

La situation des jeunes dans la société, comme celle des femmes défendue par le mouvement féministe, ne relève pas uniquement de l'économie. Comme indiqué dans le projet du Centre

de développement de l'OCDE et de l'UE sur l'intégration des jeunes : « les jeunes sont les agents du changement. Ils vivent dans un monde en pleine mutation et leurs attentes sont fortes ». Le coût à payer si l'on empêche les jeunes d'accéder à la condition d'adulte, en tant que citoyens mais aussi en tant que travailleurs, sera très élevé. La réponse réside dans une « société digne des générations futures », thème déjà abordé dans le cadre du Groupe de stratégie globale. L'avenir se joue aujourd'hui et il est à inventer, ainsi s'expriment les visionnaires stratégiques. Certes, mais il doit aussi s'appuyer sur les fondations du passé.

Je suis frappé par le fait que le passé et l'avenir se télescopent. La croissance comme la décroissance sont dans la nature des choses: la gousse devient fleur, meurt et renaît. L'humanité a apporté l'idée de progrès : avancer vers des objectifs choisis.

Cependant, le lien entre objectifs collectifs et autonomie individuelle est au cœur de la démocratie et il envahit le débat philosophique, politique et économique contemporain. Les droits de l'homme, l'autonomisation, les besoins humains universels sont intégrés dans les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies et l'approche de l'OCDE pour « une vie meilleure ». Comment cette réalité peut-elle s'exprimer dans les efforts entrepris par les pays de l'OCDE et les autres pays pour tracer leur propre avenir ?

Il est impossible de faire appel en toutes circonstances à des solutions fondées sur les marchés pour faire face aux interdépendances systémiques entre l'économie, la société et la nature. Un nouvel humanisme, centré sur les besoins fondamentaux de l'homme et non sur une fuite en avant consumériste, doit être adopté pour combattre la menace du transhumanisme. Aujourd'hui, il faut faire preuve de créativité et d'esprit d'innovation dans le cadre de l'action publique, en s'appuyant sur une vision stratégique et en ayant le progrès humain comme objectif.

L'objectif visant à réconcilier nature, économie et société nécessite que l'on se place dans une perspective mondiale. En l'absence d'un gouvernement universel, une sorte de coalition d'organisations multinationales, au service de l'impulsion politique

qui est donnée dans le cadre de l'ONU, du G20 et du G7, émerge. Il existe de nombreux exemples d'activités de coopération bilatérale mises en œuvre par l'OCDE et d'autres organisations internationales comme l'OMC, l'OIT et l'UNESCO, mais le phénomène le plus frappant est l'effort commun déployé pour réaliser les ODD.

Au sein de cette « coalition » d'organisations internationales, le rôle de l'OCDE consiste à explorer de nouvelles voies et à établir des normes, en s'appuyant sur le pouvoir de persuasion plutôt que sur le pouvoir juridique ou financier comme le FMI, l'OIT et l'OMC. Le professionnalisme, la neutralité politique et l'indépendance intellectuelle sont déterminants si l'on veut que ce rôle soit tenu et accepté.

Liens utiles

Article original sur le blog *OECD Insights* : <http://wp.me/p2v6oD-2sI>.

Travaux de l'OCDE sur les Objectifs de développement durable : www.oecd.org/dac/sustainable-development-goals.htm.

Les Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) et les Objectifs de développement durable : la voie à suivre

par

Mathilde Mesnard,

Conseillère senior auprès du Secrétaire général

et coordonnatrice NAEC, et

William Hynes,

Économiste senior, Unité de l'OCDE chargée des Nouvelles
approches face aux défis économiques

Alors que l'intégration mondiale est un moteur de croissance depuis la naissance du capitalisme, la crise économique et financière a montré que le niveau actuel d'interdépendance entre les pays et son impact – positif ou négatif – étaient mal appréhendés. Cette complexité accrue a mis au jour les limites des outils analytiques, cadre d'action et dispositifs de gouvernance existants. Elle a aussi mis en évidence le fait que les problèmes mondiaux ne peuvent être traités que par la coordination et l'action collective.

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et les Objectifs de développement durable (ODD) auxquels il fait une place centrale sont fondés sur cette nouvelle analyse. Les objectifs sont de portée universelle – applicables à l'ensemble des pays avec des cibles adaptées aux situations et contextes nationaux. Il faut adopter de nouvelles approches pour venir à bout d'un ensemble intégré de problèmes. Les ODD sont par ailleurs porteurs de transformation. Ils contribuent en effet aux changements systémiques et aident à anticiper les futures menaces mondiales.

Face à ces préoccupations, l'OCDE promeut l'élaboration de politiques meilleures pour une vie meilleure – en s'appuyant sur l'expérience cumulée des pays membres et des pays partenaires et en mettant à profit sa valeur ajoutée. L'initiative relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) aide l'OCDE à se préparer dans la perspective des ODD (en développant des analyses et des avis intégrés pour aborder un ensemble ambitieux d'objectifs étroitement liés entre eux) et du programme d'action prospectif, porteur de transformation. Comme l'a indiqué Doug Frantz, les ODD et les NAEC sont parfaitement complémentaires.

Un programme d'action intégrée

Les Objectifs du Millénaire pour le développement étaient principalement à visée sociale. La croissance économique et l'emploi ou la viabilité environnementale et le changement climatique y faisaient l'objet d'une attention moins systématique. L'une des grandes leçons tirées des OMD est qu'aucun changement durable ne saurait être obtenu par le biais d'objectifs unidimensionnels ou monosectoriels. Les ODD, d'une portée beaucoup plus vaste,

appellent des approches multidimensionnelles, ce qui nécessite d'identifier les avantages et inconvénients, les relations de complémentarité et les conséquences non intentionnelles des choix stratégiques. C'est la seule façon d'améliorer les conseils sur les politiques à suivre pour aborder les problèmes mondiaux de manière plus réaliste et efficace. La collaboration et la cohérence dans la recherche de solutions à des problèmes étroitement imbriqués sont privilégiées, mettant fin à l'approche compartimentée qui a trop souvent limité l'efficacité des politiques. Ce type d'approche implique aussi une conception plus élaborée des politiques, dans laquelle les retombées systémiques peuvent être bénéfiques aussi bien que néfastes.

C'est au niveau national que la prise en considération de ces arbitrages doit s'effectuer en premier lieu. C'est là en effet que les décideurs sont le mieux à même d'arbitrer entre les objectifs économiques, sociaux et environnementaux. Faire des choix sur la base de leurs interrelations nécessite une réflexion globale à long terme ainsi qu'une capacité d'anticipation et une gouvernance stratégiques. La concrétisation de cette vision se révèle difficile mais peu à peu les indicateurs pertinents sont mis en place. Grâce à l'initiative NAEC, les cadres analytiques ont été élargis afin de mieux évaluer l'articulation entre la croissance économique et les inégalités d'une part (croissance inclusive) et entre l'environnement et la croissance d'autre part (croissance verte). Les progrès des travaux concernant l'articulation société-environnement ont été moindres ; d'autres efforts seraient nécessaires afin de mieux étudier les conséquences de la transition vers une croissance durable du point de vue environnemental. Eloi Laurent a déclaré lors d'un séminaire NAEC que les problèmes environnementaux correspondaient en fait à des problèmes sociaux induits en grande partie par les inégalités de revenu et les déséquilibres dans les rapports de force (Laurent, 2016).

Des approches porteuses de transformation

Avec l'initiative NAEC, l'OCDE cherche aussi à savoir comment appréhender la complexité de l'économie mondiale, caractérisée par les très nombreuses interconnexions entre les États et les réseaux

d'entreprises, par le biais des chaînes de valeur régionales et mondiales. Nous envisageons de plus en plus l'économie mondiale comme un système complexe. Nous mesurons les liens fondés sur les échanges et l'investissement entre les économies – riches et pauvres – grâce à la base de données sur les échanges en valeur ajoutée (TiVA). En outre, nous examinons comment la coopération internationale en matière réglementaire fiscale peut contribuer à assurer l'égalité des conditions entre les pays.

Le programme d'action à mettre en œuvre pour réaliser les ODD doit être porteur de transformation afin de peser sur un avenir porteur de l'intensification des pressions sur l'environnement (changement climatique et appauvrissement des ressources, par exemple), de progrès technologiques et de la généralisation du numérique, mais aussi de l'aggravation des inégalités.

Avec l'initiative NAEC, nous préparons l'avenir, ou des futurs possibles. Pour ce faire, nos Comités et nos Directions doivent continuer de poser des questions de fond et de remettre en cause les hypothèses de travail quant à notre compréhension de l'économie, tout en modifiant constamment nos approches analytiques. Pour que les objectifs mondiaux soient atteints, nous devons tous, collectivement, en faire de même. Nous devons changer nos mentalités, nos approches et au bout du compte, le fonctionnement de nos économies.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

Débattre des enjeux : les nouvelles approches face aux défis économiques

Comment mettre à profit le nouvel élan international incarné par la COP21 et les indiscutables Objectifs de développement durable (ODD) ? Plus que jamais, nous devons redoubler d'efforts pour promouvoir une nouvelle réflexion sur les politiques à suivre et sur les nouvelles approches à adopter face aux grands défis qui s'annoncent. Nous devons embrasser des cadres d'action plus ambitieux, concevoir des outils plus efficaces et proposer des politiques plus pointues qui prennent en compte la complexité et le caractère multidimensionnel de ces défis. L'objectif est de parvenir à mieux appréhender la façon dont les économies fonctionnent et d'élaborer des stratégies qui mettent en pratique les conclusions dégagées. La réflexion engagée avec l'initiative de l'OCDE relative aux Nouvelles approches face aux défis économiques (NAEC) remet en question nos hypothèses et nos conceptions du fonctionnement de l'économie. Cet ouvrage propose une synthèse d'opinions exprimées à l'intérieur comme à l'extérieur de l'Organisation sur la façon dont l'initiative NAEC peut contribuer à la réalisation des ODD, et décrit de quelle façon l'OCDE met ses capacités en matière de statistiques, de suivi et d'analyse sectorielle au service de la communauté internationale. Les auteurs explorent également en quoi l'économie mondiale devra se transformer, ainsi que les « mutations tectoniques » de long terme que subissent les individus, la planète, la productivité globale et les institutions.

www.oecd.org/lesessentiels

Visitez le blog : www.oecdinsights.org.

éditions **OCDE**
www.oecd.org/editions



ISBN 978-92-64-30171-9

01 2016 11 2 P



9 789264 301719